



Pauvres, mais honnêtes, nous paraïssons quand nous pouvons

Pourquoi ne pas raconter...

TOUTE l'Histoire du Congo ?

*d'octobre 1917 à la révolution
 A. Nijirima se passant par l'indépendance
 de la classe chinoise, de Cuba et du
 Congo - Brazzaville par ne citer que ces
 plus... tactique
 il... sérieux, e
 et... comment
 leur... et mobi-
 liées... ces du
 pour... ialistes
 la... juste de*

Les Cahiers de Gamboma

INSTRUCTIONS POLITIQUES ET MILITAIRES DES
Partisans Congolais (1964-1965)

*soutenir que: L'imperialistes et tous les
 réactionnaires ne sont que des épouvantails
 apparemment- ils sont forts mais en
 réalité à long terme ils sont faible
 Nous devons les mis-puiser sur le,
 plan stratégique, mais sur le plan tactique
 il faut les prendre très au sérieux, e
 est-à-dire étudier sérieusement comment
 leur porter de coups mortels et mobi-
 liser à cet effet toutes les forces du
 peuple. Au elle forces anti-imperialistes
 peut ainsi conduire jusqu'à la victoire*

TRAVAUX AFRICAINS DU C. R. I. S. P.

est la question de nos choix. Rôle

Sommaire

Les Cahiers de Gamboma

INSTRUCTIONS POLITIQUES ET MILITAIRES

DES

PARTISANS CONGOLAIS

(1964-1965)

page 2

Ceux des révolutions mortes (poésie)... page 76
Les Cahiers de Gamboma / Post-lecture... page 77
Note sur l' Invulnérabilité par la Magie ... page 85
Carte.... page 86

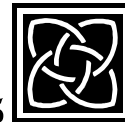
Documentation



**Conception, illustration, mise en page de
Guy De Boeck
pour**



Dialogue des Peuples



TRAVAUX AFRICAINS DU C. R. I. S. P.

Dossier documentaire N° 3.

Novembre 1965.

Les Cahiers
de
Gamboma

INSTRUCTIONS POLITIQUES ET MILITAIRES
DES
PARTISANS CONGOLAIS
(1964-1965)

Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques

(C. R. I. S. P.)

35, rue du Congrès, Bruxelles 1

INTRODUCTION

par Benoît VERHAEGEN, Conseiller Scientifique du CRISP

La région du Lac Léopold II fut à plusieurs reprises, depuis 1964, le théâtre d'opérations rebelles à portée restreinte. A la fin juillet 1964, un commando venu du Congo-Brazzaville s'emparait des localités de Bolobo et de Mushie pour quelques jours. Des documents, que les insurgés avaient emportés en opération, furent retrouvés après leur retraite forcée. Il s'agissait d'un texte de 22 pages décrivant l'organisation et la tactique des *Forces Armées Révolutionnaires* du *Front de Libération Nationale*, d'un texte de 8 pages résumant le premier et d'un cours de Politique de 4 pages. Nous publierons ces documents dans l'ouvrage *Rébellions au Congo*, Tome I, 2e partie : L'opération sur Bolobo - Mushie (1). Nous soulignons dans cet ouvrage les similitudes existant entre ces textes et ceux trouvés en 1963-1964 dans les camps des partisans mulelistes au Kwilu.

Les documents reproduits dans ce volume ont été obtenus également dans la région du Lac Léopold II après le coup de main rebelle sur Nioki qui eut lieu en juin 1965. Il s'agit de 6 cahiers d'instructions politiques et militaires appartenant à des partisans rebelles. A la différence des autres documents, tous ces cahiers sont entièrement manuscrits et écrits par des personnes différentes. Le soin avec lequel ils sont transcrits et souvent même calligraphiés, prouve qu'il s'agit d'un enseignement organisé dans des conditions de confort matériel minimum et non de transcriptions hâtives réalisées dans un maquis entre deux opérations. Tous sont du format des cahiers d'écolier de 100 pages en usage au Congo-Brazzaville. Deux de ces cahiers étaient recouverts de papier journal découpé de l'hebdomadaire *La Voix du Peuple*, organe du Parti Communiste Belge, de tendance chinoise, imprimé à Bruxelles.

1) B. Verhaegen, *Rébellions au Congo*, Editions du CRISP, Bruxelles 1966, Tome I, 2e partie.

Tous les cahiers sont marqués soit à l'extérieur, soit à l'intérieur de la couverture, d'un même signe : « E. YEOU-TSIGER », dont la signification est obscure. Il ne peut s'agir du nom du titulaire du cahier car ceux-ci sont écrits par 6 personnes différentes. Peut-être est-ce le nom du professeur ? Sur la couverture du cahier n° 1, une carte de l'Afrique est dessinée grossièrement à la main avec seulement les frontières du Congo-Léopoldville. Trois noms figurent sur la carte : PEKIN (au centre) - CONGO (à l'emplacement du Congo) - CHINE (à gauche du Congo). Sur une autre couverture (cahier n° 4) il est indiqué que le cahier appartient au n° 203 et sur la ligne en dessous on peut lire « MOUSCO LE 7/8/1964 ». Dans le même cahier figurent d'autres dates, dont une au sommet d'une page à l'intérieur : 1/2/1965 et une autre 25/6/64. On peut en déduire que les cours commencèrent vers le mois de juin 1964 et qu'ils se poursuivaient encore en février 1965 pour un partisan portant le n° 203 dans un endroit appelé « MOUSCO ». Un autre cahier (n° 2) mentionne la date du 22 janvier 1965. A l'intérieur de ce cahier, qui n'est pas reproduit ici, il est écrit sur plusieurs pages, en lettres capitales : PEKIN. Dans le cahier n° 6 on peut lire la date du 5 février 1965. Enfin, dans le cahier n° 3, plusieurs pages relatives aux organigrammes des organismes révolutionnaires, sont marquées d'une signature étrangère difficile à déchiffrer : QEUNIANG - E.

Les cahiers sont d'inégale longueur. Les plus complets contiennent trois sortes de matières : Causeries sur la politique - Economie politique - Instructions militaires.

Les causeries sur la politique sont fondées sur l'analyse marxiste-léniniste des rapports sociaux complétée par les développements de Mao Tsé-toung sur le rôle révolutionnaire de la paysannerie et sur la structure des classes sociales. Il n'est cependant nulle part fait mention explicite de Marx, de Lénine ou de Mao. Le seul ouvrage cité est celui d'Osende Afana : *Croissance économique et Monoculture en Afrique Occidentale* (1). Par contre, il est fait plusieurs fois allusion aux révolutions chinoise et cubaine en tant que modèles et à la révolution soviétique d'octobre 1917.

Des références fréquentes sont faites à la situation et aux structures économiques du Congo dans le but pédagogique évident d'adapter l'enseignement théorique aux faits concrets ; mais il ne semble pas que les auteurs du cours aient eu des notions même approximatives de la situation économique et sociale du Congo. Leur analyse de la paysannerie congolaise, par exemple, n'a aucun rapport avec la réalité ; leur description de la classe bourgeoise est probablement valable pour l'Afrique Occidentale, mais non pour le Congo et l'Afrique Centrale.

Les causeries politiques se terminent par une analyse de la nature et des fonctions d'un parti révolutionnaire. A cet endroit du cours, il est fait mention, à plusieurs reprises, du C.N.L. (Conseil National de Libération) qui est le parti chargé de « conduire la révolution congolaise jusqu'à la victoire finale » (2).

Les leçons d'Economie politique consistent dans une explication sommaire mais exacte des notions économiques principales du marxisme-léninisme ou « science du développement de la société socialiste » : Marchandise, Monnaie, Capital, Plus-value.

L'instruction militaire est consacrée essentiellement à la guerre de partisans : embuscade, sabotage, camouflage, tactique de la guérilla.

(1) Afana Osende est également l'auteur d'un article : Les classes sociales en Afrique Occidentale, publié dans *Partisans*, n° 10, mai-juin 1963, pp. 57-70. Au sujet des classes sociales en Afrique, voir la bibliographie publiée dans le *Dossier Documentaire* du CRISP, n° 2, octobre 1965.

(2) Rappelons que le C.N.L. était divisé à cette époque. Les auteurs ne précisent pas à quelle fraction ils se rattachent. Voir dans l'ouvrage *Congo 1964* (Dossiers du CRISP), les chapitres consacrés au C.N.L. et à la rébellion.

L'origine de ces documents ne fait aucun doute : le commando de partisans qui les a abandonnés venait du camp de Gamboma (3) situé au Congo-Brazzaville, non loin du fleuve Congo. Parmi les papiers saisis, se trouvait la carte de membre du C.N.L. d'un des partisans, T.F., ancien policier de Léopoldville, engagé par le C.N.L. sous le numéro 197/64. Une lettre était jointe, datée du 15 octobre 1964 de Brazzaville, signalant au Secrétaire Général du C.N.L. que l'intéressé avait perdu tous ses vêtements au cours de l'opération du 19 juillet 1964 sur BOLOBO et MUSHIE (4).

Un autre point est acquis également : les partisans qui firent l'opération de Nioki étaient rattachés au C.N.L. et l'enseignement qui leur avait été dispensé à Gamboma se référait également au C.N.L.

Enfin, il reste à savoir qui étaient les instructeurs de Gamboma. Les différents éléments de forme et de fond que nous avons relevés plus haut, ne permettent que d'émettre une hypothèse : l'enseignement est inspiré de la doctrine communiste chinoise et il est probable qu'il a été dispensé, en partie du moins, par des instructeurs étrangers s'inspirant de cette doctrine.

Il convient cependant d'insister sur le caractère exceptionnel de ces cahiers dans l'ensemble du phénomène rebelle au Congo. Aucun texte aussi fortement marqué du point de vue doctrinal et idéologique n'a été trouvé dans les régions de l'Est du Congo. Quant au maquis du Kwilu, nous avons signalé, au début de cette introduction, la possibilité d'une relation entre la documentation recueillie après l'opération de Bolobo en juillet 1964 et les textes trouvés auparavant sur les partisans de Mulele. Mais rien ne permet d'affirmer qu'une liaison organique quelconque ait existé entre le camp d'entraînement de Gamboma et le maquis de Mulele au Kwilu.

Un inventaire des cahiers et une table des matières et des extraits publiés indiquent de manière plus précise le contenu des différents cahiers. Nous n'avons omis que les parties de cahiers ou les cahiers qui étaient littéralement semblables aux morceaux publiés. Les cahiers n^{os} 1, 3 et 5 sont reproduits intégralement. Ni la forme, ni le fond n'ont subi la moindre modification. Seules les fautes d'orthographe, qui étaient tellement nombreuses qu'elles rendaient la lecture malaisée, — ont été corrigées. Là où des mots étaient illisibles, nous les avons remplacés par des petits points ; mais, à aucun endroit, ces lacunes ne rendent le texte incompréhensible en ses parties essentielles.

Les chants révolutionnaires qui étaient intercalés dans les textes de cours ont été regroupés et publiés après les cahiers.

Une reproduction photographique de pages choisies des cahiers complète cette présentation.

B.V.

(3) En fait le nom de GAMBOMA couvre ici deux localités : le camp d'entraînement de BOANGA (en face de Bolobo) et le camp de réfugiés situé à Gamboma même. Nous avons choisi d'utiliser uniquement ce dernier afin de ne pas dérouter le lecteur. Voir notamment : Congo 1964, pp. 446-447 ; Essor du Katanga (22.10.1964) et Le Progrès (29.1.1965).

(4) Cette lettre sera publiée dans le Tome I, 2e partie de l'ouvrage Rébellions au Congo (Editions du CRISP, 1966).

INVENTAIRE DES « CAHIERS DE GAMBOMA »

Premier cahier : Causerie sur la politique (six causeries)	11
Première causerie : les ennemis et les tâches de la révolution congolaise	13
Deuxième causerie : les forces motrices de la révolution nationale démocratique congolaise	16
Troisième causerie : leadership ou rôle dirigeant de la révolution	21
Quatrième causerie : caractère actuel de la révolution congolaise	25
Cinquième causerie : les armes de la révolution de démocratie nouvelle au Congo	29
Sixième causerie : unité et lutte à l'intérieur du parti	34

Deuxième cahier : Les ennemis et les tâches de la révolution	36
--	----

Ce cahier constitue une version identique à celle du premier précédent et n'est donc pas repris ici.

Troisième cahier : La Révolution

1. définition de la révolution	39
2. économie politique	40
3. tribunal populaire C.N.L. et sanctions	45
4. tableaux d'organisation	47
5. la lutte contre le tribalisme	51
6. contre la lutte d'influence	57

Quatrième cahier : Causeries politiques	67
---	----

Ce cahier reproduit, de manière incomplète et sous une forme assez fruste, le contenu du premier cahier. Son intérêt réside dans son aspect extérieur (couverture en papier journal « Voix du Peuple » ; griffonnages de l'élève...). La publication du texte lui-même n'aurait eu aucun intérêt particulier.

Cinquième cahier : Guérilla	69
---------------------------------------	----

1. mobilisation de masse	71
2. le camouflage contre avions	73
3. coup de main	74
4. embuscade	75
5. gaz de combat	75
6. tactique de guérilla	76
7. morale d'un sabotage	77

Sixième cahier : Economie politique	77
---	----

Ce cahier ne fait que reproduire les textes publiés sous le même titre dans d'autres cahiers.

Chansons révolutionnaires (retrouvées dans les divers cahiers)	79
--	----

1. Pays des Ancêtres	81
2. Chant de marche	81
3. Fils du Congo	82
4. Nous les élites	82
5. Toujours en avant	83

PREMIER CAHIER

CAUSERIE SUR LA POLITIQUE

(Six Causeries)

LES ENNEMIS ET LES TACHES DE LA REVOLUTION CONGOLAISE

Partout où il y a la révolution, il y a d'une part *ses amis*, d'autre part ses ennemis. Comme toute la révolution, celle du Congo a aussi des amis et des ennemis. Mais également toute révolution a des tâches qu'elle entend voir accomplir pour qu'elle prenne fin.

Nous allons dans cette causerie étudier les ennemis et les tâches de la révolution congolaise dans sa phase actuelle.

Les ennemis de la Révolution congolaise

Contre qui la Révolution congolaise est-elle dirigée ? Contre les ennemis du peuple congolais. Quels sont ces ennemis ? *Ce sont* : 1) Les néo-colonialistes et les impérialistes (belges, américains, anglais, italiens et français). 2) La bourgeoisie bureaucratique ou compradores congolais. 3) La féodalité réactionnaire du Congo (chefs traditionnels ou coutumiers), agents de l'impérialisme, du néo-colonialisme.

Les néo-colonialistes et les impérialistes sont les ennemis principaux de la révolution congolaise ; ce sont des étrangers dont les forces militaires oppriment journellement le peuple congolais. Les impérialistes et les néo-colonialistes ont au Congo des bases militaires, des techniciens militaires, etc..., avec quoi ils oppriment le peuple congolais.

Parmi ces impérialistes ennemis du peuple congolais, les principaux sont les impérialistes américains et belges, ensuite les impérialistes anglais et les italiens, enfin les impérialistes français et japonais. Notons que les ennemis n° 1 du peuple congolais sont les impérialistes américains et belges. Dans leur sale besogne d'exploitation et d'oppression du peuple congolais, grâce auxquelles ils massacrent les populations congolaises. Ce sont :

A. Les bourgeois bureaucratiques ou compradores congolais ; cette classe d'agents de l'impérialisme a des éléments qui occupent des postes de direction dans les cabinets ministériels, dans la gendarmerie, dans la police, l'administration générale, la magistrature, l'enseignement, bref dans tous les services publics, y compris les députés de l'Assemblée fantoche et les membres des étrangers au Congo. Les intérêts des Congolais de cette classe sont liés à ceux de l'impérialisme.

Ils sont donc des alliés naturels de l'impérialisme ; les attaquer, c'est attaquer l'impérialisme et vice-versa ; donc, il faut les considérer comme des agents de l'impérialisme et les combattre en tant que tels : *Ex. : KASA-VUBU, TSHOMBE, KAMITATU, MOBUTU, NENDAKA, etc...* sont des bourgeois bureaucratiques ou compradores au Congo.

B. L'autre classe d'agents de l'impérialisme, c'est la féodalité réactionnaire congolaise. Les intérêts des éléments de cette classe sont aussi liés à ceux de l'impérialisme par des liens indestructibles ; c'est le cas par exemple de chefs traditionnels ou coutumiers tels que *KIAMVOU* dans la province du Kwango et de *MPANELINE* dans la province du Kwilu... pour donc liquider l'impérialisme au Congo, il faut lutter et écraser un triple ennemi de classe :

1. Les impérialistes.
2. Les bourgeois bureaucratiques ou compradores congolais.
3. Les féodaux réactionnaires.

Lutter contre les bourgeois bureaucratiques ou compradores et les féodaux réactionnaires minorité exploitant et opprimant le peuple, c'est mener la révolution démocratique.

Mener ces deux luttes ensemble, c'est-à-dire les combiner, c'est mener la Révolution NATIONALE Démocratique. Il faut mener ces deux luttes ensemble, parce qu'on ne peut pas liquider l'impérialisme au Congo, sans combattre ses agents locaux ; on ne peut non plus liquider les agents de l'impérialisme au Congo.

Ces deux luttes sont donc entièrement liées, quoique distinctes aussi un certain degré.

Nous devons noter que la lutte contre l'impérialisme est la tâche fondamentale, centrale de la révolution, mais nous devons également noter que la Révolution démocratique ne doit pas être sacrifiée quoique étant de second ordre. Nous devons les lier ensemble en reconnaissant le caractère prioritaire de la Révolution Nationale, nous devons mener une Révolution Nationale Démocratique.

Les tâches fondamentales de la Révolution Démocratique Nationale Congolaise.

Les tâches fondamentales de la révolution Nationale Démocratique sont les actes qu'elle doit accomplir pour qu'elle prenne fin.

Tâches de la Révolution Démocratique

1. Renverser le régime de classes réactionnaires, c'est-à-dire la minorité dominante de l'intérieur : agents de l'impérialisme, la bourgeoisie bureaucratique ou compradores et la féodalité réactionnaire congolaise.
2. Réaliser la réforme agraire.
3. Instaurer et respecter les libertés démocratiques et syndicales pour toutes les forces anti-impérialistes du pays.
4. Doter le pays d'institutions politiques démocratiquement élues et contrôlées : Assemblée Nationale, gouvernement responsable devant elle, etc...

Tâches de la Révolution Nationale

1. Renverser le régime néo-colonialiste.
2. Evacuer toutes les bases militaires étrangères ; annuler tous les traités inégaux imposés au pays par les impérialistes.
3. Réorganiser l'armée, la gendarmerie, la police, l'administration, la justice, l'enseignement, etc. etc. etc., de façon qu'ils servent avant tout les intérêts du peuple tout entier.
4. Placer des patriotes à tous les postes de commandement ; créer une monnaie indépendante.
5. Nationaliser les ressources naturelles (mines, forêts, etc.) et les entreprises agricoles, pastorales, commerciales, bancaires, industrielles, etc., accaparées ou dominées par les capitalistes étrangers, bref édifier une économie nationale indépendante.
6. Donner un contenu national scientifique et populaire aux programmes d'enseignement : supérieur, secondaire et primaire.

Organiser dans le pays même tous les cycles d'enseignement du primaire au secondaire et supérieur, y compris le technique.

Nationaliser tous les établissements d'enseignement et de bienfaisance (hôpitaux - dispensaires), tous les organes de presse, d'information ou de propagande qui servent d'instruments au néo-colonialisme, et empêcher l'ouverture ou la création de nouveaux, etc...

Si les tâches de la Révolution Nationale Démocratique sont réalisées, elle prend fin, sinon elle doit continuer.

Questionnaire pour le contrôle

1. Quels sont les ennemis de la Révolution Nationale Congolaise ?
2. Quels sont les ennemis de la Révolution Démocratique Congolaise ?
3. Quelles sont les principales tâches de la Révolution Nationale Congolaise ?
4. Quelles sont les principales tâches de la Révolution Démocratique Congolaise ?
5. Au début de la lutte, la Révolution démocratique est-elle aussi importante que la Révolution Nationale ? Pourquoi ?
6. Peut-on mener séparément ces deux révolutions ? Pourquoi ?
7. Pourquoi disons-nous que pour le peuple congolais, l'ennemi principal est l'impérialisme américain, belge, etc ?
8. Dans la phase de la Révolution Nationale, pourquoi faut-il combattre uniquement les éléments réactionnaires de la féodalité et de la bourgeoisie et non toute la féodalité et toute la bourgeoisie ?

LES FORCES MOTRICES DE LA REVOLUTION NATIONALE DEMOCRATIQUE CONGOLAISE

Cette leçon nous permet de connaître nos vrais amis et de nous unir étroitement à eux pour isoler les ennemis, les diviser avant de leur porter les coups durs.

C'est aussi l'analyse du camp de la Révolution. C'est-à-dire après avoir connu les ennemis et les tâches de la Révolution Nationale Démocratique Congolaise, nous devons chercher à savoir quelles forces qui peuvent combattre ces ennemis et s'acquitter de ces tâches : qui peut participer à la Révolution Nationale Démocratique Congolaise et qui participe effectivement et de quelle façon ?

Réponse à ces questions : c'est étudier d'une part les forces motrices et d'autre part la force dirigeante de la Révolution Nationale Démocratique Congolaise.

Par forces motrices, nous entendons les forces qui participent à la Révolution. Si nous comparons la Révolution Nationale Démocratique au train de voyageurs, nous désignons par forces motrices les forces qui peuvent entrer dans ce train.

La gare de départ c'est le début de la révolution et la gare de destination, la fin de la révolution ; ces forces sont constituées par ces classes ou fractions de classes suivantes ; avant de toucher le fond de la question, nous attirons l'attention des camarades sur deux points : *l'origine et l'appartenance* de classe ; *l'origine* c'est la classe d'où l'on est issu de naissance ; *l'appartenance*, c'est la classe dans laquelle ton appartenance et défend ses intérêts :

A. Les éléments anti-impérialistes de la féodalité et des propriétaires fonciers : on appelle propriétaires fonciers ceux qui vivent essentiellement du travail gratuit des paysans sur leurs terres ; pour que Mr. Gérard puisse être considéré comme propriétaire foncier, il faut trois choses :

- a) Que Mr. Gérard possède de la terre.
- b) Que Mr. Gérard ne travaille pas lui-même ses terres ou du moins que son propre travail sur ses terres soit pour lui-même une source auxiliaire de revenus.
- c) Que la source principale de ses revenus provienne de l'exploitation des paysans.

Cette exploitation a plusieurs formes, mais la plus importante c'est la *rente foncière*, c'est-à-dire que le propriétaire foncier s'empare gratuitement du temps et du fruit de travail des paysans (récoltes, bétail, pêche, etc...). Il pratique l'usure et exploite le travail des ouvriers.

Politiquement la plupart de ces éléments sont *des agents et des alliés de naturels* de l'impérialisme. Ils ont des liens de chair et de sang avec l'impérialisme ; ils sont des ennemis et non les forces motrices de la Révolution. Mais, par contre, certains d'entre eux, dans certaines conditions, participent ou peuvent participer à la Révolution. Ex. : KASSONGO dans le territoire d'Idiofa, province du Kwilu, de NGALA, etc...

LA BOURGEOISIE

Le bourgeois *c'est celui qui possède des moyens de production et d'échange* comme le féodal ou le propriétaire foncier à caractère féodal.

Le bourgeois vit *essentiellement* de l'exploitation de la main-d'œuvre salariée, c'est-à-dire du longue, un travailleur produit une valeur de 1.000 F, le bourgeois lui donne un relèvement de 200 F comme salaire tout en s'accaparant de tout le reste. Economiquement et politiquement, la bourgeoisie se subdivise en trois grandes classes ;

1. La bourgeoisie grande ou la bourgeoisie bureaucratique ou comprador.
2. La bourgeoisie moyenne ou nationale.
3. La petite bourgeoisie.

1. Grande bourgeoisie.

Dite bureaucratique ou comprador, tire sa richesse de l'utilisation de l'appareil d'Etat (hauts fonctionnaires et politiciens) ou bien du commerce avec les capitalistes étrangers et des postes dans les conseils d'administration des entreprises impérialistes, etc...

Dans un pays colonial ou néo-colonialiste, cette classe est au service de l'impérialisme et entretenue par lui ; elle est hostile à la Révolution. Exemples : KASA-VUBU, TSHOMBE, MOBUTU, NENDAKA, BOMBOKO, etc...

Mais les différentes couches de la grande bourgeoisie peuvent participer à la Révolution Nationale Démocratique dans certaines conditions et pendant un certain temps, c'est-à-dire par exemple quand il s'agit de lutter contre la féodalité ou contre les monopoles auxquels elles ne sont pas directement soumises, ou bien contre une autre puissance impérialiste.

Exemple : en 1961, Adoula, agent des impérialistes américains, se prétendait un nationaliste lorsqu'il s'opposait à l'homme du KATANGA, TSHOMBE, agent des impérialistes BELGES, ANGLAIS et FRANÇAIS.

2. La bourgeoisie moyenne ou nationale

Elle possède des moyens de production et d'échange assez importants. Mais elle n'est pas au service des impérialistes ni entretenue par eux.

Du point de vue politique et économique cette catégorie de la bourgeoisie se prononce pour un Congo indépendant, mais sous sa direction, car elle veut développer une économie nationale capitaliste contrôlée par elle et non par l'impérialisme. C'est pourquoi cette catégorie s'appelle la bourgeoisie nationale par elle révolutionnaire lorsqu'il s'agit de renverser la domination étrangère, c'est-à-dire pendant la révolution nationale, mais dès qu'elle aperçoit la montée de la conscience révolutionnaire des larges masses populaires, elle passe dans le camp de la contre-révolution.

La bourgeoisie moyenne ou nationale a un *caractère double* : de la main gauche elle combat les impérialistes et de main droite elle combat la classe ouvrière et la paysannerie.

3. La bourgeoisie petite

Elle est comme la moyenne bourgeoisie indépendante des impérialistes, mais elle a des moyens moins puissants de production et d'échange.

En AFRIQUE NOIRE, les capitalistes de cette catégorie n'emploient pas plus de 10 ouvriers ; cette classe comprend les petits commerçants et transporteurs, les artisans, les membres des professions libérales (médecins, avocats), les petits fonctionnaires et employés, les couches inférieures des intellectuels, étudiants, enseignants des cycles primaire et secondaire, etc...

En AFRIQUE tropicale, la petite bourgeoisie est à la fois beaucoup plus nombreuse et plus révolutionnaire que la féodalité, la bourgeoisie bureaucratique ou comprador, même la bourgeoisie moyenne ; ses faiblesses politiques constituent les défauts suivants : individualisme, instabilité ; elle va d'un extrême malgré ces défauts à l'autre sectarisme. La petite bourgeoisie demeure une des forces importantes de la révolution africaine en général et de la révolution congolaise en particulier.

1. LA PAYSANNERIE

Elle représente la couche la plus nombreuse de la population congolaise : plus de 80 % au total, mais elle ne forme pas une classe homogène, c'est-à-dire unique ; la paysannerie congolaise peut se diviser en trois classes :

1. Les paysanneries riches ou capitalistes.

3. Les paysanneries moyennes

et enfin la troisième catégorie est relativement pauvre, très proche du prolétariat.

1/2. Les paysans riches ou capitalistes

Dans cette catégorie une petite minorité sont ceux qui exploitent une main-d'œuvre salariée.

Ils suivent en général la même ligne politique que la bourgeoisie moyenne des villes ; ce sont donc des anti-impérialistes et nationalistes dans la phase actuelle de la révolution.

2/3. Les paysans moyens

Comme on les appelle, sont ceux qui d'une part sont eux-mêmes propriétaires de la terre qu'ils cultivent et d'autre part n'exploitent pas le travail d'autrui ; tel est le cas de l'écrasante majorité des paysans congolais.

Politiquement ils sont proches des couches supérieures de la petite bourgeoisie à laquelle ils désirent accéder. Certains paysans moyens qui exploitent une main-d'œuvre salariée, mais pas en grande quantité, appartiennent déjà à ces couches.

Cette exploitation n'est permanente par ex. juste à l'occasion d'importants travaux, tels que les récoltes. Ils ont tout juste le nécessaire pour vivre ; souvent leur condition s'empire d'une année à l'autre. Ces paysans sont anti-impérialistes.

Les petits paysans et les paysans pauvres

Ils n'ont pas de terre ni d'autres moyens de production en quantité suffisante pour vivre uniquement d'un travail indépendant ; pour gagner le minimum vital, ils sont obligés dans certaine mesure de travailler soit pour les féodaux ou les propriétaires fonciers, soit pour les paysans riches ou les moyens.

Ils sont plus révolutionnaires que les paysans riches et moyens, les conditions de vie s'aggravant d'année en année.

LE PROLETARIAT

Des paysans pauvres, on arrive insensiblement au prolétariat en passant par le semi-prolétariat.

Le semi-prolétariat

Sont des travailleurs qui ont quelques moyens de production, par ex. : *un peu de terre, un atelier*, mais en quantité trop insuffisante pour assurer leur subsistance.

Ils sont obligés, pour gagner leur vie, d'aller travailler chez des capitalistes ou à la campagne.

Le prolétariat

Sont ceux qui ne possèdent aucun moyen de production et d'échange. Ils gagnent leur vie uniquement par la *vente de leur force de travail* aux capitalistes.

Cette classe n'est pas encore très développée en AFRIQUE NOIRE. Mais l'histoire montre que les semi-prolétaires sont les classes les plus révolutionnaires, celles qui sont les plus décidées à tous les sacrifices pour combattre l'impérialisme et édifier un Congo *totalelement indépendant, démocratique et prospère*.

Donc, les de la Révolution Nationale Démocratique sont :

Exploiteur :

1. La bourgeoisie moyenne.
2. La petite bourgeoisie.
3. Les éléments anti-impérialistes de la féodalité et de la bourgeoisie bureaucratique ou comprador.

Non exploiteur :

4. La paysannerie moyenne.
5. La paysannerie pauvre.
6. Le semi-prolétariat.
7. Le prolétariat.

Nous devons ajouter le lumpen prolétariat comme une classe dans laquelle on peut trouver une force révolutionnaire, mais à condition qu'elle soit éduquée et qu'on fait plus attention à elle.

Appartiennent à cette classe, les chômeurs, les groupes de bandits, les joueurs de cartes, etc... Comparons le camp de la révolution à celui de la contre-révolution :

1. Le camp de la révolution poursuit une *cause juste*, alors que l'autre poursuit une injuste perdue.
2. Le camp de la révolution est plus nombreux que celui de la contre-révolution ; le camp de la révolution comprend en effet 90 % de la population congolaise et en dehors du camp Congo elle a pour alliés *l'écrasante majorité de l'humanité*.
3. Le camp de la révolution peut être facilement uni sur des bases solides que celui de la contre-révolution.

Malgré leurs alliances, les impérialistes et tous les réactionnaires sont déchirés par des *conditions insurmontables*, car, de par leur *nature*, ils cherchent toujours à *opprimer et exploiter*.

C'est ce que montrent très clairement *les luttes aiguës* qui se déroulent actuellement entre groupes des principales puissances impérialistes, chacune voulant *dominer* à son profit l'occident tout entier. Tant que l'impérialisme existe, il constitue l'ennemi mortel de tous les peuples, celui sans l'écrasement duquel aucune fraction de peuple, notamment dans les pays d'AFRIQUE, d'ASIE et d'AMERIQUE LATINE, ne peut satisfaire ses aspirations à la liberté et au bonheur.

En raison de son importance, la lutte anti-impérialiste est donc capable d'unir toutes les couches du peuple et tous les peuples du monde, malgré leurs contradictions internes, parce que celles-ci *les opposent à leur ennemi commun : l'impérialisme, avec à sa tête les Américains*.

4. La victoire finale de la révolution est inévitable ; les peuples et les classes opprimées ne sont pas toujours assez conscients de ces vérités, voilà pourquoi ils n'arrivent pas à s'unir rapidement ni suffisamment.

D'autre part, ils manquent des moyens techniques puissants que déploient les impérialistes dans leurs luttes modernes. Tous ces facteurs constituent des points faibles du camp de la révolution.

Mais c'est là une situation essentiellement temporaire, car l'oppression et l'exploitation mêmes du peuple par les impérialistes amènent inévitablement les forces populaires à s'unir et à trouver les moyens nécessaires pour vaincre leur puissant ennemi. C'est ce que montre l'expérience de toutes les luttes révolutionnaires, de la grande révolution socialiste D'OCTOBRE 1917 à la révolution ALGERIENNE, en passant par l'indépendance de la classe de CHINE, de CUBA et du CONGO-BRAZZAVILLE, pour ne citer

que ces exemples. Voilà pourquoi il est juste de soutenir que l'impérialisme et tous les réactionnaires ne sont que des épouvantails. Apparemment sont-ils forts, mais en réalité à long terme ils sont faibles.

Nous devons les mépriser sur le plan stratégique, mais sur le plan tactique, il faut les prendre très au sérieux, c'est-à-dire étudier sérieusement comment leur porter des coups mortels et mobiliser à cet effet toutes les forces du peuple.

Quelles forces anti-impérialistes peuvent ainsi conduire jusqu'à la victoire de la révolution NATIONALE DEMOCRATIQUE ? Telle est la question leadership ou ROLE dirigeant pour le prochain cours.

N.B. :

La révolution nationale dirigée vers : l'impérialisme Belge, Américain, Français, etc.

La révolution Démocratique dirigée vers : bourgeois bureaucratiques ou compradores au Congo et la féodalité.

Qu'est-ce que la politique ? La politique c'est l'art d'organisation et de diriger un pays.

Les impérialistes américains sont le tigre en papier pour la révolution congolaise.

*LEADERSHIP OU ROLE DIRIGEANT
DE LA REVOLUTION*

Texte extrait du livre du camarade OSENDE AFANA, Docteur en sciences politiques, économiques, philosophiques, avocat en droit, livre intitulé : Croissance économique et Monoculture en Afrique Occidentale.

Qu'est-ce que le Leadership ? Rôle de dirigeant d'une classe sociale dans une révolution. *D'après* les enseignements des plus grands révolutionnaires et de l'expérience quotidienne, le leadership ne consiste nullement à claironner des mots d'ordre à longueur de journée ni à exiger avec brutalité et arrogance la soumission des autres à ses vues.

Le rôle dirigeant consiste à *persuader et à éduquer* les autres en pratiquant une politique juste, en leur montrant l'exemple du travail bien exécuté et en les amenant par là même à accepter de bonne grâce nos propositions ; pour exercer le rôle dirigeant il faut donc remplir trois conditions essentielles :

- a) Elaborer une politique, un programme juste et complet répondant aux intérêts et aux besoins de tous.
- b) Montrer l'exemple du travail bien exécuté, pour la réalisation conséquente du programme.
- c) Organiser et mobiliser pleinement pour la réalisation conséquente de ce programme toutes les forces révolutionnaires à l'intérieur.

Ces conditions, qui les remplit le mieux : la paysannerie, la petite bourgeoisie ou le prolétariat ?

Le Leadership de la paysannerie.

C'est là une expression inconsistante ou du moins équivoque, car la paysannerie ne constitue pas une classe unique ; elle constitue plusieurs classes sociales plus ou moins différentes, des plus riches aux plus pauvres ; on peut généralement distinguer les gros propriétaires fonciers à caractère féodal ; les paysans moyens, les petits paysans, les paysans pauvres ou semi-prolétariat. Prise globalement, la paysannerie est donc grosse de contradictions plus ou moins violentes et même antagonistes ; dès lors, la seule approche scientifique consiste à chercher si une fraction de la paysannerie peut exercer le Leadership.

Les fractions plus progressistes de la paysannerie pauvre et les couches intermédiaires de la paysannerie moyenne sont indispensablement appelées à jouer un rôle très important dans la révolution nationale démocratique du peuple AFRICAÏN.

Comme elles l'ont fait en CHINE et à CUBA, pour ne citer que ces deux exemples, car dans les pays sous-développés essentiellement agricoles, le corps principal des troupes révolutionnaires ne peut provenir que de la paysannerie.

Mais les paysans peuvent-ils constituer l'avant-garde à la tête de la révolution, exercer le Leadership tel que nous venons de le définir, puisque la paysannerie est composite. Nous ne pouvons répondre à cette question sans examiner les possibilités de Leadership de chaque classe rurale. De toute évidence, les *féodaux*, les *gros propriétaires fonciers à caractère féodal*, pas plus que les *bourgeois bureaucratiques* ou *compradores*, ne peuvent pas conduire la révolution à la victoire.

Car leurs intérêts sont fondamentalement soumis à ceux de l'impérialisme. Ils ont besoin de la protection des impérialistes pour protéger leurs privilèges et autres intérêts égoïstes contre les aspirations des masses populaires.

Aussi, sont-ils les alliés et les agents naturels des impérialistes et néo-colonialistes ; bien sûr, pour de nombreuses raisons, ils peuvent réussir à tromper momentanément les masses et à gagner leur confiance, mais ils finissent toujours par trahir la révolution.

La bourgeoisie moyenne

Très faible en AFRIQUE NOIRE, est révolutionnaire dans une certaine mesure, dans la mesure où elle lutte contre la domination du capital étranger pour la création d'une société politiquement dirigée par elle-même et pour le développement d'un capitalisme national et indépendant.

Mais nous savons déjà que les pays retardataires du XXe siècle ne peuvent plus se doter d'une économie capitaliste pleinement développée et indépendante.

Dès lors, le programme politique de la bourgeoisie moyenne se ramène à une illusion et conduit au régime néo-colonial et néo-féodal de la bourgeoisie bureaucratique ou compradore.

D'ailleurs, pour se développer, la bourgeoisie moyenne doit lutter non seulement contre l'impérialisme, le capitalisme bureaucratique et la féodalité réactionnaire, mais aussi contre les travailleurs, qui ne peuvent se résigner à se laisser exploiter ; voilà pourquoi l'action de la bourgeoisie moyenne se dirige tantôt contre les forces progressistes conduites par le prolétariat, tantôt contre les forces réactionnaires ayant l'impérialisme à leur tête.

Le caractère foncièrement ambigu de la bourgeoisie moyenne la rend incapable de mobiliser les forces révolutionnaires.

La petite bourgeoisie

Prédominante en AFRIQUE noire, souffre aussi de ce double caractère. Par conséquent, son Leadership pour l'essentiel rencontre les mêmes difficultés que celui de la bourgeoisie moyenne.

Toutefois, le caractère révolutionnaire de la petite bourgeoisie AFRICAINE mérite une étude spéciale, d'une part son caractère est nettement marqué et persistera longtemps, car notre petite bourgeoisie est extrêmement faible et, pour se développer, elle a besoin de lutter longtemps contre les impérialistes, mais, d'autre part, le prolétariat africain, formé dans les entreprises étrangères, est relativement plus développé et plus combatif que la petite bourgeoisie AFRICAINE ; dès lors celle-ci est plus menacée que ses homologues d'Occident ou même que celle d'ASIE et d'AMERIQUE LATINE.

Quand l'ennemi est fort, brutal, l'écrasant comme sous le régime colonial classique, la bourgeoisie s'allie aux masses populaires pour le combattre, mais dès que la conscience révolutionnaire se développe chez les ouvriers et les autres masses laborieuses, la bourgeoisie s'allie à l'ennemi pour les combattre.

D'où sa politique apparemment, toute marquée à la fois d'une volonté de lutte anti-impérialiste, mais aussi d'hésitations et parfois même de reculs spectaculaires, de mesures nettement anti-démocratiques.

En raison de sa forte tendance au subjectivisme et à l'individualisme de son sectarisme et de son instabilité foncière, la jeune petite bourgeoisie AFRICAINE, livrée à elle-même, est une proie facile pour le néo-colonialisme style KENNEDY. L'histoire montrera que malgré son mérite incontestable dans la phase actuelle de notre lutte, cette classe ne peut conduire la révolution AFRICAINE jusqu'à la victoire complète et définitive.

De cette tâche historique, seul le prolétariat est capable. Pourquoi ? D'abord parce que toutes les autres classes sociales en sont incapables.

Ensuite et surtout, parce que le prolétariat est de loin la classe la plus révolutionnaire.

Qu'est-ce que le pauvre ? Voici ce qu'est le pauvre :

a) Le prolétariat a une idéologie et un programme politique répondant aux besoins et aux intérêts de tous : le socialisme scientifique.

b) Ce juste programme, le prolétariat, mieux que toute autre classe sait œuvrer pour sa réalisation. C'est en effet la classe sociale la plus consciente de son exploitation.

Certains soutiennent qu'en AFRIQUE c'est la paysannerie qui est plus exploitée. Apparemment en termes de revenus monétaires, c'est peut-être vrai, mais en termes de revenu réel et surtout si l'on compare la rémunération de chacun à sa contribution dans l'accroissement de la richesse nationale, alors c'est indiscutablement le prolétariat qui est le plus exploité.

Car sa production est nettement plus élevée que celle du paysan, alors que sa richesse réelle et son pouvoir d'achat sont généralement égaux, sinon inférieurs.

En effet, dépourvu de tout moyen de production, le prolétariat AFRICAÏN est comme le paysan très mal payé, mais il doit tout acheter à des prix souvent excessifs, alors que le paysan consomme lui-même une partie de sa production et par là même échappe partiellement à l'exploitation des impérialistes et de leurs alliés ; cela est particulièrement vrai pour les paysans qui ne sont pas esclaves ni même des serfs, c'est-à-dire pour la majorité des paysans d'AFRIQUE NOIRE.

De toute façon, c'est le prolétariat qui est le plus conscient de son exploitation. Cette conscience plus aiguë vient du contraste frappant entre sa misère permanente et l'enrichissement rapide et généralement insolent d'un ennemi de classe incarné concrètement dans la personne de son employeur.

Par contre, pour les paysans propriétaires d'AFRIQUE noire, l'ennemi est presque impersonnel, puisqu'il est constitué par les budgétivores, les usuriers et les commerçants, que ces exploiters soient des impérialistes ou non, aux yeux des paysans leur caractère exploiteur n'est encore ressenti que de façon confuse.

d) Sur le plan de l'organisation, le prolétariat est plus conséquent que *la paysannerie* ; il peut plus facilement s'organiser en une force politique indépendante. En liaison avec les formes d'économie les plus avancées, il est par là même plus habitué à la discipline.

Tous ces avantages donnent au prolétariat une supériorité que chacun peut constater dans la vie sociale des peuples africains : les syndicats ouvriers se forment toujours avant les organisations paysannes et ils font généralement preuve d'une combativité supérieure.

Cette supériorité, le prolétariat l'a aussi dans l'organisation et la mobilisation des éléments ruinés des autres classes et notamment des milieux paysans ; l'Afrique en particulier comprend un grand nombre de semi-prolétaires.

Aussi existe-t-il *une affinité naturelle entre le prolétariat et son allié le plus sûr*, la paysannerie.

Sur le plan extérieur (international), le prolétariat peut aussi compter sur la solidarité totale du mouvement ouvrier international ; par contre, les capitalistes étrangers ne soutiennent les bourgeois africains que dans la mesure où ces derniers ne les concurrencent pas ; certes, le prolétariat est moins nombreux que la paysannerie, son niveau culturel est plus bas que celui de la bourgeoisie. Mais en toute évidence, aucune autre classe sociale ne réunit autant que lui les conditions du Leadership, rôle dirigeant. S'il ne joue pas encore ce rôle dirigeant dans l'Afrique, c'est uniquement parce que les conditions objectives et subjectives ne sont guère réunies.

Les pays africains sont encore loin de réaliser les conditions objectives et subjectives nécessaires à l'instauration d'un régime socialiste.

Quand nous disons que les peuples africains ont un intérêt évident à opter pour le socialisme, il s'agit essentiellement d'une perspective et non du passage immédiat au socialisme.

Car, ainsi que nous le verrons dans la prochaine causerie, si les perspectives de la révolution africaine peuvent être socialistes dans certains cas, il n'en reste pas moins vrai que son contenu actuel est essentiellement celui de la Révolution démocratique bourgeoise.

Questionnaire pour le contrôle

1. Qu'est-ce que le Leadership ou rôle dirigeant ?
2. Quelles conditions faut-il remplir pour jouer le rôle dirigeant ?

3. La paysannerie peut-elle jouer un rôle dirigeant dans la révolution ? Pourquoi ?
4. Pourquoi le corps principal des troupes révolutionnaires en AFRIQUE provient-il de la paysannerie ?
5. Pourquoi les féodaux et la bourgeoisie bureaucratique ne peuvent-ils pas conduire la révolution jusqu'à la victoire complète ?
6. Pourquoi la bourgeoisie moyenne ne peut-elle pas conduire la révolution jusqu'à la victoire totale ?
7. La petite bourgeoisie est-elle la classe sociale la plus révolutionnaire ? Pourquoi ?
8. Pourquoi le prolétariat est-il la seule classe sociale capable de conduire la révolution jusqu'à la victoire complète ?
9. La paysannerie est plus exploitée que le prolétariat. Pourquoi ?

CARACTERE ACTUEL DE LA REVOLUTION CONGOLAISE

Une révolution de démocratie nouvelle

En toutes choses, il faut considérer la fin. Nous savons déjà que la fin de la révolution congolaise c'est l'indépendance complète, la démocratie, le progrès social et culturel ininterrompu pour tous les Congolais.

Tous ceux qui participent à la révolution acceptent ces objectifs ; mais dans les causeries précédentes, nous savons déjà que les *forces motrices de la révolution réalisent ces objectifs de façon plus ou moins satisfaisante selon leur caractère de classe*. On entend précisément par caractère d'une révolution *son contenu social, c'est-à-dire son contenu de classe*, le caractère de classe des intérêts qu'elle sert en tout premier lieu.

Ainsi la révolution bourgeoise ; par contre, les révolutions du prolétariat servent avant tout les intérêts du prolétariat allié à la paysannerie pauvre. Depuis la grande révolution socialiste d'OCTOBRE 1917, on a distingué fondamentalement trois types de *révolutions prolétaires et de révolutionnaires de démocratie nouvelle*. Nous allons voir dans cet exposé que la révolution congolaise actuellement ne peut être qu'une révolution de démocratie nouvelle.

1. *La révolution congolaise à l'étape actuelle ne peut être ni bourgeoise ni prolétaire.*
2. *Une révolution congolaise conséquente authentique ne peut pas être bourgeoise.*

D'abord, qu'est-ce qu'une révolution bourgeoise ?

a) La révolution bourgeoise est celle qui se caractérise essentiellement par les deux traits suivants :

1. Sur le plan politique, le pouvoir est exercé par une classe bourgeoise : la grande bourgeoisie, la moyenne, la petite bourgeoisie. Bien entendu, les bourgeois peuvent déléguer ces fonctions politiques à ceux qui sont dévoués à leur cause.
2. Sur le plan économique, la révolution bourgeoise se caractérise par la prédominance de la propriété privée de moyens de production et d'échange, par un encouragement systématique au développement de la classe bourgeoise dominante et par l'exploitation plus ou moins féroce des travailleurs salariés.

Pourquoi une révolution congolaise authentique ne peut-elle pas être bourgeoise ? Parce que les conditions historiques fondamentales de notre époque ne le permettent pas.

Quelles sont ces conditions ?

1. *L'existence d'un puissant camp socialiste* qui prive les impérialistes de sources très importantes de profits, constitue pour les peuples et classes opprimés un foyer d'attraction toujours plus fort et un rempart indestructible de toutes les forces de liberté et de progrès.
2. *L'affaiblissement du camp impérialiste* comme conséquence de la naissance et du développement du camp socialiste, du renforcement du mouvement de libération nationale et de forces démocratiques à travers le monde.
3. *Le développement irrésistible d'un mouvement de LIBERATION NATIONALE* qui, déferlant de la mer de CHINE à la mer des CARAIBES, balaie les régimes coloniaux et semi-coloniaux et instaure progressivement des régimes d'indépendance nationale, de démocratie et de paix : *Ex* : Triomphe des révolutions CHINOISE, VIETNAMEENNE, EGYPTIENNE, YEMENITE, CUBAINE, GUINEENNE, GHANEENNE, ALGERIENNE, ETC...
4. *Le développement des forces démocratiques* opposées aux monopoles dans les pays impérialistes eux-mêmes. *Ex* : Puissantes grèves en FRANCE, aux U.S.A., en ITALIE ; puissants mouvements de masse au JAPON.

5. *Le développement irrésistible des contradictions entre les impérialistes à différents niveaux ; monopoles des différentes branches. Ex. : Ceux de l'industrie contre ceux de l'agriculture ; monopoles de tel pays contre ceux de tel autre. Ex. : JAPON contre U.S.A. ; et entre groupes des pays impérialistes. Ex. : EUROPE des Six contre EUROPE des Sept.*

Dans de telles conditions fondamentales, aucune classe bourgeoise ne peut conduire la révolution congolaise jusqu'à la victoire complète, c'est-à-dire jusqu'à la réalisation totale des objectifs indiqués plus haut, car aucune de ces classes ne remplit pleinement les critères du Leadership. Leur programme, caractérisé par le quasi-monopole du pouvoir économique et politique, ne répond pas aux intérêts du peuple tout entier.

Sur le plan interne, aucune classe bourgeoise ne peut mobiliser durablement tout le peuple puisque la révolution bourgeoise maintient l'exploitation des travailleurs, écrasante majorité des masses populaires.

Sur le plan externe aucune classe bourgeoise congolaise ne peut non plus bénéficier d'un appui total et constant.

Le prolétariat international, avec à sa tête le camp socialiste, soutient la bourgeoisie uniquement dans la mesure où elle est anti-impérialiste ; quant à la bourgeoisie internationale, elle ne peut pas soutenir à fond la révolution congolaise, car le triomphe complet de cette révolution nuit à ses intérêts.

Non seulement les impérialistes, avec à leur tête l'impérialisme AMERICAIN, continuent à s'opposer à l'indépendance véritable des peuples, mais encore, dans le cadre de leur lutte entre eux-mêmes, chaque impérialiste est prêt à liquider les agents ou alliés AFRICAINS des autres impérialistes. *Ex. typiques : l'assassinat d'OLYMPIO par l'impérialisme FRANÇAIS ;*

En conclusion, chaque Congolais doit donc savoir que si nous acceptons la dictature de la bourgeoisie, si nous abandonnons la direction de notre révolution à une *classe quelconque* de la bourgeoisie, nous trahissons d'avance cette révolution, c'est-à-dire que nous luttons pour arracher le pouvoir aux impérialistes et le confier à des classes sociales plus ou moins alliées à l'impérialisme et qui vont nous imposer encore d'autres souffrances pour leur profit. Est-ce dire que la révolution congolaise peut déjà entrer dans la révolution socialiste ? Non.

2. *TYPE : La révolution congolaise dans sa phase actuelle ne peut pas être socialiste.*

Qu'est-ce qui en effet caractérise une révolution socialiste ? a) sur le plan politique, le pouvoir est exercé ou plutôt appartient au prolétariat guidé par la masse ; b) sur le plan économique, prédominance de la propriété sociale des moyens de production et d'échange, sans cesse grandissante du peuple travailleur tout entier et propriété de groupes de travailleurs organisés en coopératives socialistes, et rémunération de chacun selon son travail. Pourquoi la révolution congolaise, au stade actuel, ne peut-elle pas être socialiste ? Essentiellement parce que les conditions fondamentales ne sont pas encore réalisées.

Quelles sont ces conditions ?

- a) Le prolétariat n'est pas encore suffisamment conscient ni organisé pour conquérir et garder la direction quasi exclusive du pouvoir politique.
- b) L'économie congolaise appartient presque entièrement aux capitalistes étrangers, aux éléments à caractère féodal et à la jeune bourgeoisie bureaucratique ou compradore. Pour récupérer les entreprises accaparées par le capital étranger, pour réaliser la réforme agraire, etc..., le prolétariat doit s'appuyer sur toutes les forces patriotiques, y compris la bourgeoisie moyenne, dont il faut par conséquent ménager les intérêts.

Conclusions :

1. Au stade actuel, pour répondre réellement aux aspirations et aux intérêts du peuple tout entier, la révolution congolaise ne peut pas et ne doit pas être bourgeoise ; mais d'un autre côté, elle ne peut pas encore être socialiste.

2. Au stade actuel, la révolution congolaise doit être une révolution de démocratie nouvelle. a) Sur le plan politique, la démocratie nouvelle se caractérise par la dictature de l'alliance de toutes les classes révolutionnaires du pays sous la direction du prolétariat ; toutes ces classes exercent effectivement le pouvoir politique, mais avec une prédominance reconnue au prolétariat.
3. L'économie du régime de démocratie nouvelle se caractérise par la nationalisation des entreprises du capital étranger et du capital bourgeois bureaucratique ou comprador, le développement prioritaire du secteur public, la réforme agraire et l'organisation en coopératives de travailleurs indépendants de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, etc..., etc...

En bref, existence et développement prioritaire de la propriété privée sociale, mais aussi maintien du développement rapide du pays. Nous devons au passage souligner ici les principales ressemblances et différences entre la démocratie nationale et la démocratie nouvelle. Ces deux régimes reposent sur l'alliance de toutes les classes révolutionnaires ; comme tels ils sont dirigés contre les impérialistes et leurs blocs militaires agressifs et contre la féodalité ; ces régimes exigent le respect des libertés démocratiques par toutes les forces révolutionnaires et la dictature. A l'encontre des réactionnaires, ils s'entendent à sauvegarder une indépendance politique totale et à la consolider par la conquête progressive de l'indépendance économique ; ce sont deux régimes de transition sous lesquels le peuple doit choisir : entre la voie capitaliste et la voie socialiste de développement.

Les principales différences entre les deux régimes sont les suivantes : une démocratie nationale ne peut exister que dans un pays où les classes sociales ne se distinguent presque pas encore les unes des autres et, en conséquence, le prolétariat ne peut guère exercer un Leadership incontesté. *Ex.* : GUINEE, MALI, INDONESIE ; par contre dès que les classes sociales sont assez différenciées et que le Leadership du prolétariat s'impose de façon toujours plus marquée, le régime devient une démocratie nouvelle.

Il est plus progressiste que le précédent. A son tour, la démocratie nouvelle se transforme en démocratie populaire, quand, pour l'essentiel, le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie disparaît au profit du prolétariat allié à la paysannerie pauvre.

Un régime de démocratie nouvelle peut-il triompher au Congo ? Oui. Pourquoi ? Parce que les conditions fondamentales s'y réalisent chaque jour de façon relativement parfaite.

Quelles sont ces conditions fondamentales favorables à la révolution de démocratie nouvelle ? Elles sont au nombre de trois.

- a) La détermination de l'écrasante majorité du peuple à renverser par tous les moyens le régime néo-colonialiste et à instaurer un régime de démocratie nouvelle ; cette détermination se manifeste par de de développement des mouvements de masse malgré les conditions du fascisme.

Rôle d'avant-garde de plus en plus marqué du prolétariat congolais : un des plus nombreux, des plus combatifs et des plus conscients de toute l'AFRIQUE NOIRE, etc...

- b) Le discrédit des forces intermédiaires et de leurs solutions à demi-révolutionnaires. Telles que la petite bourgeoisie et la bourgeoisie moyenne ; la troisième voie, celle de la lutte purement légale, préconisée par les représentants de ces classes.

Ex. : est aujourd'hui largement discrédité, en supprimant toutes les libertés démocratiques, en s'attaquant même à des nationalistes modérés. Comme ces personnalités, le régime néo-colonialiste a montré au peuple que pour satisfaire les justes aspirations des masses populaires, il n'existe qu'une seule voie, celle de la révolution totale préconisée par le C.N.L.

- c) Le développement des contradictions au sein du camp de la contre-révolution : d'abord entre les différents impérialistes.

Les impérialistes américains, les Anglais et les Italiens cherchent à supplanter leurs alliés BELGES, puis parfois, bien que rarement, entre les impérialistes et les fantoches ; enfin, entre les fantoches eux-mêmes. *Ex.* : TSHOMBÉ et son parti refusent d'entrer dans l'ABAKO de KASA-VUBU et la compétition est déjà ouverte entre eux pour les prochaines élections présidentielles.

Contradictions entre la jeune bourgeoisie bureaucratique, quelque peu favorable à la réforme agraire, et les éléments féodaux hostiles à cette réforme, etc..., etc... Certes, il existe des contradictions au sein du camp de la révolution ; mais nos divergences peuvent et vont bientôt trouver des solutions pacifiques ; par contre, les contradictions dans le camp ennemi vont dans l'ensemble s'aggraver avec le temps.

A ces facteurs d'ordre interne, il faut ajouter le contexte international de plus en plus favorable à la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social. Oui, hélas, la recherche de l'unité AFRICAINE dicte parfois des concessions peu révolutionnaires à certains gouvernements néo-colonialistes classiques. Le caractère de plus en plus agressif de l'impérialisme qui, pour se subvenir, a plus que jamais besoin de colonies et de semi-colonies ; l'aggravation inévitable et de l'oppression et de l'exploitation des travailleurs par ce régime néo-colonialiste, le renforcement de plus en plus intense du camp socialiste et d'autres facteurs permettront sûrement aux forces révolutionnaires de mobiliser à brève échéance les masses populaires contre le néo-colonialisme.

En résumé, comparativement aux autres peuples AFRICAINS, le peuple congolais dispose de conditions relativement plus favorables pour la poursuite et le triomphe d'une révolution de démocratie nouvelle.

En prenant le premier les armes contre le néo-colonialisme, il fait preuve d'une rare clairvoyance même au milieu des pires difficultés ; il témoigne d'une détermination inébranlable et d'un courage à toute épreuve ; il est à l'échelon de tout le continent un des peuples les plus expérimentés et possède le plus de cadres révolutionnaires.

Notre classe ouvrière est aussi une des plus nombreuses, des plus anciennement organisées, des plus conscientes et des plus combattives.

Bref, il ne reste qu'au C.N.L. de redresser rapidement et de savoir exploiter ces bonnes conditions et bientôt se lèvera à l'horizon le soleil triomphal de notre inévitable victoire.

Questions contrôle

1. Quelles sont les principales caractéristiques politiques et économiques des régimes bourgeois ?
2. Pourquoi la révolution congolaise ne peut-elle pas se terminer par l'installation d'un régime bourgeois ?
3. Quelles sont les principales caractéristiques politiques de notre époque ?
4. Quelles sont les principaux traits politiques et économiques de la démocratie populaire ?
5. Un régime de démocratie populaire peut-il immédiatement succéder au régime néo-colonialiste du Congo ? Pourquoi ?
6. Quelles sont les principales caractéristiques d'un régime de démocratie nouvelle ?
7. Quelles sont les principales conditions de la poursuite et du triomphe d'une révolution de démocratie nouvelle au Congo ?
8. Qu'est-ce qu'un régime de démocratie nationale ? *Ex. concrets.*
9. Y a-t-il des différences entre la démocratie nationale et la démocratie nouvelle ? Si oui, quelles sont-elles ?

*LES ARMES DE LA REVOLUTION
DE DEMOCRATIE NOUVELLE AU CONGO*

Normalement, nous devrions aujourd'hui nous demander quelles sont les perspectives de la révolution congolaise, autrement dit, vers quel régime s'orientera le peuple congolais, après renversement du régime néo-colonialiste et l'instauration de la démocratie nouvelle.

Est-ce vers le régime capitaliste, qui assure le pouvoir politique et le bien-être matériel et culturel à une petite minorité de bourgeois et d'éléments à caractère féodal, ou bien vers le régime socialiste, qui permet de réaliser l'indépendance totale et le développement rapide du pays dans tous les domaines au profit de toutes les couches sociales, anti-impérialistes et anti-colonialistes ?

Nous pénétrer sur cette question, c'est nous préoccuper des perspectives lointaines de la révolution.

Mais nous devons d'abord nous attaquer aux grands problèmes d'actualité. Or, depuis la proclamation de l'indépendance normale du Congo, le problème le plus brûlant de la révolution congolaise consiste à savoir si elle peut se dérouler sans nécessairement passer par un échec total et prolongé.

Nous avons vu dans la causerie précédente que le triomphe de notre révolution dépend de trois conditions fondamentales. Pour réaliser et exploiter convenablement ces conditions, il faut que le peuple congolais dispose des armes nécessaires, à savoir principalement :

1. Un parti révolutionnaire d'avant-garde.
2. Une bonne armée de libération.
3. Un puissant mouvement paysan.
4. Un front uni de toutes ces armes.

La plus importante, c'est le parti. Voilà pourquoi nous allons beaucoup insister sur les problèmes fondamentaux du parti et nous nous contenterons simplement des indications essentielles sur les autres principales armes de la révolution.

Section I. LE PARTI.

1. Nature du Parti.

Qu'est-ce qu'un parti politique ? C'est l'instrument de la dictature d'une classe ou d'une fraction de classe.

Les partis sont des organisations politiques par lesquelles les classes ou une fraction de classe cherchent soit à conquérir le pouvoir, soit à le maintenir, soit à le consolider et à l'étendre pour mieux défendre leurs intérêts et leurs aspirations.

Les partis politiques ont donc un contenu de classe très précis, même si certains aspects de leurs programmes serviront les intérêts de plusieurs classes ; leurs objectifs suprêmes tendent avant tout à garantir et à promouvoir les intérêts d'une classe donnée.

La différence entre un parti politique et un mouvement politique réside essentiellement en ceci : le mouvement s'assigne des objectifs généraux qui répondent aux intérêts de plusieurs classes à la fois, alors que pas spécialement les intérêts d'une classe ou fraction de classe donnée.

Cependant, dans la pratique, la classe qui exerce une influence tend constamment de la paix, le mouvement à orienter ce dernier dans le sens de ses intérêts de classe. *Exemples* : le mouvement de la paix, le mouvement pour l'unité et l'indépendance nationale, pour l'unité AFRICAINE, etc..., etc... Les objectifs de ces mouvements répondent aux aspirations de tout le monde, mais chaque classe interprète et s'efforce de les réaliser selon ses intérêts.

2. Fonctions du Parti :

Pour permettre à une classe de conquérir ou consolider le pouvoir, le Parti doit remplir quatre fonctions :

1. Mobiliser les masses, *orienter* et éduquer la classe et le peuple tout entier dans le sens des intérêts des classes à défendre.
2. *Mobilisation* des masses, c'est-à-dire les pousser à se décider pour agir dans ce sens.
3. Organiser leurs luttes concrètes pour la réalisation des objectifs du parti et contre les obstacles qui barrent sa voie.
4. *Contrôler* la façon dont les mots d'ordre du parti sont appliqués.

Pour conduire la révolution congolaise à la victoire finale, le C.N.L. doit posséder une doctrine, remplir certaines conditions, dont voici les quatre principales :

A. Etre un détachement uni des classes révolutionnaires du Congo. L'union exige d'abord que tous les militants du C.N.L. aient la même volonté sincère et inébranlable de servir les intérêts des révolutionnaires du Congo ; cela veut dire ensuite que les membres du C.N.L. doivent traduire leur unité de volonté par leur unité d'action ; ils doivent constamment agir pour faire triompher les mêmes directives et les mêmes intérêts des classes.

L'unité exclut donc l'existence de groupes à l'intérieur du parti. L'expérience de ces dernières années montre avec éclat que le C.N.L. ne peut sauvegarder et renforcer son unité sans bien remplir les trois principales conditions suivantes :

B. 1. Etre un détachement d'avant-garde des classes les plus révolutionnaires du Congo, cela veut dire trois choses : le C.N.L. doit être guidé par la théorie révolutionnaire ; en effet, aucun parti ne peut bien distinguer les ennemis des forces motrices de la révolution, ni dégager correctement ses tâches essentielles et leur liaison interne, ni en conséquence réussir à unir étroitement les forces révolutionnaires pour isoler les forces réactionnaires et les liquider une à une. *Exemples typiques* : Le fait de bien suivre la théorie révolutionnaire ; nous nous sommes fait beaucoup d'illusions sur les Nations Unies, ce qui nous a empêchés de préparer sérieusement en ces temps le passage à la lutte armée ; sur le plan interne, nous avons parfois surestimé les capacités révolutionnaires de la bourgeoisie congolaise,

Nous ne devons pas pécher par sectarisme en ne considérant comme révolutionnaires, qu'une infime minorité du peuple congolais, les militants ou telle catégorie de militants, les ressortissants de telle tribu ou tel clan.

Ce qui peut conduire soit à la non-mobilisation des nombreux éléments révolutionnaires, soit même à des attaques furieuses contre eux. Tout ceci pour nous montrer clairement que sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire, impossible de conduire la révolution à la victoire finale.

2. Etre un détachement d'avant-garde signifie encore que le C.N.L. doit recruter ses militants, surtout ses cadres dirigeants, parmi les meilleurs éléments de la bourgeoisie nationale moyenne et petite, parmi les intellectuels révolutionnaires et plus encore dans la paysannerie et dans la classe ouvrière. Certains caractères de classe d'une organisation ne dépendent pas avant tout de l'origine sociale de ses membres ou de ses dirigeants, mais des intérêts de classe qu'elle défend dans son idéologie et par ses luttes politiques concrètes.

Ainsi, les partis travaillistes ne sont pas des partis prolétariens, bien que leurs adhérents soient en majorité des ouvriers.

Mais c'est la condition sociale qui détermine la conscience de l'homme ; voilà pourquoi les militants et les cadres dirigeants d'un parti révolutionnaire d'avant-garde doivent se recruter principalement dans les classes révolutionnaires d'avant-garde.

3. *Etre un détachement d'avant-garde* signifie enfin que le C.N.L. doit établir, maintenir et développer des liaisons étroites avec la large masse de population. En effet, tout le monde ne peut pas adhérer au C.N.L. si celui ne s'implante pas solidement au milieu des masses ; il ne peut pas diriger ni conduire la révolution à la victoire.

C. Etre un détachement bien organisé.

De toute évidence, le C.N.L. ne peut être un détachement uni et avancé des classes révolutionnaires sans être d'abord un détachement bien organisé.

Qu'est-ce à dire ? L'expérience des autres révolutions de ces dernières années doit nous montrer qu'une bonne organisation révolutionnaire signifie principalement trois choses :

1. Tous les membres du C.N.L. doivent militer dans un organisme de base du C.N.L.

2. Tous les organismes du C.N.L. et notamment ceux de ses dirigeants doivent fonctionner normalement. Notre révolution ne doit pas souffrir. Par *exemple* du fait que ni le CONGRES, ni le comité directeur, ni des organes moins importants, telle que la commission financière de contrôle, n'arrivent pas à fonctionner pour que finalement le comité directeur lui-même se trouve paralysé par la suite.

Il faut toujours veiller scrupuleusement à ce que les instances supérieures du C.N.L. fonctionnent d'une façon continue.

3. Tous les organismes du C.N.L. doivent fonctionner conformément aux principes exposés dans les STATUTS de la Révolution Nationale Congolaise et dont voici les plus importants :

a) Centralisme démocratique.

b) Pratique de la critique et de l'autocritique du sommet à la base et de la base au sommet.

c) Tous les organismes dirigeants doivent ni plus ni moins pratiquer la ligne des masses et la collégialité.

d) Enfin, le C.N.L. doit devenir plus structurel et mieux organisé que tous les autres partis réactionnaires, afin d'assurer le Leadership de toutes les organisations des classes les plus révolutionnaires ; il doit être l'arme de ces organisations, la forme d'organisation pour toutes les classes révolutionnaires.

1. Les classes révolutionnaires défendent leurs intérêts et leurs aspirations non seulement à travers le C.N.L., mais encore par le canal de nombreuses organisations, syndicats, coopératives, mouvements de femmes, de jeunes, d'étudiants, de paysans ; associations culturelles, sportives, religieuses, etc...

Pourquoi faut-il une direction commune à toutes ces organisations ? Parce qu'elles défendent les mêmes intérêts de classe ; elles doivent donc agir dans le même sens.

Pourquoi le C.N.L. peut-il servir de direction commune à toutes ces organisations ? Parce que *devenant* de plus en plus un détachement uni, avancé et bien organisé des classes les plus révolutionnaires, le C.N.L. développera sans cesse les qualités fondamentales du Leadership ; grâce à la théorie révolutionnaire, il pourra toujours dégager un programme concret répondant aux besoins et aux intérêts de tous ; en formant les meilleurs éléments des classes les plus révolutionnaires, il sera aussi la meilleure école des cadres, l'organisation la plus expérimentée et dotée du plus grand prestige parmi les masses, etc... Bref, en devenant toujours plus un parti révolutionnaire de type nouveau, le C.N.L. pourra mieux diriger toutes les autres organisations révolutionnaires.

3. *Comment le C.N.L. peut-il et doit-il exercer son rôle de dirigeant ? Par la contrainte, le commandement, etc... ?*

Le C.N.L. doit-il s'efforcer d'imposer des décisions et ses ordres aux organisations affiliées ou alliées ?

Non. Le C.N.L. doit exercer son Leadership par l'intermédiaire de ses militants au sein de ces organisations. Cela signifie deux choses :

a) Les militants du C.N.L. doivent militer dans toutes sortes d'organisations existantes ou à créer.

- b) Les militants doivent, par leur dévouement, leur désintéressement, leur travail de persuasion, amener les non-adhérents à accepter les mots d'ordre du parti dans leurs organisations respectives. Agir autrement, ce serait violer la lettre et l'esprit de la révolution.

Section 2. LE MOUVEMENT PAYSAN

Nous avons déjà vu que le corps principal des troupes de la Révolution congolaise provient nécessairement de la paysannerie. Quelle que soit l'étape de la Révolution quelles que soient les formes de lutte, le C.N.L. doit donc à tout prix gagner les masses paysannes.

L'alliance entre la classe ouvrière et les masses paysannes constitue la base même du camp de la Révolution. Cette alliance, nos militants la réaliseront en vivant la vie des paysans au milieu des paysans eux-mêmes de la Révolution ; nous apprendrons à les comprendre, les aimer et à connaître leurs désirs et leurs difficultés ; nous pouvons dès lors nous lier plus étroitement à eux en les aidant à résoudre leurs difficultés, élever leur niveau politique et s'organiser pour la conquête de leurs droits.

Section 3. UNE ARMÉE DU PEUPLE POUR UNE GUERRE DU PEUPLE

A. Pourquoi le C.N.L. doit-il avoir son armée propre ? Parce que l'armée est le principal organe de la dictature de classe. Les réactionnaires sont toujours les premiers à recourir à la violence. Témoins : le Sud-Vietnam, Cuba, l'Algérie, l'Angola, l'Afrique du Sud et notre propre pays Congo. Si donc les nations et les classes opprimées n'apprennent pas à manier les armes, si elles ne cherchent à se libérer que par des moyens pacifiques, elles ne se libéreront jamais. Au contraire, plus nous sommes prêts pour des luttes non pacifiques. Au Congo en particulier, la lutte armée est de première nécessité, parce que :

1. Le camp de la contre-révolution s'appuie sur des forces armées qui massacrent et oppriment journellement le peuple congolais.
2. Le peuple est privé de toutes libertés démocratiques et de tous les droits politiques.
3. Les impérialistes et leurs agents continuent à s'opposer à toutes solutions pacifiques de libération totale au Congo, que ce soit par voie de négociations ou par voie d'élections libres.

RESSEMBLANCES ET DIFFERENCES ESSENTIELLES ENTRE L'ARMÉE DU RÉGIME NEO-COLONIALISTE ET L'ARMÉE DE LIBÉRATION

Les deux armées peuvent recruter leurs soldats dans les différentes couches de la population ; elles restent cependant séparées par des différences extrêmement importantes, car l'armée du C.N.L. est essentiellement le fusil d'un Parti révolutionnaire d'avant-garde, une armée populaire d'un type nouveau, parce que :

1. Composée uniquement de patriotes congolais sans aucun mercenaire étranger.
2. Soumise uniquement au peuple congolais et à son parti d'avant-garde et non à des étrangers.
3. Intimement liée à ce peuple et à son Parti par les caractéristiques suivantes :
 - a) la même théorie révolutionnaire et la même cause juste que celles du C.N.L.
 - b) le leadership du C.N.L. réalisé par l'intermédiaire des organes du Parti, créés et fonctionnant au sein même de l'armée.
 - c) des méthodes démocratiques d'organisation et de fonctionnement, en particulier la pratique de la démocratie politique, économique et militaire.
 - d) des tâches à la fois nationales et populaires : défense et sécurité, travail de production, d'équipement, travail de mobilisation et d'organisation des masses.

Section 4. FRONT UNI

a) *Nécessité et possibilité* : Il existe beaucoup d'éléments nationalistes organisés ou inorganisés qui ne veulent ni ne peuvent adhérer au C.N.L. et à des organisations affiliées. Exemple : les éléments rangés derrière Bolikango. Comme l'union fait la force, il faut donc que tous les nationalistes s'organisent dans un large front uni, anti-impérialiste et anti-néo-colonialiste.

b) *Conditions de succès* : Les expériences de front uni réalisées ou refusées jusqu'à ce jour dans notre pays montrent que les principales conditions au succès du uni sont :

1. Etablissement et adoption d'un programme minimum commun à toutes les forces participantes. Ce programme minimum peut viser la réalisation de certaines tâches de la révolution, non seulement au niveau du pays tout entier, mais encore au niveau d'une ou plusieurs régions ou localités.
2. Constitution d'organismes de front uni partout où c'est possible.
3. Au sein de ces organismes, chaque partie contractante garde sa personnalité propre et son autonomie sur les plans de l'organisation de la politique et de l'idéologie.
Ex. : Chaque partie n'est liée que par le programme commun et les décisions régulièrement prises pour sa réalisation.
4. Alliance solide entre les travailleurs salariés et les masses paysannes.
5. Rôle dirigeant du C.N.L. au sein du front uni, conformément aux principes déjà étudiés.

Questions de contrôle

1. Qu'est-ce que le parti politique ?
2. Principales ressemblances et différences entre un parti et un mouvement politique ?
.....
4. Enumérez les caractéristiques que le C.N.L. doit développer tout spécialement pour pouvoir conduire la révolution jusqu'à la victoire complète.
5. Expliquez l'expression : « Le C.N.L. doit être le détachement d'avant-garde des classes sociales les plus révolutionnaires du Congo.
6. A la lumière des expériences révolutionnaires, expliquez quelques règles ou mesures essentielles au renforcement de l'organisation du parti d'avant-garde.
7. Comment le parti d'avant-garde doit-il exercer son Leadership sur les mouvements des masses : associations et syndicats, etc... ?
8. Quelles sont les fonctions essentielles du parti d'avant-garde ?
9. Comment devons-nous établir une alliance solide entre le C.N.L. et les masses paysannes ?
10. Quelles caractéristiques notre A.L.N. doit-elle développer tout particulièrement pour devenir un instrument au service du parti, du peuple et de la révolution ?
11. A l'aide d'exemples empruntés à la révolution congolaise, montrez les principales conditions de succès de front uni anti-impérialiste.
12. Quelles sont les principales armes que le peuple congolais doit utiliser pour créer et développer des conditions favorables au triomphe de la Révolution Démocratique nouvelle ?

UNITE ET LUTTE A L'INTERIEUR DU PARTI

1. Introduction

Importance de l'unité du parti pour vaincre les impérialistes, les néo-colonialistes et leurs agents de toutes couleurs.

Pour réaliser cette unité, le peuple congolais a besoin de trois (3) choses :

1. Une vision claire et juste des objectifs de la Révolution et des moyens de les atteindre.
2. La détermination inébranlable de poursuivre ces objectifs par les moyens propices jusqu'à la victoire.
3. L'union indestructible de tous les patriotes congolais et tous les amis de la Révolution congolaise.

Aujourd'hui, chacun connaît pour l'essentiel les *objectifs* et les *moyens* de la *Révolution congolaise*. Nous luttons par tous les moyens *pacifiques* et *non pacifiques* pour :

1. La réalisation de l'indépendance et de la *réunification* totale du Congo.
2. La *restauration* et le respect de toutes les *libertés* démocratiques et syndicales dans notre pays.
3. L'instauration au Congo d'un régime de *démocratie nouvelle*, seul capable d'apporter à chacun de nous et à nos familles la satisfaction de nos besoins *matériels* et *spirituels* et *culturels*.

Quant à la détermination d'atteindre ces objectifs, elle existe inébranlable dans le peuple congolais, plus que jamais opprimé et exploité par les impérialistes belgo-américains et leurs agents, sous la direction du gouvernement fantoche de M. TSHOMBE.

La détermination existe réellement, *car elle est la conséquence* inévitable de la formidable oppression politique, économique, culturelle et militaire qui pèse plus que jamais sur notre peuple.

Il nous faut donc accorder la plus grande attention possible à l'unité du camp de la révolution et d'abord à l'unité du *C.N.L.*, moteur de cette révolution, âme immortelle du peuple congolais ; nous allons étudier successivement :

- a) La nature de l'unité du parti.
- b) La possibilité et la nécessité de cette unité.
- c) Les conditions de réalisation et notamment la lutte à l'intérieur du parti et enfin chacun des principaux ennemis de notre indispensable unité : tribalisme, lutte d'influence etc... etc...

I. L'UNITE A L'INTERIEUR DU PARTI

A. Qu'est-ce que l'unité à l'intérieur du parti ?

C'est l'unité de volonté et d'action de tous les membres et organismes du *C.N.L.*, c'est-à-dire :

- a) *L'unité de volonté* : tous les militants et organismes du *C.N.L.* veulent la *même chose*, à savoir les objectifs de la révolution que nous avons résumés tout à l'heure.

- b) *Unité d'action* : tous les militants et organismes du C.N.L. suivent la même ligne et tactique fondamentales, appliquent *les mêmes mots d'ordre* à un moment donné pour atteindre les objectifs communs définis par les instances compétentes (congrès, comité directeur, bureau du comité directeur, etc..., etc...)

B. *Possibilité et nécessité de cette double union.*

a) Elle est parfaitement possible, car *tous les Congolais ont les mêmes ennemis communs* : *l'impérialisme, le néo-colonialisme et leurs agents*. Chacun souffre plus ou moins de l'oppression impérialiste et néo-colonialiste, mais tout le monde en souffre à un degré ou à un autre.

Par exemple, des dizaines de milliers et de milliers de travailleurs n'arrivent pas à trouver du travail. Depuis des années, les salariés africains demandent vainement à toucher les mêmes salaires et les mêmes allocations familiales que les travailleurs européens. Ils continuent tous à lutter pour la semaine de 40 heures de travail ; leurs logements demeurent très mauvais, etc...

Les paysans sont obligés de vendre leurs produits bon marché, alors que les prix des produits importés par les grandes maisons commerciales étrangères demeurent toujours excessifs ; nos paysans luttent vainement pour obtenir du gouvernement : routes, écoles, dispensaires, crédits, etc...

Les artisans, les commerçants, les petits transporteurs, les fondateurs d'écoles privées ou de dispensaires sont accablés par les impôts et la concurrence de leurs homologues européens, syriens, libanais, grecs, etc...

Les jeunes ne disposent pas de possibilités suffisantes pour s'instruire et souvent, même après la conquête de leur diplôme, ils ne peuvent obtenir des emplois correspondant à leur qualification.

Les femmes n'ont pas des maternités pour y accoucher, pas du tout ou pas assez de crèches pour leurs enfants, elles sont accablées par les travaux ménagers. Tout le peuple est accablé par un coût de la vie trop élevé qui profite seulement aux impérialistes et à leurs agents. Exemple : Le président, le vice-président et les ministres, etc...

Le régime néo-colonialiste nuit donc aux intérêts vitaux de tous les Congolais, à l'exception d'une infime minorité de privilégiés qui s'appuient sur les forces armées étrangères pour exploiter et opprimer leurs propres frères.

b) Non seulement les 99 % des Congolais peuvent s'unir pour combattre nos ennemis communs, l'impérialisme et le néo-colonialisme, mais encore cette union est absolument nécessaire, car seule l'union fait la force.

L'expérience de notre Révolution nous le prouve clairement. En 1959, par exemple, tant que le courant d'union nationale fut unanime, il fut puissant et arracha au gouvernement belge la promesse de rétablir les libertés démocratiques et d'organiser des élections libres dans notre pays.

Mais dès que cette union combative fut divisée par la trahison de KASA-VUBU, elle s'affaiblit et ne put réaliser ses objectifs. De même, si nos maquis étaient vraiment unis, nous remporterions de grandes victoires sur nos adversaires militaires.

D'une façon générale, malgré la détermination de notre peuple, notre Révolution n'a pas encore eu des succès jusqu'ici, car à chaque priode donnée notre lutte n'a été puissante que dans quelques régions déterminées, dans le Kwilu, à l'est du Congo.

Pour vaincre, nous devons donc *unir tous les patriotes congolais de toutes les régions, de toutes les tribus et de toutes les classes sociales.*

C. *Conditions de cette indispensable unité.*

Pour atteindre cette indispensable *unité*, nous devons réaliser *quatre conditions* :

- a) Adopter un programme juste et conforme aux intérêts du peuple tout entier. Ce programme, c'est la lutte par tous les moyens pour l'instauration de la démocratie nouvelle au Congo.
- b) Développer constamment la détermination inébranlable de réaliser ce programme.

- c) Bien pratiquer la démocratie à l'intérieur du C.N.L. Car, sans démocratie, on ne peut mobiliser pleinement les ressources intellectuelles et matérielles de chacun.
- d) Lutter à l'intérieur du C.N.L. contre tout ce qui affaiblit l'unité révolutionnaire de ses militants et organismes.

Pour les trois premières conditions de l'unité, le *travail est relativement avancé au C.N.L.* ; par contre, il laisse encore beaucoup à *désirer en ce qui concerne la lutte interne.*

C'est là sans doute une des raisons pour lesquelles notre unité, elle aussi, demeure encore faible. Nous devons donc désormais acorder une *attention spéciale à la lutte à l'intérieur du parti.*

II. LA LUTTE A L'INTERIEUR DU PARTI

A. Nécessité. Par sa propre expérience, chaque militant constate que *l'unité du parti* se heurte chaque jour à de nombreuses difficultés, non seulement d'origine extérieure, mais aussi d'origine intérieure.

Exemples des difficultés d'ordre interne : Certains veulent la lutte par tous les moyens, et d'autres uniquement la lutte pacifique.

Certains soutiennent le tribalisme et le néo-colonialisme, d'autres les combattent. Certains respectent la discipline du parti, d'autres la violent, etc...

Qu'arrive-t-il si ces difficultés ne sont pas surmontées correctement et à temps ?

Deux cas peuvent arriver : ou bien le parti perd son unité et se *disloque en plusieurs groupes* ou bien le parti garde son *unité*, mais *perd sa juste orientation* et son programme révolutionnaire.

DEUXIEME CAHIER

« LES ENNEMIS ET LES TACHES DE LA REVOLUTION »

Ce cahier constitue une version identique à celle du cahier précédent et n'est donc pas repris ici.

LA REVOLUTION

Le conseil national
de libération

Camarades combattants

La jeunesse étant une force sur laquelle
l'avenir de notre jeune nation fait confiance et
nourrit nos espoirs, il nous appartient de faire tout
ce qui est à notre pouvoir d'unir toutes les couches
de la nation congolaise. Pour la réussite de notre
révolution qui est la libération complète
de l'oclocrasisme économique qui est la
base de la pauvreté dont nos masses sont
victimes si nous chers camarades, d'user
de notre sagacité, de notre vigilance,
notre amour patriotique, notre
compréhension; et enfin que le Congo qui
est notre chère patrie bien aimée
puisse retrouver sa liberté, sa souve-
raineté nationale; et son intégrité
territoriale. Les imperialistes américains
plus leurs chiens ne sont que des
tigres en papier!!! UNISSOIS NOUS.

1. LA REVOLUTION

Définition de la révolution

La révolution est la manifestation de révolte des masses qui, après avoir usé de toutes les méthodes pacifiques pour la réalisation de leurs aspirations, sont passées, par la brutalité et la violence de leurs adversaires, à recourir aussi à la violence comme seul et nécessaire des moyens pour l'aboutissement de leurs revendications.

La révolution, ses causes, son commencement, son développement et sa victoire

Les causes : Partout où il y a révolution, on trouve les conditions objectives qui ont milité pour son développement ; prenons l'exemple de la lutte contre le néo-colonialisme soit au Congo, soit au Cameroun.

D'abord la vérité voudra que le Congo soit considéré comme appartenant avant tout et après tout aux Congolais ; que la direction politique, économique, militaire, administrative, etc. du Congo soit déterminée par les Congolais et pour eux seuls, et qu'en suite tous les habitants du Congo (autochtones ou étrangers) se soumettent à la loi congolaise.

Son début : Ce qui préside à la vérité, la justice et l'égalité entre les hommes et nations ; mais pratiquement en est-il ainsi ? Non.

C'est pourquoi, les Congolais, à qui on chante que le Congo est très riche mais qui se voient dans une misère atroce, ont recherché la cause de leur misère.

Le travail dont ils sont spoliés les a amenés à prendre conscience et à revendiquer pacifiquement l'indépendance totale de leur pays. Mais à cette demande pacifique, les ennemis du peuple congolais ont opposé la violence, nièrent même le caractère légitime de ladite revendication.

Exemple : arrestation de Patrice Lumumba avant la table ronde de Bruxelles.

La question se pose de savoir qui a recouru le premier à la violence : le peuple congolais ou ses ennemis ? Qui a donc créé la violence au Congo ? Nous savons que les colonialistes belges ont proclamé le Congo indépendant en 1960. Mais nous savons que les colonialistes belges comprenaient différemment le contenu de l'indépendance du Congo par rapport aux patriotes, ce qu'ont prouvé la mort de *Patrice Lumumba* avec ses compagnons et les événements actuels du Congo.

Les Congolais ayant affirmé leur volonté de voir leur pays réellement indépendant ont réitéré aux néo-colonialistes belges la demande pacifique de cesser toute ingérence dans les affaires congolaises.

Mais encore à cette demande légitime et pacifique, les ennemis du peuple congolais ont *décuplé* leur violence contre le peuple congolais. Les Américains, Belges, Français et Anglais ont *décuplé* leur violence contre le peuple congolais ; envois d'avions bombardiers, d'armes de toutes sortes, de mercenaires, parachutistes, etc... pour massacrer les paisibles, misérables populations congolaises.

Mais le peuple congolais ayant décidé d'obtenir sa libération complète a pris la ferme résolution d'opposer à la violence des impérialistes et de leurs agents la violence populaire.

Mais la question se pose encore : qui a poussé le peuple à recourir à la violence ? Nous voyons que la révolution du Congo a pour cause que les impérialistes et leurs agents, au lieu de satisfaire les droits du peuple congolais à l'indépendance, ont plutôt recouru à la violence, à la guerre, à l'arbitraire contre le pacifisme du Congo.

Son développement : Maintenant que le peuple congolais est engagé dans la lutte, combien d'années durera cette guerre ? Tout patriote congolais conséquent répond et doit répondre que la guerre sera longue, qu'elle ne prendra fin qu'à la fin des impérialistes et de leurs agents au Congo.

Sur qui le peuple congolais peut-il compter

Avant tout, sur lui-même. Il doit diriger sa guerre, la conduire à la victoire en comptant sur ses propres forces. Mais en plus le peuple congolais n'est pas seul dans sa lutte, il bénéficie de l'immense soutien de tous les peuples révolutionnaires du monde, avec à leur tête puissante le camp socialiste dont la présence et les actes positifs menacent chaque jour l'existence de l'impérialisme avec à sa tête les impérialistes américains et leurs agents.

Quant à la provenance des armes, le peuple congolais a déjà l'expérience qu'il doit les arracher aux forces des ennemis.

Victoire finale

La justesse de sa cause, sa détermination à vaincre à tout prix ses ennemis, l'immense soutien dont il bénéficie, l'expérience glorieuse et victorieuse des révolutions en CHINE, CUBA, ALGERIE, etc... prouvent l'inévitabilité de la victoire finale du peuple congolais sur ses ennemis.

(.....)

2. ECONOMIE POLITIQUE

Définition du marxisme-léninisme

Le marxisme-léninisme est la science des lois de développement de : *la société socialiste, de la dictature du prolétariat, de l'édification de la société sociale et communiste.*

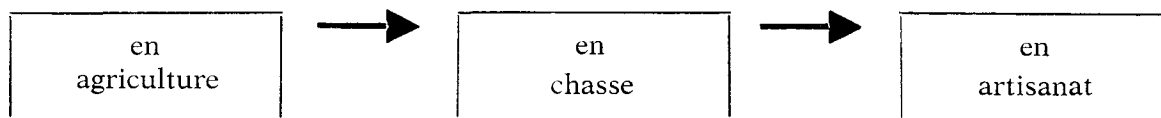
Le marxisme-léninisme comprend trois parties constituantes :

1. La philosophie.
2. L'économie politique.
3. La théorie de la science socialiste scientifique.

Définition de l'économie politique

L'économie politique est la science qui étudie les problèmes de développement des *rappports sociaux* productifs, c'est-à-dire *rappports* économiques entre les hommes. L'économie politique fait connaître aussi *les lois* qui président et conduisent à la *production* et à la *répartition* des biens matériels dans la société humaine aux différentes phases de son évolution.

N.B. Communauté primitive, tribu spécialisée



1. Travail collectif.
2. Les instruments de travail étaient rudimentaires.
3. Propriété collective.

Comme il n'y avait pas de propriété privée des *moyens de production*, il n'y avait pas aussi de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la communauté primitive.

La malhonnêteté commise dans la *gestion* des produits de la communauté par certains membres de la communauté *permet* à ceux-ci de *s'enrichir* en *s'accaparant* des *biens communs*.

Après ceci, on vit *apparaître la propriété privée des moyens de production* et avec elle l'inégalité de fortune entre les hommes, c'est-à-dire *les pauvres et les riches*. La communauté primitive est la première forme sociale surgie après que l'homme se fut détaché du règne animal, grâce à ses activités de production au travail.

De la communauté primitive à nos jours, le monde a connu 5 régimes sociaux différents :

1. Communauté primitive.
2. Esclavagisme.
3. Féodalité.
4. Capitalisme.
5. Socialisme.

La désagrégation de chacun de ces régimes était entraînée par des contradictions fondamentales, causées par l'exploitation des paysans, d'esclaves, etc... Le passage du régime esclavagiste au régime féodal fut ingénieusement préparé par la bourgeoisie.

Le féodalisme est apparu des milliers et des milliers d'années avant notre ère ; sa décadence commence vers le III^e siècle de notre ère.

N.B. C'est l'empire romain qui fut le dernier régime féodal ; cet empire et le régime féodal furent abolis vers les XVI^e et XVII^e siècles.

Journée de travail d'un serf :

N.D.L.R. — Ici se trouve un croquis dans le manuscrit, montrant que pour trois heures de travail d'un serf, le féodal y ajoutait 7 heures pour son compte.

Le serf devait au féodal une redevance sous forme de *rente* ; il y en avait trois sortes :

1. Rente de prestation de travail.
2. La rente en nature.
3. La rente en argent.

PRODUCTION DES BESOINS MATERIELS

1. Production marchande simple

Formule : M.A.M.

But : Satisfaire les besoins.

2. Production marchande capitaliste

But : A.

Formule : A.M.A.

1. La production marchande :

Définition : On appelle production marchande, la production destinée à la vente ou à l'échange.

Il y a la *production marchande simple* et la *production marchande capitaliste* :

1. Au début, c'était la *production marchande simple*, fondée sur la propriété privée des *moyens de production* et le travail personnel des petits producteurs, paysans et artisans ; son *but* est de *satisfaire les besoins* de production et sa formule est *marchandise - argent - marchandise* ou M.A.M.
2. La *production marchande capitaliste*. Elle aussi est fondée sur la propriété privée des *moyens de production*, mais avec *l'exploitation du travail d'autrui* ; son *but* est d'acheter les marchandises pour les vendre plus cher et obtenir ainsi une énorme *plus-value*, c'est-à-dire *bénéfice* ; sa formule est *argent - marchandise - argent* ou A.M.A.

LA MARCHANDISE

Définition : La marchandise est une chose créée par l'homme et qui :

1. Satisfait un besoin quelconque humain.
2. Est destinée à la vente et à l'échange.

La marchandise possède deux propriétés :

1. La propriété de satisfaire tel ou tel besoin humain s'appelle la *valeur d'usage*.
2. L'élément commun que contiennent les différentes marchandises pour qu'on puisse les comparer c'est la *quantité de travail humain*, cachée dans la marchandise. Celle-ci se mesure par le temps de *travail nécessaire* à sa fabrication.

La valeur d'usage et la valeur d'échange

La marchandise possède deux propriétés, la propriété qu'a la marchandise de satisfaire tel ou tel besoin humain s'appelle *valeur d'usage* de la marchandise.

Chaque chose peut avoir non pas une seule *valeur d'usage*, mais plusieurs. Exemple : l'huile de palme peut être utilisée comme *combustible*, c'est là une de ses *valeurs d'usage*.

Elle peut être aussi utilisée pour la préparation des aliments ou dans la chimie pour les natures : ce sont là ses autres *valeurs d'usage*.

Une marchandise peut être *échangée contre une autre marchandise*, c'est ce qui constitue sa *valeur d'échange* ou sa valeur proprement dite.

Les échanges de marchandises démontrent que les marchandises ont un élément commun qui permet de les *comparer*, de les mesurer en valeur.

Cet élément c'est le *travail humain* qui a donné lieu à l'objet de fabrication ; c'est la *quantité de travail* qui détermine la valeur d'échange ou la valeur proprement dite de la marchandise ; cette quantité de travail se mesure par le *temps de travail socialement nécessaire*.

Bref, pour déterminer la valeur de telle ou telle marchandise, on se base sur la *quantité de travail* comptée dans la marchandise par son *temps de travail socialement nécessaire*.

Par le temps de travail socialement nécessaire on entend celui qui a été nécessaire à la production *d'une unité* de marchandise dans les *conditions sociales moyennes* de la production dans telle branche d'industrie, c'est-à-dire avec :

1. un niveau moyen de la technique ;
2. un degré moyen d'habileté ;
3. un degré moyen de l'intensification du travail.

N.B. Avec l'accroissement de la productivité du travail social, la valeur de la marchandise diminue, car il faut moins de travail, moins de temps de travail pour produire une *unité* de marchandise.

LA MONNAIE

A l'origine, l'échange était un phénomène rare et fortuit ; un produit était directement échangé contre un autre.

Peu à peu, la marchandise la plus demandée commence à jouer le rôle d'équivalent, c'est-à-dire de marchandise servant de moyen d'échange.

Mais jusque-là, il n'était pas facile d'en réaliser ; au lieu d'échanger directement leurs marchandises contre celles dont ils avaient besoin, les *vendeurs devaient* obligatoirement trouver un acheteur disposant des marchandises qu'ils cherchaient.

Mais finalement, les hommes trouvèrent son équivalent vraiment général qui permettait de toujours acquérir n'importe quelle marchandise.

Ce sont les *métaux précieux* : l'or et l'argent qui deviennent cet équivalent général. Pourquoi les métaux précieux conviennent-ils le mieux pour jouer ce rôle ?

Réponse : Grâce à leurs propriétés naturelles qui sont :

1. Leur qualité reste inaltérable (inchangeable), c'est-à-dire de ne pas se détériorer, s'amoinrir
2. La divisibilité. Il importe de ne pas perdre de vue que comme la monnaie est une marchandise, comme elle doit *mesurer la valeur* des autres marchandises, *elle doit elle-même avoir une valeur.*

Pour cela, l'or et l'argent possèdent aussi une valeur *parce que leur extraction a nécessité un travail social ; ils possèdent aussi une valeur d'usage.*

Mais la parure n'est pas leur principale valeur d'usage ; leur valeur d'usage principale c'est de servir comme *équivalent général.*

Qu'est-ce que le papier-monnaie ? Les papiers-monnaies sont les signes monétaires émis par l'Etat et qui remplacent et représentent l'or dans ses fonctions de moyen de circulation et de payement.

N.B. : Quelle que soit la quantité de *papier-monnaie* émise, il ne représente que la valeur de la *quantité d'or* nécessaire pour assurer le cycle commercial.

Règle principale

Il faut que la quantité de papier-monnaie *corresponde* à la quantité d'or nécessaire pour assurer le cycle commercial pour que ce soit l'équilibre, c'est-à-dire le *pouvoir d'achat* de la monnaie d'or concorde avec le pouvoir d'achat du papier-monnaie.

S'il y a plus de papier-monnaie en circulation qu'il n'y a de monnaie d'or dans la *Banque Nationale d'Emission*, on dit qu'il y a *inflation*, c'est-à-dire le pouvoir d'achat du papier-monnaie baisse ; l'inflation entraîne la hausse des prix.

ECONOMIE POLITIQUE

Celui qui achète pour revendre le fait pour *revendre plus cher*. Le fait de vendre mène à *l'accroissement de la valeur.*

Initialement dépensée, c'est-à-dire première valeur dépensée, puisque la première valeur produit *elle-même une nouvelle valeur.*

Cette première valeur s'appelle *capital.*

Définition. Le capital est une valeur qui étant convertie dans la production s'accroît elle-même, c'est-à-dire produit la *plus-value.*

L'argent est la première forme du capital.

Toujours le processus de la production capitaliste commence par *l'achat* des moyens de production, c'est-à-dire cela commence par la transformation du capital productif en *marchandise.*

Exemple : Bâtiment, machine, matière première, combustible.

Voici un exemple d'Engels : Admettons que les moyens de subsistance de l'ouvrier représentent, un jour dans l'autre, un temps de travail de 6 heures. Si le capitaliste, en louant l'ouvrier, lui paie donc la valeur *journalière intégrale de sa force de travail*, cela signifierait par une somme d'argent qui représente également 6 heures de travail ; cela signifierait que l'ouvrier a intégralement remboursé au capitaliste sa dépense de la valeur journalière qui lui a été versée ; alors, dans ce cas, l'argent ne serait pas transformé en capital, c'est-à-dire n'aurait pas produit la *plus-value*. Mais cela ne se passe pas ainsi. *L'acheteur de la force de travail à l'impression* qu'il suffit de payer la valeur de 6 heures de travail à l'ouvrier pour maintenir la vie de celui-ci avec sa famille pendant 24 heures, et que ceci n'empêche nullement celui-ci (ouvrier) de travailler 12 heures. Cet exemple nous montre que dans les 12 heures de travail de l'ouvrier il y a 6 heures payées par le capitaliste et il y a 6 heures impayées, ce qui donne une surproduction impayée, bénéficiée gratuitement par le capitaliste.

Cet exemple met en évidence l'origine de la plus-value.

La valeur de la force de travail est payée, mais elle est inférieure à celle que le capitaliste tire de la force de travail. Le travail non payé forme la part du capitaliste ou plus exactement de la classe bourgeoise, parce que ce travail non payé subvient à l'entretien de tous les membres de la *société* bourgeoise qui ne travaillent pas ; il sert aussi à payer à l'Etat et aux communes les impôts que doit acquitter la classe capitaliste.

Ainsi nous avons vu qu'une partie du temps de travail (salaire), c'est-à-dire de l'ouvrier, va à la création du produit destiné à assurer sa propre existence. Cette partie du temps, Marx l'appelle temps de sur-travail nécessaire et la deuxième partie *du temps de travail* de l'ouvrier crée la *plus-value* que le capitaliste bénéficie gratuitement.

Il faut distinguer deux parties dans le capital, parce qu'il y a dans le capital :

1. Une partie qui ne grandit pas ; elle s'appelle *capital constant* ; elle est dépensée pour l'achat de *moyens de production* :

Bâtiments,
Machines,
Combustibles,
Matières premières.

2. Une partie qui est dépensée pour l'achat de la *force de travail* (c'est-à-dire ouvriers). Elle s'appelle capital variable.

Ces deux parties du capital ne jouent pas le même rôle dans la production de la plus-value. En participant à la production, *les moyens de production ne créent aucune nouvelle valeur*. La valeur du capital constant passe immédiatement ou par parties dans le produit fini.

Il en est autrement du *capital variable*. Il s'accroît en créant au cours de la production la plus-value.

La plus-value

N.B. Le but et la loi principale de la production capitaliste est de créer la plus-value. Le taux de la plus-value comme expression de degré d'exploitation : 100 %.

Il y a deux manières par lesquelles les capitalistes augmentent leur plus-value :

1. *Allongement de la journée de travail ou intensification du travail* ; la plus-value qui est obtenue de cette manière s'appelle *plus-value absolue*.
2. *Réduction du temps de travail nécessaire*. La plus-value qui s'obtient de cette manière s'appelle *plus-value relative*.

N.B. Plus le capitaliste augmente sa plus-value, plus aussi augmente le taux de la plus-value.

Définition : Le *taux de la plus-value* est le calcul ou le chiffre qui exprime le degré de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes ; ce degré est déterminé par pourcentage ; pour calculer le taux de la plus-value, il faut rapporter la plus-value obtenue sur le capital variable.

Le degré d'exploitation ou le taux de la plus-value est normalement de 100 % au début. Mais ce degré ou taux d'exploitation devient supérieur à mesure qu'augmente la plus-value totale ; ce taux peut être de 100 %, 120 %, etc., etc.

Voici la formule sur laquelle on calcule le *taux de la plus-value* ou le degré d'exploitation $\frac{M}{V} \times \frac{100}{100} = \text{degré d'exploitation ou taux de la plus-value (?)}$.

N.B. La lettre M = plus-value ; V = capital variable.

Veillez calculer le taux de la plus-value que donne un capital variable de 75.000 avec une plus-value de 108.750.

Solution : $\frac{M \ 108.750}{V \ 75.000} \times 100 = \frac{145}{100} = 145 \%$.

TRIBUNAL POPULAIRE C.N.L. ET SANCTIONS

Forces des armées révolutionnaires C.N.L. en vertu des lois révolutionnaires régissant le camp de formation des cadres et les maquis du C.N.L. à l'intérieur du pays et sur la proposition de la direction du camp, l'assemblée générale a arrêté les sanctions suivantes pour tout cas d'indiscipline.

Article 1.

Il est constitué au camp de formation des cadres du C.N.L. un comité de tribunal populaire, composé de sept membres, présidé par un président et assisté par certains responsables du camp.

Article 2.

Ce comité a pour tâche de juger et de punir tous les indisciplinés et ceux qui veulent négliger notre organisation.

Article 3.

Toutes les sanctions infligées aux indisciplinés seront communiquées ultérieurement devant l'assemblée.

Article 4.

Après avoir été puni, le camarade doit reconnaître publiquement ses erreurs, se repentir et promettre de ne plus recommencer de nouveaux.

Article 5.

En ce qui concerne les sanctions à infliger aux indisciplinés, le responsable doit compter des difficultés au moment même de l'infraction en matière politique, du degré des instructions de base reçues par les partisans et le milieu d'où vient chacun d'entre eux.

Article 6.

Les sanctions à infliger aux indisciplinés ne doivent pas être une décision qui vient d'un individu, mais un jugement devant le tribunal populaire qui seul habite.

Article 7.

Aucune réunion et aucune critique ne peut avoir lieu en dehors de l'assemblée. Faute de quoi des mécontentements se manifesteront dans le milieu des combattants, tout coupable est passible d'une peine allant de 3 à 6 jours de cachot, jour de suppression de repas, un quart de repas durant toute la période de sa peine. En cas de récidive la peine sera le double.

Article 8.

Toute impureté ou tout acte de négligence au cours d'un exercice et tout acte indisciplinaire est passible d'une peine allant de 2 à 4 jours de cachot compte tenu de la gravité du cas.

Article 1er.

Il est constitué au camp de formation des cadres du C.N.L. un comité de tribunal populaire, composé de sept membres, présidé par un président et assisté par certains responsables du camp.

Article 2.

Ce comité a pour tâche de juger et de punir tous les indisciplinés et ceux qui veulent négliger notre organisation.

Article 3.

Toutes les sanctions infligées aux indisciplinés seront communiquées ultérieurement devant l'assemblée.

Article 4.

Après avoir été puni, le camarade doit reconnaître publiquement ses erreurs, se repentir et promettre de ne plus recommencer à nouveau.

Article 5.

En ce qui concerne les sanctions à infliger aux indisciplinés, le responsable doit tenir compte des difficultés au moment même de l'affiliation en matière politique, du degré des instructions de base reçues par les partisans et du milieu d'où vient chacun d'entre eux.

Article 6.

Les sanctions à infliger aux indisciplinés ne doivent pas être une décision qui vient d'un individu, mais un jugement devant le tribunal populaire qui est seul habilité.

Article 7.

Aucune réunion et aucune critique ne peuvent avoir lieu en dehors de l'assemblée ; faute de quoi, des mécontentements se manifesteront dans le milieu des combattants ; tout coupable est passible d'une peine allant de 3 à 6 jours de cachot, un jour de suppression de repas, un quart de repas durant toute la période de sa peine. En cas de récidive, la peine sera le double.

Article 8.

Toute négligence au cours d'un exercice et tout acte d'indiscipline sont passibles d'une peine allant de 2 à 4 jours de cachot, compte tenu de la gravité du cas.

Article 9.

Toute injure ou tout mot insolent à l'adresse d'un autre combattant sont passibles d'une peine allant de 2 à 4 jours de cachot et 15 minutes de chute faciale par jour durant toute la période de sa peine, compte tenu de la gravité du cas.

Article 10.

Tout acte de menace : A. Bagarres mais vides ; B. Bagarres mais armées, est passible d'une peine de A. 8 - B. 15 jours de cachot, un jour de suppression de repas et un quart de repas par jour durant toute la période de sa peine.

Article 11.

Tout refus d'ordre d'un responsable ou d'un autre camarade pour l'intérêt de la communauté est passible d'une peine de 2 à 4 jours de cachot, une journée de privation de repas, un quart de repas durant toute la période de sa peine. En cas de récidive, la peine sera le double.

La discipline

Trois points de discipline :

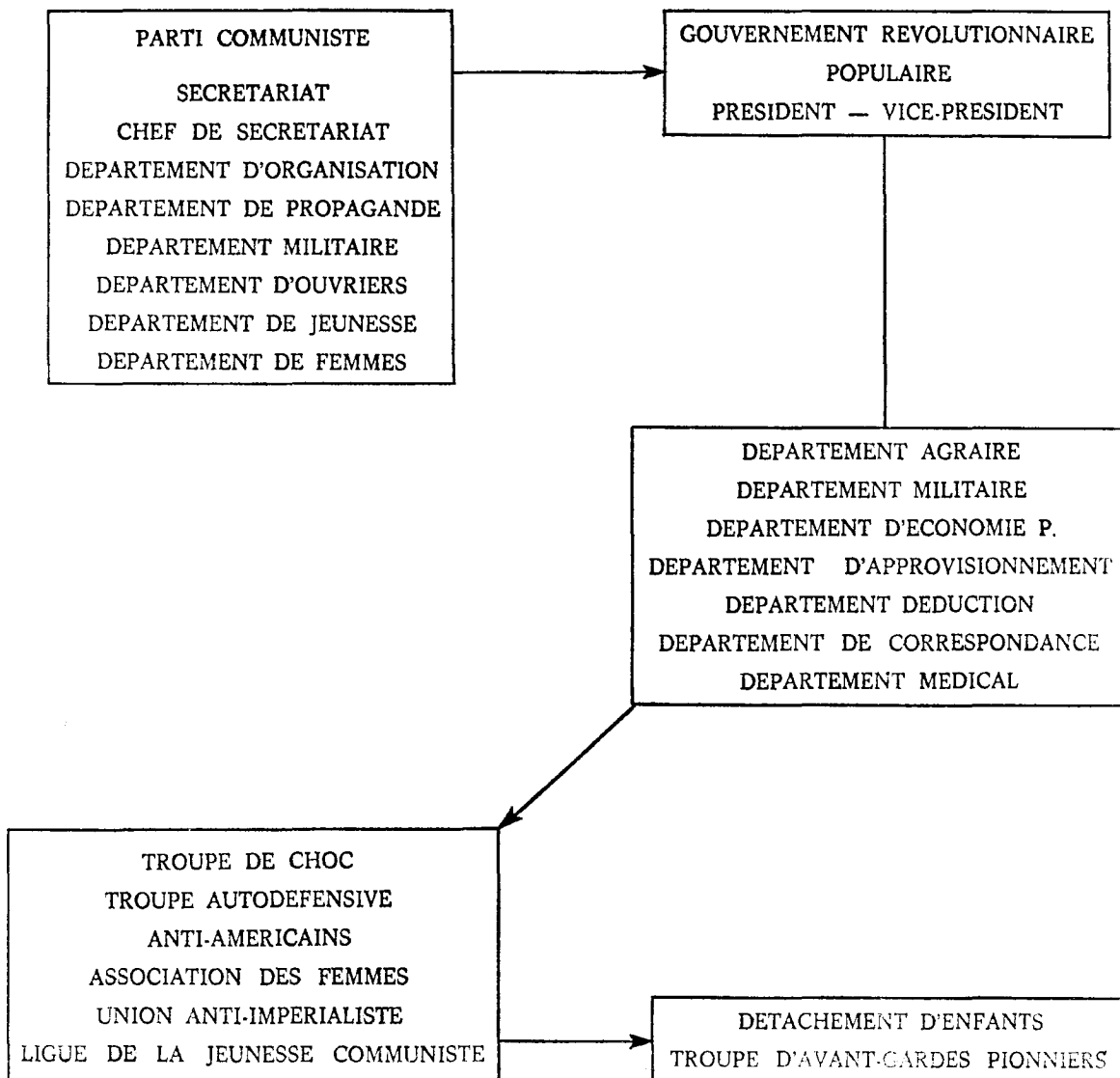
1. Toutes les activités doivent correspondre aux ordres.
2. Ne rien arracher au peuple, même pas une aiguille.
3. Tout ce qui a été pris à l'ennemi est remis à l'armée, armes ou argent ou habits.

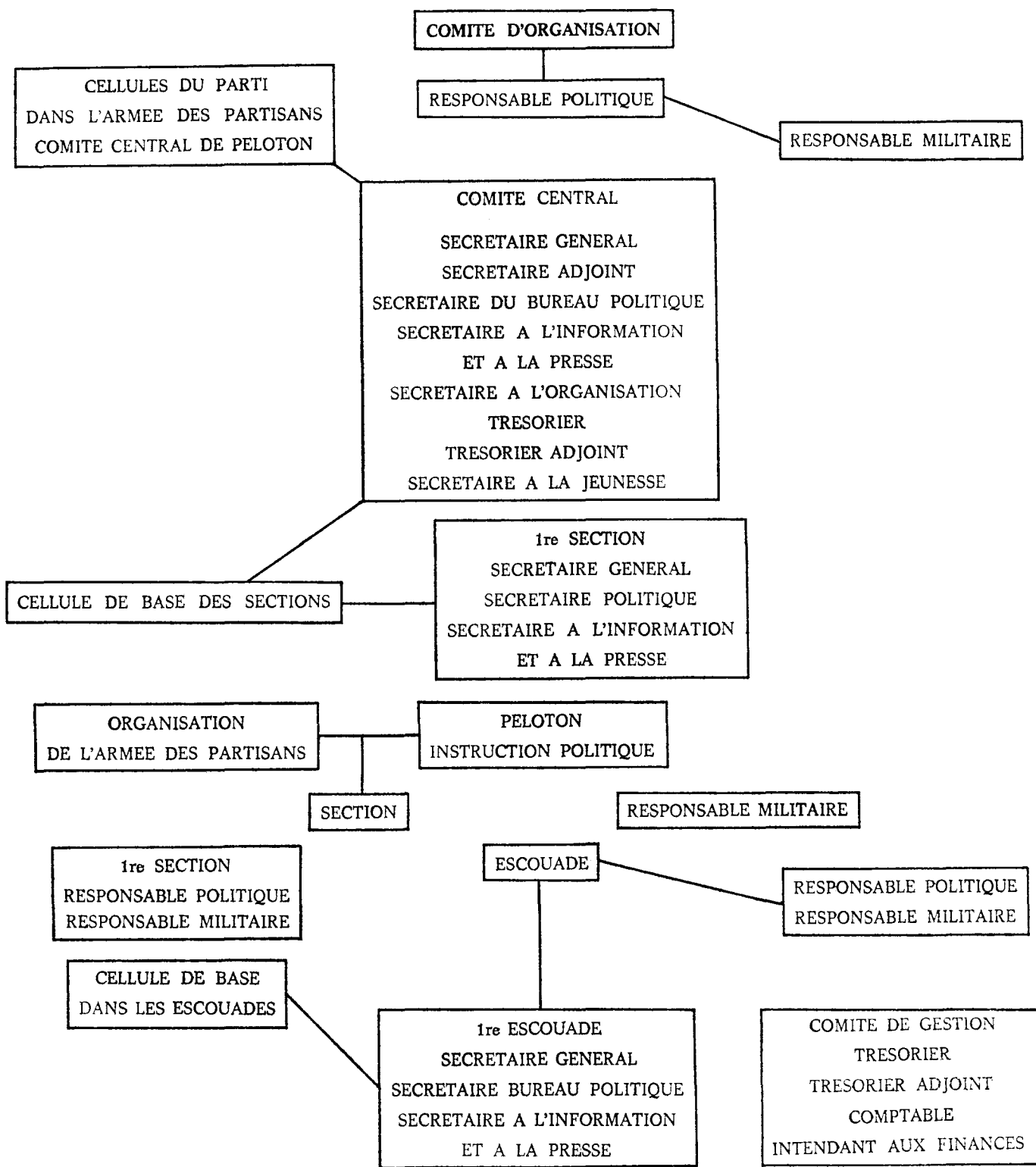
Article 12.

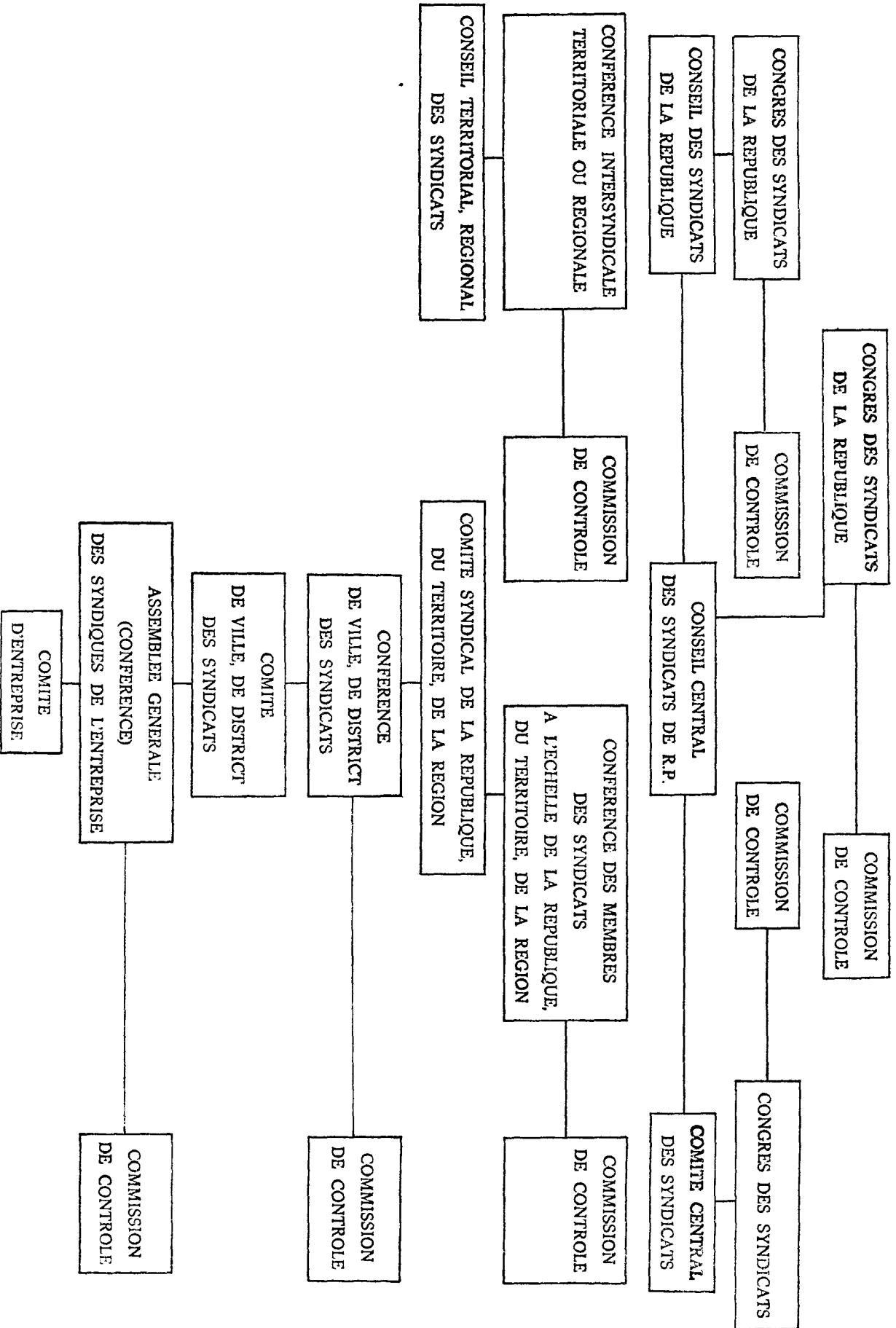
Tout ce qui est connu comme espion dans une base ou dans un camp du maquis est passible d'une peine capitale de mort.

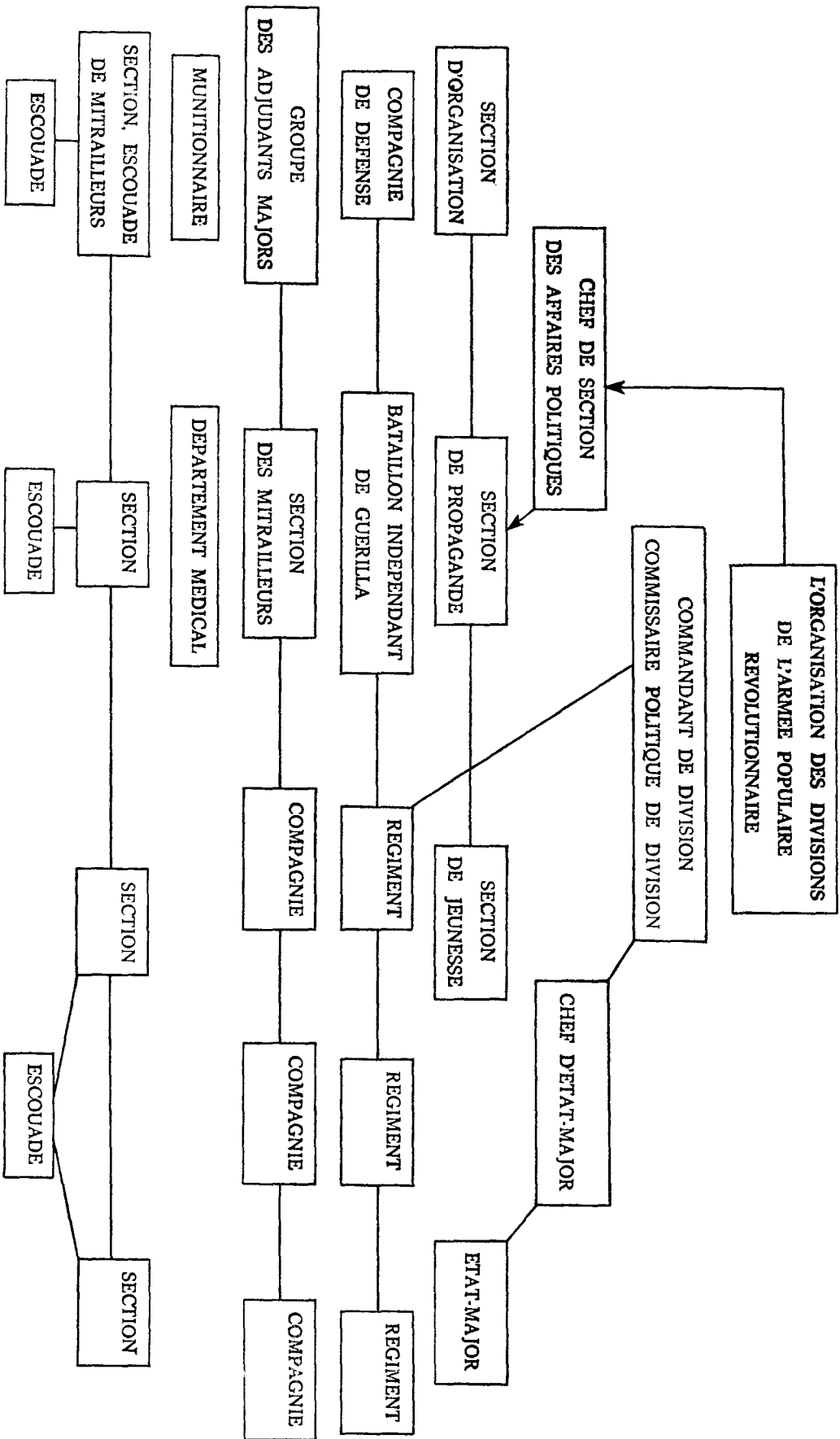
TABLEAUX D'ORGANISATION

**TABLEAU DE SYSTEME
DES ORGANISATIONS DU PARTI
ET DE MASSE
AINSI QUE DES ORGANISATIONS
DU POUVOIR
DANS LES BASES DE GUERILLA.**









LA LUTTE CONTRE LE TRIBALISME

Le tribalisme constitue assurément l'un des plus grands fléaux d'Afrique tropicale et de beaucoup d'autres pays sous-développés. Il faut absolument extirper ce fléau si nous voulons assurer le triomphe de la révolution et bâtir une patrie unie, démocratique, florissante, où chacun sait vivre.

Il nous faut donc démasquer et dénoncer les différentes formes de tribalisme, le combattre, dégager et suivre une politique réellement capable de nous assurer la victoire contre cet ennemi de la liberté et du progrès de notre pays.

Principales formes de tribalisme

Le tribalisme est une mauvaise ligne de pensée et d'action qui consiste à rechercher avant tout l'intérêt des égoïstes de sa propre tribu et de son clan.

Le tribaliste pense plus ou moins consciemment que les hommes et les femmes de sa tribu et de son clan sont supérieurs aux autres, et qu'en conséquence les autres doivent les servir et leur obéir.

Le tribaliste cherche à imposer l'hégémonie, la prédominance de sa tribu et de son clan. Dans la réalité, les idées et les sentiments tribalistes ne sont le plus souvent exploités par certains que pour se créer une clientèle qui puisse les aider à satisfaire leurs intérêts et leurs ambitions égoïstes.

Le tribalisme se manifeste sous différentes formes, dont voici les principales :

I. Le tribaliste exagère et vante sans cesse les qualités, les mérites et les bonnes actions des gens de sa tribu et de son clan ; par contre, il méconnaît et essaie même d'étouffer systématiquement leurs défauts.

A l'égard des gens des autres tribus, c'est exactement l'attitude inverse : on les accuse facilement de tout ; leurs défauts qu'ils n'ont pas ou des fautes et leurs erreurs sont grossis démesurément et parfois on leur attribue même des défauts qu'ils n'ont pas ou des fautes qu'ils n'ont pas commises ; on les méprise, on les sous-estime...

II. Le tribaliste pratique couramment le libéralisme et le favoritisme envers les gens de sa tribu et de son clan. Il les laisse faire et dire à peu près tout ce qu'ils veulent, même ce qui est interdit par la loi, les statuts et règlements ; confiant en eux, il leur révèle tous les secrets, même les plus importants pour le parti et l'Etat.

Au contraire, à l'égard des gens des autres tribus et des autres clans, le tribaliste se montre en général très sectaire : il leur témoigne une sévérité et une méfiance excessives ; les condamne sévèrement, même pour des peccadilles ; ne croit pas en leurs efforts, en leur sincérité et il leur cache même ce qu'il doit leur dire...

III. Le tribaliste cherche à accorder tous les privilèges et tous les postes de responsabilité aux gens de sa tribu et de son clan. Par exemple, dans la répartition des bourses d'études, lors des élections, dans la nomination des responsables aux différents postes, le tribaliste pense d'abord et parfois il pense uniquement aux membres de sa tribu et de son clan.

IV. Inversement, le tribaliste cherche à exempter les siens de leurs devoirs et obligations, de tout travail difficile, des missions considérées comme les plus périlleuses, les plus pénibles et les plus humiliantes.

On s'arrange pour que de telles tâches soient imposées aux gens des autres tribus et des autres clans.

V. Ce favoritisme, le tribalisme le pratique aussi dans la répartition des avantages matériels et la distribution des services. Au lieu de servir tous les citoyens sans discrimination, il abuse de ses fonctions pour aider les siens ; il n'hésite pas à violer les principes, les lois et règlements pour leur donner des médicaments, des vêtements, des vivres et de l'argent du Parti, de l'armée et de l'Etat ; il s'empresse de répondre à leurs dossiers ; il leur réserve les meilleurs lits d'hôpital, etc. ; ce dévouement et cet empressement disparaissent quand il s'agit des gens des autres tribus et des autres clans.

VI. Des fois, le tribaliste pense même que ceux qui ne sont pas de sa tribu et de son clan sont trop riches et trop heureux pour mériter son aide. Aussi la leur refuse-t-il, même quand ils y ont droit ou bien qu'ils se trouvent réellement en difficulté. Il va jusqu'à penser qu'ils sont indignes de ce qu'ils ont, qu'ils devraient le donner aux membres de sa tribu et son clan. De là à croire qu'il est bon de voler et d'exploiter les gens des autres tribus et des autres clans, il n'y a qu'un pas, malheureusement franchi par de nombreux tribalistes.

VII. Certains poussent le tribalisme jusqu'à s'opposer au mariage entre tribus et à préférer le mariage entre Noires et Blancs ; ils refusent les responsabilités aux gens des autres tribus, mais insistent pour confier des postes de direction aux impérialistes et à leurs agents. Ainsi, au lieu d'affecter au Nord-Congo des éléments capables originaires du sud, le gouvernement de KASA-VUBU a purement et simplement transféré dans cette partie de notre pays la plupart des colonialistes qui se sont d'abord signalés par leurs crimes au sud ou bien en Indochine et en Algérie.

VIII. Sur le plan politique, la forme suprême de tribalisme consiste à revendiquer la formation de républiques soi-disant indépendantes, mais à base tribale ; à défaut de cette solution on réclame « la fédération, autonomie régionale », étant bien entendu que le morcellement du pouvoir politique et administratif doit s'inscrire dans un cadre tribaliste.

Chacun de nous connaît beaucoup de cas de ce « fédéralisme » et de cet « autonomisme » tribalistes. Citons seulement à titre d'exemples saillants les cas du Congo-Léopoldville et les prétentions fédéralistes de la Kadu Kenya African Democratic Union.

Les méfaits du tribalisme

Quelle que soit sa forme dominante, le tribalisme constitue un sérieux obstacle au progrès, car il s'inspire de conceptions idéologiques, de principes d'organisation et de méthodes de direction contraires aux intérêts du peuple.

I. Sur le plan de la pensée de la ligne idéologique et politique, les tribalistes ne reconnaissent pas que tous les hommes naissent égaux en droits ; que pour libérer le pays de la domination étrangère et du sous-développement, il faut s'appuyer sur le concours enthousiaste et soutenu des masses populaires de chaque région et que, pour obtenir ce concours, il faut suivre un programme réellement national, et traiter chacun d'après son mérite propre et non d'après son appartenance à telle tribu ou à tel clan.

Parce qu'il méconnaît ces vérités fondamentales, le tribaliste suit la mauvaise ligne de conduite dont nous venons de décrire les principales formes, incapable de réaliser une politique vraiment nationale, c'est-à-dire conforme aux intérêts du peuple tout entier ; il ne peut apprécier à leur juste valeur les mérites et les qualités, les souffrances et les difficultés de ceux qui n'appartiennent pas à sa tribu, voire à son clan. Aussi tombe-t-il dans de nombreuses erreurs, et même dans des fautes et des crimes en matière d'organisation et de méthodes de direction.

II. Sur le plan de l'organisation, le tribaliste fait naturellement preuve de sectarisme en faveur des gens de sa tribu et surtout de son clan aux dépens des autres.

C'est ce sectarisme congénital qui l'empêche d'employer beaucoup d'efforts pour mobiliser, éduquer et traiter correctement le maximum de cadres en provenance des autres tribus.

En conséquence, il confie tous ou presque tous les postes de responsabilité aux siens et les gratifie d'avancements et de tous autres avantages possibles sans se soucier des principes et des lois, ainsi que nous l'avons déjà exposé plus haut.

III. De telles conceptions entraînent inévitablement des injustices dans les méthodes quotidiennes d'action et de direction.

Chaque forme de tribalisme constitue en elle-même déjà une forme d'injustice plus ou moins révoltante ; aussi n'est-il pas étonnant que le tribalisme engendre la révolte, l'anarchie et les luttes fratricides, profitables seulement aux ennemis du peuple tout entier, à savoir l'impérialisme, le colonialisme ancien et nouveau, et leurs agents autochtones.

L'expérience montre en effet que les impérialistes et tous les réactionnaires essaient toujours de développer des sentiments tribalistes dans la population pour bien la diviser, afin de l'opprimer et de l'exploiter de façon plus intime et plus durable.

C'est notamment le cas pour les formes 7 et 8 du tribalisme. Même en dehors de ses formes les plus violentes, le tribalisme est par essence un facteur de division et donc une source de faiblesse pour les peuples en lutte contre la domination étrangère et le sous-développement. L'expérience montre nettement que tout tribaliste cherche avant tout à satisfaire les intérêts égoïstes de sa tribu contre toutes les autres tribus, et à l'intérieur de sa tribu il cherche avant tout les intérêts de son clan ; et dans son clan, c'est avant tout les intérêts de sa propre famille qu'il poursuit. *Le tribalisme est en dernière analyse un égoïsme d'inspiration féodale.* Voilà pourquoi les associations tribalistes finiront toujours par se diviser et par périr, le plus souvent dans des luttes intestines très aigües.

Des contradictions insurmontables mènent dès sa naissance tout groupement à caractère tribaliste. Quelle que soit leur puissance apparente et momentanée, de tels groupements ne peuvent conduire la Révolution jusqu'à la victoire totale, c'est-à-dire jusqu'à l'avènement d'une Léopoldville complètement indépendante et unie, démocratique et prospère.

Aussi bien le Secrétaire général du C.N.L. a-t-il eu raison de dire que le tribalisme n'est pas valable en politique. Nous devons donc le combattre jusqu'à son élimination complète. Mais pour bien soigner une maladie, il faut en connaître les causes. Quelles sont les principales sources du tribalisme ?

III. Les principaux obstacles à la lutte contre le tribalisme

1. La multiplicité des tribus

De toute évidence, la première cause du maintien et du développement du tribalisme c'est le retard même dans le processus de la formation de la nation, retard qui se concrétise par l'existence d'une multitude de tribus dans le cadre d'un même État.

C'est ainsi qu'on en compte 140 au CAMEROUN, 300 au NIGERIA, etc...

Mais ce n'est point là un grand obstacle, car ces tribus-familles, soit en raison de leur parenté naturelle, soit en raison de leur enchevêtrement géographique, soit enfin en raison de leur histoire particulièrement commune depuis un temps plus ou moins long, ainsi les Bangala, etc..., etc..., appartiennent toutes à un même fonds ethnique.

En outre, la longue domination colonialiste et impérialiste a beaucoup contribué à unifier les différentes tribus. Certes, aucun pays d'Afrique tropicale ne forme encore une nation, c'est-à-dire une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture. Mais le morcellement ethnique, le fait que la nation ne soit pas encore parfaitement formée ne constitue pas l'obstacle majeur à la lutte contre le tribalisme, car la conscience nationale est déjà née et s'est développée à travers les luttes contre la domination étrangère.

Les obstacles principaux à la lutte contre le tribalisme sont le sous-développement et l'impérialisme :

1. L'impérialisme, le néo-colonialisme et le colonialisme sont pour régner ; ainsi attisent-ils constamment la haine et les rivalités entre tribus. Tantôt, ils disent aux ressortissants de telle tribu : c'est vous les plus nombreux, les plus riches, c'est à vous de diriger le Congo. Tantôt, ils chantent à d'autres : c'est vous les plus intelligents, vous devez être les guides du pays. Au même moment, d'autres agents de l'impérialisme et du néo-colonialisme le répètent à d'autres tribus et à d'autres clans : vous êtes les plus courageux, les plus beaux ; pourquoi vous laissez-vous conduire par les hommes de telle région ?

Des fois, les impérialistes exploitent l'histoire pré-coloniale des différentes tribus pour mieux les opposer les unes aux autres. Ainsi on fait croire à certains qu'ils étaient capables de conquérir le Congo, ou bien que d'autres sont leurs ennemis mortels depuis le temps de leurs arrière-grands-parents. C'est ainsi que naissent nombre de théories, de légendes et de préjugés tribalistes. On vous parle de minorités nationales ; dans un pays aucune tribu ne forme une nation ni même l'écrasante majorité de la population totale, comme par exemple forment 90 % de population chinoise.

D'autres vous disent avec chaleur que tel est tribaliste, réactionnaire ou nationaliste, etc., donc que dans la réalité les réactionnaires et les nationalistes se recrutent dans toutes les tribus ; de toute façon, aucune organisation révolutionnaire ne recrute comme militants des tribus ou des clans ; les militants sont toujours et uniquement des personnes physiques, des individus ou des personnalités et chacun d'eux doit être jugé d'après ses mérites propres et non d'après ses origines tribales ou familiales.

Le plus important est de comprendre que la *Révolution congolaise ne peut pas triompher si la majorité des Congolais n'y participent pas sans aucune discrimination*. L'histoire le prouve clairement ; prenez le cas des Irakiens qui constituent nettement la majorité absolue dans le pays et puissamment soutenus de l'extérieur ; les arabes n'arriveront pas à vaincre et à dominer les Kurdes, ni moins encore à construire une patrie réellement indépendante, démocratique et prospère.

Au Congo même, la révolution a parfois connu des développements prodigieux, mais malheureusement limités à une ou plusieurs régions pour ne pas dire tribus.

Sananga-Maritime notamment durant la période, malgré les miracles de courage et de sacrifice réalisés par les nationalistes dans ces régions, malgré même la politique anti-tribaliste du C.N.L., nous n'avons pas réussi à renverser le régime colonialiste ou néo-colonialiste.

Quelles leçons devons-nous tirer de ces expériences ? Sans aucun doute l'une des leçons les plus importantes est la suivante : la libération du Congo doit naturellement commencer par une ou plusieurs régions.

Mais la révolution ne peut pas triompher sans le soutien actif des larges masses populaires à travers l'ensemble du pays.

2. Le sous-développement

Dans leur lutte contre le tribalisme, les peuples africains se heurtent à d'autres obstacles sociaux qui peuvent se ramener en définitive au sous-développement et techniquement en retard de surcroît vers le capitalisme, c'est-à-dire vers un régime social où chacun recherche par tous les moyens son intérêt personnel et le profit le plus élevé ; dans un pays où les larges masses populaires ne sont pas du tout ou presque pas instruites, où des obstacles sans nombre leur barrent la route vers la lumière, la vérité et la justice, il est objectivement difficile de s'élever vraiment au-dessus des conceptions et des pratiques tribalistes pour accéder d'un coup et de plein-pied aux exigences du patriotisme moderne, de démocratie et du socialisme. C'est-à-dire que la lutte contre le tribalisme est réellement dure.

Pourtant, non seulement cette lutte est absolument nécessaire, mais encore elle sera inévitablement couronnée de succès. Pour cela, il faut et il suffit que tous les Congolais ensemble, coude à coude, s'engagent résolument et avec clairvoyance dans la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme pour l'indépendance et la réunification totale, pour la démocratie et le progrès social.

Ce n'est que dans une lutte commune authentiquement révolutionnaire que les Congolais en partie et les Africains en général achèveront de se libérer du tribalisme.

Grandes lignes d'un programme de lutte contre le tribalisme. La ligne générale de la lutte contre le tribalisme est une ligne de lutte pour l'indépendance nationale complète, pour la démocratie et pour le développement économique, culturel et social de tous les pays ; plus concrètement, la lutte contre le tribalisme exige la mise en œuvre des politiques suivantes :

1. Lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme par rapport auxquels le tribalisme ne constitue qu'un ennemi secondaire ; donc priorité à la lutte contre toutes les formes de domination et d'agression étrangères.

2. Mais en même temps lutte pour la démocratie, c'est-à-dire pour la reconnaissance effective de tous les droits civiques et libertés publiques à tous les citoyens, quelle que soit leur tribu ; ils doivent tous être égaux devant la loi, que celle-ci impose des devoirs sans oublier qu'elle accorde des avantages.

La lutte pour la démocratie et l'égalité des droits doit aller jusqu'à la lutte contre le tribalisme, même anti-tribaliste.

3. L'éducation doit être à la fois nationale, scientifique et populaire :

- a) Nationale. L'éducation doit sans cesse exposer et dénoncer les méfaits du tribalisme et insister sur la nécessité d'unir le peuple congolais tout entier contre ses ennemis communs : l'impérialisme, le néo-colonialisme et le sous-développement. Il faut éliminer à bref délai les illusions selon lesquelles la liberté du peuple congolais sera l'œuvre d'une seule tribu ou même de quelques tribus seulement.
- b) Scientifique. L'éducation doit enseigner que tous les hommes ou que chacun a des qualités et défauts et peut toujours enseigner à juger chacun d'après ses actions et ses paroles, et non d'après celles des membres de sa famille ou de sa tribu. Scientifique dont l'éducation embrassera aussi les disciplines techniques dont la connaissance et la pratique et progressivement des conceptions subjectivistes et irrationnelles.
- c) Populaire. L'éducation et l'instruction doivent être à tous, pour permettre de faire valoir ses capacités, d'affirmer sa personnalité et aussi de conquérir l'estime, l'admiration des autres, sans distinction de tribus.

4. La lutte contre le tribalisme exige aussi que les ressortissants des différentes tribus accèdent à tous les échelons et organismes du parti, de l'armée, des syndicats et à d'autres mouvements de masse ainsi que de l'Etat lui-même. Il faut encourager les mariages inter-tribus, désigner les élus et les fonctionnaires aux différentes responsabilités, non d'après leur origine tribale, mais d'après leurs mérites objectifs et les exigences réelles des responsabilités en question.

Les membres des différentes organisations politiques, syndicales ou des masses doivent militer aux lieux de leur habitation ou de leur travail et non d'après leurs affinités ethniques ; pour que cette politique d'union porte ses fruits, il ne suffit pas de donner au peuple une éducation nationale, scientifique et populaire, il faut aussi une juste politique des cadres.

5. *Une juste politique des cadres.* S'agissant de la lutte contre le tribalisme, une juste politique des cadres exige tout particulièrement trois choses :

- a) la formation intense de nombreux cadres des tribus relativement retardataires et l'utilisation de ces cadres dans leurs régions d'origine ;
- b) la mobilisation des cadres des régions relativement avancées pour aider à la promotion des autres, fraternellement, sans complexe de supériorité, sans esprit de domination et d'exploitation ;
- c) Des soins vigilants et équitables envers les cadres sans exception, qu'il s'agisse des plus pénibles et des plus humiliants. Ne pas s'arranger pour que de telles tâches soient imposées à d'autres tribus et d'autres clans.

(N.D.L.R. — Nous avons supprimé ici un passage déjà publié précédemment.)

7. Certains poussent le tribalisme jusqu'à s'opposer au mariage entre tribus et à préférer le mariage entre Noires et Blancs ; ils refusent les responsabilités à ceux des autres tribus, mais insistent pour la nomination des leurs, leur avancement, leur affectation d'un lieu à un autre, au lieu des directives à leur donner, du contrôle de ces directives, de la marge d'initiative à laisser à chacun, des sanctions à prendre à son égard, etc..., etc...

8. La lutte efficace contre le tribalisme requiert un plan de développement, une économie nationale unique, bien intégrée, c'est-à-dire avec des échanges intérieurs très intenses dans tous les domaines (commerciaux, culturels, etc.). Cela exige avant tout :

- a) un réseau national de communications toujours plus dense ;
- b) une division du travail permettant la meilleure utilisation possible des ressources de chaque région ;

- c) une aide spéciale en cadres et techniciens, mais aussi en argent et en moyens de production pour permettre aux régions relativement retardataires d'accélérer leur développement, rattraper leur retard et supprimer l'inégalité de fait qui subsiste, même après la proclamation de l'égalité des droits.

9. Enfin, la lutte contre le tribalisme exige la direction par un parti politique national et démocratique doté d'une orientation juste, d'une organisation et d'une discipline très fortes qui allient la centralisation des décisions importantes à une grande concentration administrative sur le plan de l'Etat, aussi bien que du parti lui-même, afin de permettre à chaque région de développer ses valeurs particulières dans toute la mesure où elles sont compatibles avec l'épanouissement de la nation tout entière.

Conclusion : lutte indispensable mais de longue haleine.

La lutte contre le tribalisme fait partie intégrante de la lutte à l'intérieur du parti. Elle est donc absolument indispensable, d'autant plus que chaque militant ou dirigeant du C.N.L. appartient nécessairement à une tribu ; qu'il a subi et continue à subir à des degrés divers des influences tribalistes. Indispensable, cette lutte exige entre autres des efforts non seulement incessants, mais aussi tenaces et de longue durée, car elle est à la fois la condition et le fruit de nos victoires contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, contre la misère, l'ignorance et la maladie.

Bien que difficile et longue, la lutte contre le tribalisme sera inévitablement couronnée d'un succès total, si nous sommes fermement décidés à la mener et à la poursuivre inlassablement, conformément aux justes principes, notamment à ceux exposés dans cette causerie et dans celle sur l'unité et la lutte à l'intérieur du parti.

QUESTIONS DE CONTROLE

1. Indiquez trois formes de tribalisme.
2. Faut-il combattre le tribalisme anti-tribal ?
3. Quels sont les principaux obstacles à la lutte contre le tribalisme ?
4. Est-il nécessaire de former des cadres originaux de toutes les tribus ? Pourquoi ?
5. Est-il nécessaire d'aider tout spécialement les tribus et les régions relativement retardataires ?
Pourquoi et comment ?
6. Indiquez quatre politiques de lutte efficace contre le tribalisme.
7. Le tribalisme n'est pas valable en politique. Exposez cette pensée du secrétaire général du C.N.L. Couchely (1).
8. Chacun doit militer là où il travaille ou là où il habite. Expliquez l'importance de cette règle dans la lutte contre le tribalisme.
9. Qu'est-ce qui est le plus important : la lutte contre l'impérialisme ou la lutte contre le tribalisme ? Pourquoi ?
10. Quelles sont les cinq règles fondamentales de la lutte à l'intérieur du parti ?

(1) N.D.L.R. — Il s'agit sans doute de E. Bocheley, opposé en 1964 à C. Gbenye, qu'il aurait cependant rejoint en 1965 au Caire.

6. CONTRE LA LUTTE D'INFLUENCE

« La lutte d'influence est le cancer qui ronge le C.N.L. », a écrit le bureau du comité directeur dans un document publié le 196..., sous le titre : « Elimination des conceptions erronées ».

Depuis cette date les faits ont continué, hélas, à confirmer ce jugement. Il est donc de la plus haute importance pour notre révolution de lutter contre la lutte d'influence en dénonçant constamment devant les masses la nature et les formes de cette lutte d'influence, ses causes et ses conséquences néfastes. Nous devons d'autre part exploiter de notre mieux les moyens capables de l'extirper.

Nature et principales manifestations de la lutte d'influence.

La lutte d'influence consiste essentiellement à user de tous les moyens pour bâtir sa réputation et asseoir son prestige et son autorité aux dépens des autres, au mépris de la vérité et de la justice.

Dans les organisations politiques, l'administration, etc., on pratique la lutte d'influence, soit pour accéder ou se maintenir à des postes de responsabilité, soit pour instaurer et consolider son pouvoir personnel.

La lutte d'influence se pratique à différents échelons : entre administrés, entre dirigés et dirigeants. Un dirigé, un militant, un employé ou tout autre travailleur sans responsabilité spéciale, pratique la lutte d'influence envers son camarade, son copain, etc., parce qu'il considère ce dernier comme un dirigeant et un obstacle à son avancement.

Un dirigé pratique la lutte d'influence à l'égard d'un dirigeant dont il veut prendre la place. Inversement, un dirigeant pratique la lutte d'influence envers un dirigé qu'il considère comme un danger pour sa position personnelle. Enfin, entre eux-mêmes, les dirigeants peuvent pratiquer la lutte d'influence parce que chacun cherche à être le numéro un. Même le dirigeant n° 1 peut lui aussi tomber dans ce défaut lorsqu'il cherche à tout prix à renforcer son prestige et son autorité, à instaurer et à consolider son pouvoir personnel au mépris de la collégialité. Ainsi, certains dirigeants, en l'absence ou à la suite de la mort de leurs collègues, les accusent de tous les crimes et s'attribuent à eux-mêmes tous les mérites de la direction.

La lutte d'influence se manifeste sous divers aspects, dont plusieurs sont généralement combinés. En voici les plus courants et les plus dangereux :

1. Pour abrégé, nous allons donner un nom à celui qui pratique la lutte d'influence.

Appelons cette personne Assun Minkono, c'est-à-dire celui qui recherche, qui brigue les titres, les grades, les postes de commandement.

Pour les obtenir, un des premiers défauts de Minkono est de se vanter sans cesse ; il vous parlera sans cesse de ses qualités, de ses grands et exceptionnels sacrifices qu'il a subis pour la cause commune, etc..., etc... Naturellement, il exige que vous deveniez propagandiste, et avec admiration, il souhaite que vous deveniez son propagandiste, son apôtre.

2. Non content de se vanter sans cesse, il n'hésite pas à mentir pour se grandir vis-à-vis des autres ; il exagère ses qualités et l'éclat de ses actions. Parfois, il fabrique de toutes pièces des histoires où il s'accorde beaucoup d'importance, voire le rôle de héros principal.

Par contre, il ne reconnaît pas ses erreurs, ni ses défauts. Pour les étouffer, il n'hésite pas à se détourner de ses responsabilités. Quand il a vraiment des défauts, il n'hésite pas à salir la réputation des autres par toutes sortes d'accusations, car, pour lui, l'autocritique, c'est la critique des autres.

3. En effet, pour accroître son prestige, Minkono s'efforce systématiquement d'étouffer les qualités, les bonnes actions et les mérites des autres, notamment de ceux qu'il considère comme des obstacles à ses ambitions.

Il ne veut jamais qu'on dise du mal à son sujet, mais bien qu'on reconnaisse l'importance de sa contribution à la cause commune.

4. Si malgré tout, les autres arrivent à se placer au-dessus de lui par leurs mérites, par de grandes actions favorables aux intérêts de tous, alors il n'hésite pas à les calomnier, à dire du mal d'eux, de façon à diminuer leur prestige.
5. Pour accéder aux postes de responsabilité, Assun Minkono pratique couramment le « militant du dimanche », c'est-à-dire qu'il s'arrange toujours pour être bien vu et bien remarqué par la masse quand il fait ou croit faire une bonne action ou une bonne déclaration.

Parfois même, il n'accomplit son devoir que s'il sait que beaucoup de gens en seront informés et l'estimeront dès lors davantage. Poussée jusqu'au pire, cette mentalité de mercenaire devient du « militantisme au sommet » : Assun Minkono n'accomplit son devoir correctement et avec dévouement, il ne respecte la plupart des principes, lois et règlements qu'en présence des responsables et des dirigeants ; pour lui, toute bonne action que les responsables et dirigeants ne peuvent connaître ni remarquer, ne vaut pas la peine d'être accomplie.

6. Assun Minkono manifeste une curiosité malade pour connaître les secrets du parti, de l'armée et de l'Etat ; il exige d'être au courant de tout, même de ce qui ne concerne pas son rayon d'action ni ses responsabilités directes.

Souvent il est encore le premier à trahir les secrets du parti et de l'Etat, tout simplement pour prouver qu'il est une importante personnalité au courant de tout, invité à tout connaître et à décider de tout.

Parallèlement, il tend constamment à prendre des décisions relevant des instances supérieures, au lieu de se borner à leur soumettre des suggestions. Bref, par lutte d'influence, Assun Minkono viole fréquemment les principes du centralisme démocratique.

7. Quand Assun Minkono est déjà investi d'une responsabilité, la lutte d'influence le pousse à personnaliser ses fonctions, c'est-à-dire à organiser et à diriger tout le travail en fonction de sa propre personne ; il s'arrange de mille façons pour que tous les mérites de la direction lui soient attribués et les erreurs, il les rejette sur les autres ; il prend nombre de décisions sans se donner la peine de consulter ses collègues. Dans ses rapports avec les différents organismes du parti, de l'armée et de l'Etat, il traite avec les individus acquis à ses ambitions, avec ses admirateurs et ses adorateurs, sans se préoccuper de respecter la voie hiérarchique. A leur tour, les militants aux ordres de Assun Minkono traitent sans passer par la filière hiérarchique se sentant des ailes pousser ; ils méprisent les autorités régulièrement constituées et se considèrent comme les vrais responsables. D'où tendance à l'anarchie. Ainsi se constituent des hiérarchies parallèles dans le parti, l'armée et l'Etat.
8. L'esprit de groupe est l'une des caractéristiques fondamentales de la lutte d'influence. Cela veut dire que Assun Minkono tend naturellement à organiser ou à utiliser des groupes pour satisfaire ses ambitions.

Ainsi dans les milieux empoisonnés par la lutte d'influence, on rencontre fréquemment les groupes formés d'anciens militants par opposition à ceux des jeunes, les groupes des « illettrés » et des « intellectuels », le groupe des femmes des dirigeants et bien entendu les groupes des tribalistes, etc..., etc...

Dans l'esprit de groupe, le tribalisme et le népotisme occupent une place de choix. Le népotisme, c'est l'esprit de famille transplanté dans le domaine politique.

Celui ou celle qui souffre de ce défaut considère consciemment ou non que le parti, l'armée, l'Etat, la révolution sont des entreprises familiales. En conscience, le népotiste entend bénéficier de tous les avantages de son père, sa mère, ses enfants, son épouse, son mari, ses frères et ses sœurs, bref il pense avoir droit aux avantages et aux responsabilités des membres de sa famille ou encore, à l'exemple du fantoche Ngo-Dinh DIEM, il estime que le pouvoir et tous les avantages qu'on peut en tirer doivent être accordés en priorité aux membres de sa famille.

Par contre, le népotiste n'exige pas de ses parents et amis qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour accéder aux responsabilités et être servis par le parti, l'armée ou l'Etat.

Lui-même se refuse naturellement à être traité d'après les défauts et les mauvaises actions des membres de sa famille et même il se refuse parfois à fournir les efforts nécessaires pour acquérir leurs mérites.

Le népotiste et le tribaliste oublie qu'en politique, ce qui compte, ce ne sont pas les relations familiales ou tribales, mais le militantisme et les mérites propres de chaque militant ou militante.

9. *Chantage, sabotage et trahison*

Après avoir vainement recouru aux différents moyens précédents, Assun Minkono, pour s'imposer à tout prix, utilisera en dernier ressort les armes suivantes :

- a) le chantage — « Si vous ne me donnez pas satisfaction, je vais vous quitter ; je vais aussi vous annoncer ceci : sachez que cela va vous coûter cher, car je suis une personnalité bien connue à l'intérieur et à l'extérieur... », tels sont en substance les propos que l'on entend souvent dans de tels cas.
- b) le travail fractionnel. Effectivement, il arrive qu'Assun Minkono mette ses menaces à exécution et sabote le travail du parti, de l'armée, de l'Etat, etc..., en recourant à des mensonges, à des calomnies, en donnant des directives contraires à celles régulièrement adoptées, en exploitant avec toute la bassesse imaginable les groupes qu'il a pu former, etc... Il ne recule pas devant le travail fractionnel, ni devant la violation des décisions collectives régulièrement arrêtées.

10. *Conséquences néfastes de la lutte d'influence*

Même quand elle ne pousse pas encore à des fautes aussi graves que le travail fractionnel et le sabotage, la trahison et l'assassinat, la lutte d'influence constitue un redoutable cancer qui mine de l'intérieur même l'action révolutionnaire du parti, de l'armée et du gouvernement.

Elle aboutit en effet à les diviser, à les désorganiser, à les discréditer et parfois même à les paralyser et à les détruire.

1° *La division :*

De toute évidence, la lutte d'influence est une source de division. Elle amène automatiquement à classer et à traiter les gens d'après leur attitude réelle ou supposée vis-à-vis de leurs ambitions égoïstes.

Au lieu de nous demander si telle personne est fidèle aux objectifs, aux statuts et règlements ainsi qu'aux organismes dirigeants du parti, de l'armée, de l'Etat, etc..., etc..., nous nous demandons plutôt si elle est favorable à nous-mêmes, à notre maintien ou à notre accession à tel poste de commandement. Nous traitons chacun vis-à-vis de nos prétentions, au lieu de regarder avant tout les besoins et les exigences de la lutte commune contre nos ennemis communs : l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le sous-développement. Or, quand la lutte se déclenche sciemment contre certains responsables de grands organismes, ces derniers trouvent toujours pas mal d'erreurs à l'intérieur et à l'extérieur du parti ; ces divisions, jusqu'ici latentes, éclatent au grand jour.

Témoin, l'expérience encore toute récente du prétendu « comité révolutionnaire » quand il a décidé d'éliminer par tous les moyens les dirigeants les plus révolutionnaires pour s'y substituer.

(.....)

3° *Discrédit :*

Cette malheureuse expérience de la clique criminelle des Woungly a montré une fois de plus et avec éclat que, par leur politique de division et de désorganisation, les Assun Minkono portent inévitablement des atteintes graves au crédit, au prestige du parti, de l'armée, de l'Etat, etc..., etc...

La lutte d'influence pousse en effet à des actes et à des attitudes extrêmement nuisibles à notre réputation et à notre gouvernement ; non seulement les calomnies odieuses, mais encore les bagarres, les disputes extérieures et publiques et les luttes fratricides. Avant même d'arriver à ce stade, la lutte d'influence pousse à étaler sur la

place publique toutes les faiblesses réelles ou imaginaires du parti, de l'armée, de l'Etat, de leurs organismes et de leurs responsables.

Autant d'éléments qu'exploitent les impérialistes et tous les autres réactionnaires pour attaquer et dénigrer le parti tout entier et sa politique révolutionnaire.

4° *La paralysie ou même la mort de l'organisation :*

Une des conséquences inévitables de la lutte d'influence, c'est la paralysie ou même le dépérissement des organisations qui en souffrent

Et c'est le parti qui en souffre le plus. Tantôt les ordres de tels organismes et de tels responsables sont délibérément bafoués. Ainsi, durant la période de préparation de leur complot, les membres du comité révolutionnaire, notamment Nsawué Nécanar, stockaient clandestinement les publications du comité directeur pour souligner « la carence » de la direction en matière de propagande.

Tantôt encore les membres et organisations ou organismes du parti entrent en lutte ouverte les uns contre les autres ; chacun contrecarre l'action de l'autre. Ils se discréditent mutuellement auprès de ceux qui peuvent soutenir notre lutte révolutionnaire.

Parfois même, ils arrêtent d'abord la lutte contre l'ennemi principal pour s'entre-tuer, etc. Le malheur, c'est que de bons éléments se laissent aussi entraîner dans ces luttes fratricides déclenchées par une poignée d'individus qui poursuivent des ambitions personnelles. N'est-il pas évident que la lutte d'influence affaiblit considérablement le camp de la révolution au profit exclusif de nos ennemis communs ? Toute maison divisée contre elle-même ne saurait subsister. Si donc nous voulons survivre et gagner la victoire, nous devons extirper de nos milieux ce formidable cancer...

III. Causes de la lutte d'influence

1. Amour des honneurs et des richesses

De toute évidence, la source première de la lutte d'influence réside dans *l'individualisme, l'orgueil et l'égoïsme* ; on se croit supérieur à tout le monde et, comme tel, digne du pouvoir et de tout ce qui s'y attache habituellement : honneurs, gloire, avantages matériels.

A cette cause générale s'ajoutent bien d'autres, propres aux pays insuffisamment développés, notamment le Congo, et dont voici les principales.

2. L'égalitarisme et l'indiscipline du petit bourgeois

Dans nos pays dominés par la petite bourgeoisie, par l'analphabétisme, la prédominance des relations personnelles et les croyances magico-religieuses, dans nos pays économiquement et techniquement en retard et dont les structures et les traditions étatiques sont ou bien en décomposition ou bien encore trop jeunes, de nombreux facteurs historiques et socio-économiques favorisent la lutte d'influence aussi bien chez les dirigeants que chez les dirigés.

Ces derniers sont facilement enclins à l'ultra-démocratie et à l'égalitarisme absolu, engendrés par la petite production et les survivances de nos structures communautaires et égalitaires.

D'autre part, l'absence de fortes traditions relatives à la naissance et au développement du pouvoir politique, la prédominance des relations personnelles sur l'adhésion à des programmes ou à des théories touchant au succès lui-même et bien d'autres facteurs sociaux, peuvent donner le vertige aux dirigeants en place, leur inspirer la tentation d'instaurer leur pouvoir personnel au point de s'ériger en potentat ayant chacun sa clientèle et ses vassaux.

3. L'action des impérialistes et des autres réactionnaires

Naturellement, les impérialistes et les néo-colonialistes, les nationalistes de droite et tous les autres ennemis de la ligne révolutionnaire de notre parti essaient d'exploiter au maximum tous les facteurs précédents pour diviser notre direction, affaiblir et briser notre révolution et finalement nous imposer comme dirigeants des fantoches à leur solde.

A l'appui de ces affirmations, je puis citer beaucoup de cas où des forces extérieures au C.N.L. mais hostiles à notre ligne révolutionnaire ont approché, endoctriné, soutenu certains de nos cadres.

Contentons-nous de mentionner le cas du « Comité révolutionnaire d'Accra ».

4. *A ces principales sources de la lutte d'influence, il faut encore en ajouter une : l'ignorance et la violation des justes principes :*

En effet, même dans les pays réellement indépendants, économiquement et techniquement avancés, solidement organisés, la prise de conscience politique demeure toujours inégale ; la société se renouvelle sans cesse, et, après elle, les militants et les cadres du parti, de l'armée, de l'Etat, les nouveaux militants et les jeunes cadres ont besoin de lutter pendant un temps plus ou moins long pour se familiariser avec les principes du parti, avec les justes méthodes de direction.

A cette époque de bouleversements sociaux nombreux, rapides et souvent profonds, les vieux dirigeants eux-mêmes n'arrivent pas toujours à trouver rapidement les justes principes et les justes méthodes qui doivent régler les nouveaux rapports entre les dirigeants, entre la direction et le reste du parti, entre le parti et les masses, entre les partis frères, etc.

Ainsi donc, même dans les sociétés les plus avancées, on constate encore, à des degrés différents bien entendu, que la lutte d'influence trouve sa source dans l'ignorance et la violation des justes principes, voire dans la trahison pure et simple de la révolution.

Est-ce à dire que la lutte d'influence ne disparaîtra jamais de nos sociétés ? Est-ce à dire qu'il faille se résigner à subir les graves méfaits de cette terrible maladie sociale ? Absolument pas. Nous devons lutter contre la lutte d'influence, en étant sûrs qu'elle finira par disparaître de la société humaine.

Comment cela ?

IV. Remèdes contre la lutte d'influence

La lutte contre la lutte d'influence fait partie intégrante de la lutte à l'intérieur du parti. Elle obéit donc aux lois générales que nous avons exposées dans la causerie intitulée « Unité et lutte à l'intérieur du parti ». Elle connaît en plus des remèdes particuliers puisés dans une bonne éducation civique et politique juste, dans une ligne organisationnelle également juste et la théorie révolutionnaire.

A. Une bonne éducation civique et politique

Pourquoi Assun Minkono pratique-t-il la lutte d'influence ? Essentiellement par amour du pouvoir et du commandement. Pourquoi recherche-t-il le pouvoir et le commandement ? Parce qu'il y voit la meilleure possibilité de satisfaire ses ambitions et ses intérêts égoïstes qui s'appellent honneurs, gloire, richesses et autres avantages matériels.

Pour combattre la lutte d'influence, il faut donc, par l'éducation et l'exemple personnel montrer que l'exercice du pouvoir constitue une lourde charge et une source intarissable de sacrifices et non de satisfactions personnelles. Assumer une responsabilité, c'est avant tout accepter de servir les autres et non soi-même ou les siens ; c'est se mettre en permanence à la disposition du groupe qui vous confie cette responsabilité.

C'est là une charge d'autant plus lourde et dangereuse que les responsabilités elles-mêmes sont plus élevées. D'abord, parce que les cimes attirent la foudre : c'est contre les dirigeants et les responsables que s'acharnent les ennemis ; ce sont eux en premier lieu qu'ils assassinent sans pitié dès qu'ils en ont les possibilités.

Ensuite, celui ou celle qui voit dans les postes de responsabilité un moyen de se servir et de servir les siens doit savoir que son égoïsme et son orgueil lui créent inévitablement de nombreux ennemis personnels, en plus des impérialistes et de tous les autres réactionnaires, ennemis jurés de la révolution.

Comment échapper aux coups de tant d'ennemis ? Une seule solution : renoncer à ses ambitions et intérêts égoïstes et se mettre résolument au service des autres. Mais comment bien servir quelqu'un sans connaître concrètement ses besoins et ses difficultés ?

Et comment les connaître sans son propre concours ? On aboutit nécessairement à la conclusion suivante : pour bien accomplir sa tâche, un dirigeant doit avec désintéressement et modestie se mettre au service et à l'école de tous ; il a en outre besoin

de l'appui de tous et il doit s'entourer de nombreux éléments capables, dynamiques et désintéressés, comme lui-même.

Dans un pays comme le Congo, engagé dans une lutte aussi difficile que la lutte contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et le sous-développement, dans un pays comme le nôtre où tout est à faire, ce qui manque, ce ne sont pas les postes à responsabilités, mais les cadres capables de les occuper dignement et valablement.

Aussi, un des critères les plus sûrs pour savoir si quelqu'un est vraiment révolutionnaire et capable de bien diriger, consiste à voir si le souci d'unir sans discrimination tous les éléments susceptibles de participer à la révolution, si cette personne veut cela et se lie efficacement aux larges masses.

Comment les gouvernements fantoches prouvent-ils malgré eux-mêmes qu'ils sont au service de la réaction tout en pourchassant et en assassinant les meilleurs patriotes. Même dans sa démagogie, Kasa-Vubu peut signer la Charte d'Addis-Abéba et autres documents contre les bases militaires, et ce pour l'indépendance réelle, etc...

Mais il ne peut tromper personne, puisqu'il continue à combattre avec acharnement ceux qui luttent pour ces mêmes objectifs. Parmi les nombreux faits qui ont permis de démasquer le « Comité révolutionnaire » comme un instrument de l'impérialisme et du néo-colonialisme, nous devons précisément souligner son refus de discuter avec les camarades qui ont demandé des preuves sur les prétendues élections du 18 septembre 1963, et plus encore la décision prise par cette clique criminelle de condamner à mort, et ce sans aucun jugement, des camarades pourtant décidés à continuer la lutte révolutionnaire dans le cadre du C.N.L.

En agissant de la sorte, les pères, les auteurs du « mouvement révolutionnaire » ont prouvé que leur préoccupation majeure consiste à liquider notre Direction de la révolution et à devenir dirigeants et non pas pour avancer la révolution grâce à l'union indispensable de tous les patriotes.

Le souci de servir les masses laborieuses, le désir de s'intéresser aux affaires publiques, telle est la consigne que l'éducation doit inculquer à tous les citoyens et plus spécialement à tous les membres et authentiques artisans du C.N.L.

Naturellement, cette éducation doit sans cesse dénoncer les méfaits de la lutte d'influence et de tous les défauts ou facteurs qui l'accompagnent : individualisme, indiscipline, petite bourgeoisie, tribalisme, népotisme, favoritisme, culte de la personnalité, égoïsme, etc...

Pour enrayer la lutte d'influence l'éducation doit sans cesse répéter, expliquer les justes principes, montrer les dangers et les malheurs que leur application nous permet d'éviter et au contraire exalter les avantages que cette fidélité aux principes apporte à chacun de nous. Dans cette optique, l'objectif de l'éducation doit contribuer en définitive à développer en chacun de nous une triple conscience : la conscience nationale, la conscience démocratique et la conscience socialiste.

B. Une ligne politique juste

Le triomphe de la révolution exige la fidélité à une ligne politique juste, c'est-à-dire conforme aux intérêts du peuple tout entier. Cette vérité générale demande à être précisée ici : pour lutter efficacement contre la lutte d'influence, il faut satisfaire les besoins légitimes de tous, y compris les besoins spirituels comme celui du prestige.

L'essentiel, c'est que les besoins de chacun soient satisfaits uniquement d'après son travail et ses mérites ; voilà le principe fondamental.

Une fois posé ce principe, nous devons nous attacher à définir correctement les rapports entre dirigeants et dirigés, toute société ayant besoin d'une direction. Mais pour diriger effectivement et de façon juste, il faut que cette direction vive dans son organisation comme un poisson vit dans l'eau, c'est-à-dire dans une étroite symbiose avec ses dirigés.

Si elle est réellement démocratique et juste, l'accession d'une personne à une responsabilité consacre déjà la reconnaissance de ses mérites, de sa valeur personnelle. Pour pouvoir s'acquitter de ses fonctions, cette personne doit non seulement vivre mais encore bénéficier de respects et d'honneurs spéciaux.

Mais en lui accordant des honneurs ou des avantages matériels ou bien quand nous en bénéficions nous-mêmes, nous ne devons pas oublier qu'ils sont avant tout des-

tinés à faciliter le travail de direction ; nous ne devons pas oublier que dans la libération et le progrès des peuples, la fonction la plus importante c'est la lutte du peuple lui-même, la lutte des masses laborieuses.

Un bon dirigeant ne peut être qu'un guide des masses et non un héros qui se substitue à elles. Bref, les vrais dirigeants, les meilleurs, sont à la fois les fils et les pères des organisations qu'ils dirigent, les élèves et les professeurs des masses. En conséquence, nous ne devons ni sous-estimer ni surtout exagérer le rôle des personnalités et des dirigeants.

En leur décernant des honneurs et des facilités matérielles nous devons toujours concilier à la fois les exigences de leur travail et celles du développement continu de la lutte des masses dans tous les domaines matériel mais aussi politique et idéologique.

Il en va des avantages matériels comme des honneurs et du respect. On doit distinguer nettement les biens et fonds publics des biens et fonds privés. Les premiers doivent être gérés dans l'intérêt de tous de façon à planifier, et ce selon les normes d'une saine comptabilité.

Quant aux biens et fonds privés, le dirigeant a le droit d'en avoir plus que la moyenne de ses dirigés, mais uniquement dans la mesure où cela est indispensable à l'accomplissement de ses fonctions. Par exemple, un dirigeant a besoin d'une voiture pour son travail. Mais il n'est nullement nécessaire que celle-ci soit luxueuse.

D'une façon générale, il faut veiller à ce que les honneurs et avantages matériels accordés au dirigeant ne le détachent pas des masses, et ne l'amènent à se considérer comme un dieu ou un demi-dieu.

Pour cela, il faut lui accorder des moyens matériels en évitant des écarts nettement au-dessus de la moyenne du milieu où il travaille ; il ne faut jamais le canoniser de son vivant, par exemple en lui édifiant des monuments, en frappant des médailles à son effigie, en lui décernant des mandats à vie, en donnant son nom à des rues, des localités, des entreprises, des établissements publics, des organismes du parti, de l'armée et de l'Etat, etc.

Sur le plan politique, les membres de la famille des dirigeants et leurs amis doivent être traités uniquement d'après leurs fonctions et leurs mérites propres, exactement comme les autres citoyens ou militants.

Entre ces derniers, les rapports doivent, en effet, se régler d'après les exigences du travail de chacun et les mérites acquis dans l'accomplissement de ce travail ; il ne doit pas y avoir de privilèges, c'est-à-dire des droits non contrebalancés par des devoirs.

Par exemple, s'il y a une ambulance ou une voiture pour transporter les combattants, la priorité doit être donnée aux malades, aux plus gravement malades, en excluant tout égalitarisme absolu et tout favoritisme.

Toutes ces mesures et autres analogues visent au même but : combattre les causes et les prétextes de la lutte d'influence, enrayer la tendance au pouvoir personnel et la constitution de castes de privilégiés ; par contre, promouvoir le développement d'une société démocratique et socialiste, où chacun, libre de toute exploitation, se plaise. On voit ainsi que dans la vie quotidienne les problèmes sont intimement liés aux problèmes d'organisation.

C. Une ligne organisationnelle correcte

En effet, c'est sur le terrain de l'organisation que le C.N.L. doit encore déployer le plus d'efforts. Concrètement, il s'agit notamment de lutter pour le choix judicieux des dirigeants, pour un traitement correct des cadres, pour le respect du centralisme démocratique et une implantation toujours plus profonde dans toutes les régions du Congo.

D. La formation judicieuse des organismes de direction

Nous connaissons déjà le rôle capital de la Direction dans toute organisation. Une direction étroitement liée aux masses, compétente et honnête arrive à surmonter et à prévenir toutes sortes d'obstacles.

Par contre, une direction qui n'est pas du tout ou pas assez populaire, ni expérimentée et désintéressée, favorise l'éclosion ou le développement de toutes sortes de difficultés, y compris la lutte d'influence.

Quels critères doivent nous inspirer dans le choix des dirigeants ? La Conférence des Cadres, réunie à Accra en décembre 1960, stipule qu'on doit veiller scrupuleusement à ce que les camarades responsables soient :

1. Les plus fidèles à la ligne de masse.
2. Les plus capables de prendre rapidement des décisions.
3. Les plus dévoués au parti et les plus disciplinés.
4. Les plus dynamiques.

Le bien-fondé de ces quatre critères saute aux yeux. A la lumière de ses années d'expérience, le C.N.L. doit ajouter un autre critère qui n'est pas mentionné ici, à savoir l'appartenance de classe.

La théorie révolutionnaire et l'histoire elle-même montrent que toutes les classes ne sont pas également révolutionnaires. En tête se place le prolétariat, suivi du semi-prolétariat, de la paysannerie pauvre et de la petite paysannerie.

Dans nos pays économiquement peu développés, la petite bourgeoisie a quasi un potentiel révolutionnaire plus élevé que dans les pays économiquement développés.

Bref, l'expérience montre que les cadres les meilleurs sont ceux qui suivent la ligne des classes les plus révolutionnaires.

Dans le choix des cadres du parti, de l'armée, de l'Etat, etc., nous devons donc considérer principalement les quatre critères suivants :

1. *La ligne de classe* : veiller à ce que les postes clefs soient occupés par des patriotes fidèles à la ligne des classes les plus révolutionnaires.
2. *La capacité politique* : c'est-à-dire la capacité de prendre rapidement et de façon indépendante des décisions politiquement justes, mais aussi la capacité de s'en tenir fermement à ces décisions justes sans se laisser aller à des déviations opportunistes.
3. *La capacité de travail* : c'est-à-dire le dynamisme, le dévouement, la discipline, l'intelligence, le degré d'expérience, les qualités de méthode, d'ordre, etc..., que l'on apporte au service du parti, du peuple et de la révolution.
4. *La capacité de se lier effectivement aux masses*, de les mobiliser, de les entraîner au service du parti et de la révolution.

Il est rare qu'une seule personne remplisse toutes ces conditions à un très haut degré. Aussi, devons-nous veiller à ce que au moins les organismes dirigeants, les équipes dirigeantes, soient très équilibrés et qu'ils forment une synthèse parfaite de toutes ces qualités.

5. Pour la bonne marche de son organisation et le développement de notre lutte, les organismes de direction à tous les échelons doivent en premier lieu être relativement stables, c'est-à-dire qu'à chaque renouvellement ils doivent autant que possible comprendre une importante fraction des membres de l'organisme sortant ; cela facilite la continuité dans l'action et l'accumulation de l'expérience acquise en matière de direction.
6. Les organismes dirigeants doivent, en outre et dans toute la mesure du possible, comprendre à la fois de vieux cadres et de jeunes cadres, des non-intellectuels et des cadres originaires des différentes tribus et des cadres féminins, pourvu, bien entendu, que tous ces cadres accomplissent mieux que les autres les quatre critères rappelés plus haut.

Dans les conditions actuelles de notre pays, des organismes dirigeants ainsi composés à tous les échelons, permettraient sûrement à notre révolution de réaliser de véritables bonds en avant.

C. Une ligne organisationnelle juste exige un traitement correct des cadres

Il ne suffit pas d'élire de bons dirigeants ni de composer judicieusement les organismes de direction, il faut encore former, choisir et traiter correctement ces cadres.

Ces problèmes revêtent une très grande importance, car, une fois qu'une ligne politique est adoptée, les cadres décident de tout : de sa bonne ou de sa mauvaise application, de son adaptation correcte et révolutionnaire, ou erronée et même contre-révolutionnaire, aux circonstances et situations imprévues.

Les dirigeants et les organes de direction doivent former de très nombreux cadres et les affecter aux différentes responsabilités, selon les critères indiqués ci-dessus.

En quoi consiste le traitement correct des cadres ?

1. *Traiter correctement les cadres, c'est d'abord affecter chacun là où il peut être le plus utile au parti et à la révolution*, de façon que chacun se sente à sa place et donne le meilleur de lui-même pour notre cause commune.
2. *Traiter correctement les cadres, c'est ensuite orienter leur travail de façon effective, mais souple*, ne pas les laisser sans directives ou bien avec des directives trop vagues, ne pas non plus leur imposer des instructions trop rigides, mais leur tracer une ligne qui leur serve efficacement et quotidiennement de boussole et en même temps leur témoigner assez d'estime et de confiance pour que, sans craindre de prendre leurs responsabilités, ils puissent faire preuve d'initiative par une application créatrice de la ligne tracée.
3. *Traiter correctement les cadres, c'est leur donner la possibilité d'élever constamment leur niveau idéologique et technique*, par des études individuelles et collectives au lieu de les accabler journallement par des tâches secondaires. Cette politique suppose la mobilisation de très nombreux cadres révolutionnaires de toutes spécialités.
4. *Traiter correctement les cadres, c'est encore vérifier et contrôler leur travail*. Corriger à temps leurs erreurs et les aider à faire le bilan de leurs expériences de façon à les guider jusqu'au stade d'une formulation théorique aussi juste que possible. Cette règle exige en particulier des contacts permanents entre les dirigeants et les cadres.
5. *Traiter correctement les cadres, c'est sanctionner équitablement leur travail*. S'il s'agit de les punir, on doit naturellement appliquer les cinq règles fondamentales exposées dans la causerie intitulée : « Unité et lutte à l'intérieur du parti », avec cette différence essentielle que, dans l'appareil d'Etat, les instances compétentes sont celles de l'administration ou de l'armée et non celles du parti.

S'il s'agit, au contraire, de les féliciter ou de les récompenser par des décorations, des distinctions et des promotions, etc..., il faut veiller à ce que ces mesures interviennent à temps et en faire bénéficier tous ceux qui le méritent, sans faire une quelconque discrimination d'aucune sorte.

Les statuts de la fonction publique et de l'armée doivent réglementer toutes ces questions et être appliquées impartialement.

6. *Traiter correctement les cadres, c'est enfin pourvoir avec soin à leurs besoins* : les aider à résoudre leurs problèmes matériels et moraux de façon à ce qu'ils puissent vaquer à leurs tâches, libres de tout souci pouvant être considéré comme juste ou injuste.

Ici comme partout ailleurs, il faut lutter à mort contre le favoritisme et contre l'égalitarisme absolu, la base fondamentale étant les besoins objectifs du travail de l'homme, compte tenu de sa situation de santé et de famille ainsi que du milieu où il lutte.

Comme on le voit, traiter correctement les cadres ne veut nullement dire que les dirigeants ont le devoir ni même le droit de créer des castes privilégiées de bureaucrates, de technocrates ou de militants. Le traitement correct des cadres vise uniquement à leur offrir des conditions de travail capables à la fois de barrer la route aux folles ambitions qui dorment en chacun de nous et de susciter en eux un dévouement illimité et un enthousiasme créateur au service du peuple tout entier.

Une telle politique est irréalisable sans respect du centralisme démocratique.

D. Car l'adoption et la réalisation d'une ligne organisationnelle juste exige le respect du centralisme démocratique. Chaque militant du C.N.L. sait aujourd'hui ce que signifie le centralisme démocratique ou la direction centralisée.

Ce principe combine à la fois la discipline et la démocratie tout en subordonnant celle-ci à la discipline.

La discipline signifie la soumission de chacun à son comité, à l'organisation où il milite ; elle signifie encore la soumission de la minorité à la majorité, des organismes inférieurs aux organismes supérieurs et du parti tout entier au congrès, ou au comité directeur dans l'intervalle des congrès.

Cette discipline doit être la même pour tout le monde ; tout le monde doit obéir à la loi, aux statuts et autres textes organiques du parti.

Ainsi, le principe de respecter la voie hiérarchique s'impose non seulement aux dirigés, mais aussi aux dirigeants. Mais pour être vraiment forte, la discipline doit être librement consentie ; ce qui suppose la démocratie, la libre discussion à tous les niveaux.

Au niveau de chaque organisme dirigeant doit régner la collégialité, c'est-à-dire la direction collective combinée avec la responsabilité individuelle ; toutes les décisions importantes en matière de politique et d'organisation sont discutées, adoptées collectivement et elles s'imposent à tous ; de même, le contrôle de leur exécution est collectif.

Mais l'exécution elle-même est confiée à un ou plusieurs membres de la direction.

Toutes les décisions relevant de la compétence des assemblées générales siégeant régulièrement sont prises par vote, à la suite de discussions au cours desquelles chacun doit avoir la possibilité d'exprimer librement son opinion, sans pression ou crainte de représailles.

Des décisions adoptées dans ces conditions sont appliquées conformément aux exigences de la discipline rappelées plus haut. En particulier, la minorité s'engage à les exécuter

Cependant, il faut lui reconnaître le droit de rouvrir les débats si, à la lumière de la politique, elle croit découvrir des éléments nouveaux assez importants pour pouvoir modifier la décision de la majorité.

Naturellement, tant que de tels éléments ne sont pas présents, on doit s'opposer à la reprise des débats pour éviter que certains ne cherchent par cette voie à empêcher ou à retarder l'application d'une décision régulièrement adoptée.

La démocratie, en effet, doit servir au renforcement de la discipline et de la combativité révolutionnaire et non à leur affaiblissement.

Enfin, une autre exigence importante du centralisme démocratique interdit aux organismes et responsables inférieurs d'exprimer leur opinion sur des questions sur lesquelles les instances supérieures ne se sont pas encore prononcées.

Ils doivent se borner à soumettre des suggestions. Mais, de leur côté, les instances compétentes doivent assumer leurs responsabilités et résoudre à temps les difficultés qui leur sont soumises.

Ces exigences nous conduisent tout droit à la pierre angulaire du centralisme démocratique : la ligne de masse.

Qu'est-ce que *la ligne de masse* ?

La Conférence des cadres tenue à Accra en décembre 1960 l'a ainsi définie : « Les responsables à tous les échelons dans le parti et dans l'armée doivent :

1. recueillir les opinions et les critiques des militants et du peuple en général ;
2. grouper ces opinions et les juger à la lumière de la doctrine et des objectifs du parti ainsi qu'à l'expérience révolutionnaire des autres pays ;
3. prendre en conséquence la décision juste et persuader les militants et la population que cette position est juste ;
4. Vérifier l'exécution du mot d'ordre donné et en indiquer un nouveau selon le même processus. »

La ligne de masse ainsi définie permet littéralement aux dirigeants et responsables de vivre dans la masse comme le poisson dans l'eau ; elle leur permet de vite déceler leurs insuffisances et le sens dans lequel ils doivent les corriger.

Pour peu qu'ils soient capables d'analyser scientifiquement et de faire leur auto-critique sincère, les dirigeants révolutionnaires trouvent dans la ligne de masse les meilleures conditions possibles pour connaître et servir correctement les aspirations du peuple tout entier et en particulier de combattre efficacement la lutte d'influence d'où qu'elle vienne.

Questions de contrôle

1. Qu'est-ce que la lutte d'influence ? Citez-en quatre manifestations principales.
2. Qui est susceptible de pratiquer la lutte d'influence ? Envers qui et pourquoi ?
3. Principales sources de la lutte d'influence ?
4. Quels sont les principaux méfaits de la lutte d'influence ?
5. Est-il bon de juger chacun d'après ses actes et ses paroles ? Ou bien
6. D'après les actes et les paroles de ses amis et des membres de sa famille ? Pourquoi ?
7. Quels sont les justes critères dans le choix des dirigeants et la formation des organes de direction ?
8. En quoi consiste la discipline du parti ?
9. Qu'est-ce que la ligne de masse et quelle est son utilité ?
10. Quelles sont les cinq règles fondamentales de lutte à l'intérieur du parti ?

QUATRIEME CAHIER

CAUSERIES POLITIQUES

Ce cahier reproduit, de manière incomplète et sous une forme assez fruste, le contenu du premier cahier. Son intérêt réside dans son aspect extérieur (couverture en papier journal « Voix du Peuple », griffonnages de l'élève...). La publication du texte par lui même n'aurait eu aucun intérêt particulier.

Les régimes:

- 1/ Capitalisme. C'est un régime qui exerce l'exploitation de l'homme par l'homme.
- 2/ L'impérialisme. C'est un régime le stade supérieur du capitalisme plus le monopole.
- 3/ Les monopoles. C'est un régime d'exploitation qui vient du capitalisme le stade qui vient tout de suite avant le capitalisme.
- 4/ Le féodalité. La bourgeoisie etc... sont des stades inférieurs du monopole au capitalisme.
- 5/ Le socialisme. C'est un régime qui défend les intérêts de peuples qui lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme en vue de construire le communisme.
- 6/ Les communisme. C'est un régime de stade supérieur de socialisme qui donne la liberté aux peuples.

CINQUIEME CAHIER

GUERILLA

GUERRILLA : MOBILISATION DE MASSE

Dès votre arrivée, cherchez à vous mettre immédiatement, directement en contact avec les gens du village qui sont contre le régime actuel, aidez les malades et les gens qui souffrent. Après avoir recruté un membre quelconque, il faut maintenant poser les différentes questions qui conditionnent l'admission d'un membre.

Conditions d'admission :

Accepter le froid ;
Accepter la chaleur ;
Accepter la faim ;
Accepter la longue marche.

Plan d'organisation

Haut Commandement :

1. Commissaire politique.
2. Chargé de commandement militaire (membres chargés de commandement militaire).

LE CAMOUFLAGE

Dans toute armée populaire ou réactionnaire, dans toutes attaques quelconques, tout combattant ou soldat, pour ne pas être vu ou pour se protéger contre la vue de l'ennemi, « doit se camoufler ».

La définition :

Le camouflage est la règle que tout combattant doit utiliser pour se sauver de la vue de l'ennemi. Une abréviation qui l'enferme c'est la FOMEC + B :

- F = forme : devenir monstre, se transformer en objectif trouvé sur place, avoir la figure
- O = ombre : suivre les endroits invisibles.
- M = mouvement : ne pas bouger, garder sa place sans un mouvement quelconque.
- E = éclairage : ne pas porter des objets qui brillent, tels que la montre-bracelet, bague, miroir, etc...
- C = couleur : s'adapter à la couleur des terrains, c'est-à-dire comme le caméléon.
- B = bruit : rester calme, pas des choses qui font du bruit dans les poches, telles que pièces de monnaie, etc...

Bref, tout combattant doit respecter les 6 facteurs de camouflage en cas de surprise.

Le secteur de vigilance

N.B. Dans toute armée populaire ou révolutionnaire.

Dans tout déplacement ou en temps de repos quelconque, le chef d'escouade de la section, ayant reçu à son tour, pour ne pas être encerclé par l'ennemi, donne à chaque combattant son secteur de vigilance pour le surveiller.

Le secteur de vigilance est une portion de terrain limitée par des points de repère. Ce secteur ne peut pas dépasser un angle de 60°. La plupart du temps il faut placer un guetteur pour s'assurer des renseignements.

Comment observer un secteur de vigilance ?

- a) Il faut que ce secteur soit bien déterminé.
- b) Divisez votre secteur en trois parties égales dans le sens de la longueur en plusieurs parties, dans le sens de la largeur suivant les circonstances.
- c) Connaître toute la nature qui se trouve dans votre secteur d'observation.
- d) Tirez votre attention surtout aux angles morts.
- e) Signalez à votre chef, dans un délai le plus bref, tout ce qui se passe dans ce secteur.

Mode de progression

Il y a 8 modes de progression :

1. Ramper ;
2. A quatre pattes ;
3. A l'indienne ;
4. Zig-zag ;
5. Par bonds ;
6. Course ;
7. Marche normale ;
8. En roulant.

Le guetteur

Un guetteur est un combattant placé dans un secteur de vigilance pour observer. La responsabilité d'un guetteur dans un secteur d'observation est la vie de tout le monde. Un guetteur doit observer avec plus d'attention. Il doit connaître le bruit de la nature pour ne pas confondre les mouvements de la nature et les mouvements de l'ennemi, pour ne pas appeler son chef inutilement. Un guetteur doit être un type décidé, c'est-à-dire prêt à mourir. Un guetteur doit se camoufler. Il ne doit pas être surpris, car il doit être le premier à constater l'ennemi et à le signaler immédiatement à son chef. Un guetteur doit avoir les signes particuliers et généraux. (Signes particuliers : voir FOMEC + B.

Signes généraux : ESTOMAC

- E = Ennemi et sa position.
- S = Secteur d'observation.
- T = Terrain, connaître la nature qui le compose.
- O = Ordre de son chef.
- M = Mouvement de l'ennemi.
- A = Amis, les connaître.
- C = Chemin de retour.

Le guetteur doit avoir des signes qui lui permettent d'appeler son chef en cas de besoin. Ces signes doivent être soit comme une voix d'oiseau, soit par d'autres moyens, mais il faut éviter chaque fois d'appeler à haute voix.

Comment arrêter l'ennemi ?

Dès que le guetteur constate à 100 m ou 200 m l'ennemi dans son secteur d'observation, il avise son chef et ce dernier met sa troupe en position de combat. Le guetteur attend jusqu'à ce que l'ennemi arrive à 90 m, si c'est la journée, et à distance de vue, si c'est la nuit. Dès que l'ennemi arrive à la distance ci-dessus, le guetteur doit immédiatement crier à haute voix HAUT LES MAINS (et 2 fois : déposez les armes). Si l'ennemi désobéit, ce dernier (le guetteur) est obligé de tirer sans excuse. Le guetteur doit être toujours prêt à tirer et son doigt doit être toujours sur la détente de son fusil.

L'agent de transmission

Un agent de transmission est un combattant ou maquisard, envoyé pour transmettre un message.

Il y a deux sortes de messages :

- Ecrit.
- Verbal.

Comment doit être ce message ?

- Doit être complet, court et clair.

Les qualités d'un agent de transmission :

- Courage, discrétion, robuste, force physique, quelqu'un qui supporte.

Son rôle :

- Transmettre les messages comme tels, c'est-à-dire de ne pas ajouter ni enlever.
- Eviter de se rencontrer avec les hommes, même vos amis.
- S'il est attaqué par l'ennemi, il est obligé d'avaler le message s'il est écrit et, s'il est verbal, il doit garder le secret le plus absolu.
- Il doit changer l'itinéraire d'aller et de retour.

Zone d'insécurité

La zone d'insécurité est une partie du terrain occupée par les ennemis depuis quelques jours avant l'arrivée des combattants. Les ennemis sont là en position de défensive et bien équipés avec des armes automatiques, semi-automatiques et des fusils à répétition.

Comment traverser cette zone d'insécurité ?

1. Connaître la position de l'ennemi.
2. Connaître à fond le terrain.
3. Connaître les points de repère.
4. Les points de repère ne peuvent pas avoir 20 m d'intervalle entre un point et l'autre.
5. Connaître son itinéraire.
6. Courir en zig-zag au moment de traverser cette zone.
7. Ne pas rester plus de 2 minutes dans place de repère.
8. Etre en position avec son arme pour tirer à tout moment.

Comment attaquer un poste isolé ?

- Tout en tenant compte des renseignements complets sur l'ennemi.
- Etudier le terrain ; voir les matériels nécessaires pour remplir cette mission et voir si tous les fusils sont en bon état de fonctionnement et connaître l'itinéraire d'aller et de retour.
- Le retour doit être combiné avec un point de rencontre après le repliement.

Pour faire cette attaque, il faut connaître les 7 recommandations suivantes :

1. Utiliser le terrain non battu par le feu de l'ennemi.
2. Tenir ses hommes en position de combat.
3. Attaquer par débordement du flanc.
4. Constituer un angle d'efforts.
5. Constituer une réserve de feu.
6. Progresser par bonds tout en tirant sur l'objectif.
7. L'occupation de l'objectif ou le repliement.

Au moment de la progression, l'équipe et la pièce marchent en décalage : l'équipe devant et la pièce derrière.

L'équipe est composée d'un chef de pièce, un tireur d'élite, un chargeur, un grenadier. Dans la pièce on trouve un fusil très puissant, tel que F.M. ou une mitrailleuse ou une arme automatique quelconque. Le chef de pièce est le remplaçant direct d'un chef de groupe en son absence.

Le camouflage contre avions

Quand vous campez ou si vous faites une marche quelconque, vous devez vous camoufler pour éviter la de l'avion. Le guetteur ayant entendu ou vu l'avion, alerte son chef ; celui-ci, à son tour, crie à haute voix : Alerte, alerte d'avion, 2 fois Tout le monde se met en position de combat, tout en tenant compte du

camouflage. S'il s'agit d'un appareil de bombardement ou de reconnaissance, le chef donne l'ordre d'ouvrir le feu et l'équipe qui possède les canons anti-aériens l'exécute, et puis, s'il s'agit d'un avion de passagers, on le laisse passer.

N.B. Ne jamais se camoufler sous les arbres, pour éviter les coups de mortier ou obus lancés par ces appareils de bombardement.

Coup de main

Le coup de main est une attaque de surprise entreprise contre l'ennemi à l'arrêt. Il y a deux recommandations importantes :

- a) Une préparation minutieuse et secrète pendant une semaine, et faire cet entraînement théorique sur un sac de sable.
- b) La surprise. Il faut que l'ennemi ait confiance en ses possibilités, c'est-à-dire éviter toute action qui pourrait le réveiller.

Elément d'attaque et d'assaut (équipe).

Elément d'appui et de recul (pièce).

Comment préparer un coup de main ?

1. Progression. Les hommes doivent à tout moment observer leur chef et lui obéir littéralement à ses signaux et ses ordres, etc... *Exemple* : quand le chef dit halte, tout le monde doit lui obéir. Raison : Inutile de la demander.
2. Point de déclenchement à 300-400 m ; cela dépend du terrain ; le chef installe les hommes au commandement de son supérieur et prêts à tirer à tout moment de l'intérieur.
3. Reconnaissance : Choisir un bon éclaireur pour aller reconnaître l'endroit.
4. *EMPLACEMENT*. Grâce aux renseignements recueillis, le chef de groupe peut facilement mieux déplacer l'équipe et la pièce.
5. La combinaison des signes.

Il y a quatre sortes de coups de main :

- a) destruction : détruire ;
- b) démoraliser : troubler leur conscience ;
- c) de prisonnier : sans tuer ;
- d) anéantissement : ou l'occupation.

Conclusion : Le coup de main doit toujours être minuté, c'est-à-dire que chaque action a son temps d'exécution déterminé.

Déplacement (organisation)

1. Escouade de reconnaissance.
2. Escouade de garde.
3. Escouade de combat.
4. Escouade de technique.
5. Escouade de transport.
6. Escouade de cuisine.
7. Escouade de commandement.

- Marcher sur le sentier et surtout pendant la *nuît* et éviter les bruits pendant la marche.
- Pour pénétrer dans l'endroit désigné, il faut se mettre en ligne d'assaut ou colonne par un.
- Les chefs de troupe et leurs chefs d'escouade restent derrière pour effacer les traces des militants.
- En arrivant à l'endroit de campement, placer immédiatement les gardes avant tous travaux.

Les principes de la guérilla

1. L'ennemi avance, nous reculons.
2. L'ennemi s'arrête, nous l'acculons.
3. L'ennemi recule, nous l'attaquons (poursuivons).
4. L'ennemi est fatigué, nous l'anéantissons.

La première chose à faire c'est la concentration de nos forces. Exemple : Si l'ennemi a 20 personnes, nous devons avoir 80 personnes pour l'attaquer.

EMBUSCADE

C'est une attaque qui est bien préparée en cours de route pour attaquer l'ennemi en surprise lors de son déplacement.

Emboscade =

- a) Tuer sans être tué.
- b) Arrêter sans être arrêté.
- c) Voir sans être vu.

La chose principale pour une embuscade est de connaître mieux le terrain ; voir la condition du terrain.

Le chef de groupe doit sérieusement étudier l'ennemi et avoir des renseignements aussi complets que possible.

Evitez les traces au moment de la reconnaissance.

L'équipe d'embuscade doit avoir des matériels légers et quelques grenades défensives.

Composition :

1. Élément BOUCHON.
2. Élément d'ATTAQUE et d'ASSAUT.
3. Élément d'APPUI.
4. Élément SONNETTE.

L'élément bouchon est composé des hommes de la pièce. Leur mission est de barer la route à l'ennemi ; ils servent aussi à protéger l'élément d'assaut au moment de se replier.

L'élément d'assaut est composé des hommes d'assaut.

L'élément d'appui est composé des hommes de la pièce. Il sert aussi à protéger les groupes d'assaut et de bouclier au moment de leur repli.

L'élément sonnette sert à aviser les groupes de l'arrivée des ennemis.

L'élément sonnette doit être placé dans une place bien élevée pour dominer le terrain. Cet élément joue un grand rôle dans l'embuscade. Il doit aviser le chef dès qu'il remarque les ennemis sur une distance de plus ou moins 5 km.

Le chef viendra voir la position de l'ennemi et il doit avertir ses hommes pour être prêts.

Cet élément, après avoir averti son chef de l'arrivée des ennemis, doit quitter cet endroit et doit aller s'installer là où son chef le lui a indiqué.

Gaz de combat :

Ce sont des produits qu'on utilise pour faire aveugler l'ennemi, le rendre malade, lui faire brûler sa peau, etc..., suivant la qualité des gaz.

Il y a cinq qualités de gaz :

1. suffocant ;
2. lacrymogène ; (.....)

TACTIQUE DE GUERILLA

Il y a trois positions de tir :

1. Position debout.
2. Position à genoux (accroupie).
3. Position couchée.

Guérilla :

Aéroporté.
Homme grenouille.
Terrestre fantassin.

1. Se déplace vite.
2. N'est pas souvent malade.
3. N'est pas souvent fatigué.
4. Doit supporter la faim.
5. Doit connaître quelques médicaments en cas d'urgence.
6. Doit supporter des longues marches.
7. Doit éviter la surprise ennemie, encerclement ennemi.

Tactique guérillero

Tango nini miva guerillero ukobunda ? epai wapie ?

R. Epai ayebani mpe alingani penza na bato bamboka.

A. Kobunda na moyibi « mbula kaka ».

B. Kobunda ya kobumbana.

1. Tango boyokani ya basoldats esili.
2. Tango bazali kadia midi (balembi).
3. Tango molili ezali na butu na (3 h) du matin.
4. Tango mbula ezali kobeta makusi na buta.

Tactique de guérilla :

Question :

Guerilla sima ya attaque akosala nini ?

Réponse :

Akozanga esika balakanakimpo mpo kokotana, kobundana, kobotola biloko ya baya banguna (kokunata) to kokutana esika mokanzi alakaki bino. Mmpo na kobambano biloko, manduku mpe composition de escouad de 20 à 30 perisonne.

Cours de guérilla

Stratégie et tactique :

1. Comment organiser et diriger les peuples des guérillas, origine des armes et ravitaillement.
2. Principes fondamentaux de la guerre, révolution.
3. Méthodes de combat de guérilla.
4. Exigences des tactiques de guérilla.
5. Idées directrices de la stratégie de la guérilla : c'est une des méthodes de combat la plus fondamentale de la guerre révolutionnaire des peuples. Les plus grandes unités de guérilla ne peuvent dépasser quelques milliers ; une participation large de la masse, sans direction et sans front. Attaques surprises et embuscades pour affaiblir ou liquider l'ennemi.

RALE D'UN SABOTAGE

abotage asengeli kozola na motema bo libanga to makasi.
abotage okosalaka na bobangi ata moke a soki moko te.
abotage akondimaka te, soki amoni na miso te.
abotage asengeli kozala na motema malamumu kanda te.

ngenge ya sabotage

abotage moral.

abotage matériel ou économie.

ngenge ya sabotage

Sabotage chaud : Matériel T.N.T.

Sabotage froid. Batu boike to mingi.

Okoti ya ba saboteur tokozwa un groupe ekubami na deux sortes :

groupe d'action.

groupe de protection.

SIXIEME CAHIER

ECONOMIE POLITIQUE

Ce cahier ne fait que reproduire les textes publiés
sous le même titre dans d'autres cahiers.

in
indomitable
edu
ces
tactique
ieux, e
communit
mobi-
es du
listeo
ste de
les
survivaits
is ou
faible
le,
tactique
ieux, e
communit
mobi-
es du
listeo
histoire
Rôle

CHANSONS REVOLUTIONNAIRES

(Retrouvées dans les divers cahiers).

« PAYS DES ANCETRES »

1. *Pays des Ancêtres, Congo bien-aimé. Tes fils sont tombés,
Tombent et tomberont ; Héros national, Lumumba est mort.
Nous courbons, courberons toujours devant toi (bis).*
2. *Chère révolution,
Qui pourra t'oublier, grâce à Lumumba, Mpolo, Okito ;
Les Congolais ont su comment mettre à bas les impérialistes
Et tous leurs suppôts (bis).*
3. *Terre des Ancêtres, chose qui nous est chère ;
Tes habitants souffrent pour te racheter ;
Tous les traîtres seront
La démocratie populaire régnera (bis).*

CHANT DE MARCHE

1. *Nous sommes les combattants du peuple congolais, qui a perdu son indépendance.*
2. *Puisqu'il faut la délivrance de notre pays sans aucun délai, nous devons lutter :
Aux armes, Congolais !*
3. *Oh Lumumba, que tu es grand !
Ton nom fait trembler tous les assassins,
Tous les ennemis du peuple congolais.*

don.
'u
ces
'etig
ux,
ma
not
du
leo
e r
les
raie
ou
fa
le,
'etig
ux,
ma
not
du
leo
dire
] R

« FILS DU CONGO »

*Fils du Congo, pour l'unité de la patrie, ensemble, pour la cause de notre Pays,
Nous lutterons, nous combattrons comme aujourd'hui, jusqu'au bout, toujours avec la
même énergie.*

Refrain

*La liberté et la souveraineté acquises après maintes difficultés, nous nous devons de les
consacrer ; Bannir du Congo les misères, les menaces de toutes espèces. C'est là notre
idéal fixe. Par le sacrifice de leur vie, les héros de la république guideront tous nos pas
et plans. Courage, Frères, en avant !*

*A bas Yankees, exploiters de nos richesses ; quels vautours vous importez tous sans
investir. Nous détestons, nous combattrons cette bassesse. Oui nous combattrons sans
pardon et sans merci.*

« NOUS LES ELITES... »

*Nous les élites de l'Afrique Noire, ho !
Pays de l'Afrique ne nous oubliez pas
Nous les Congolais dans la lutte (bis)
Ne nous abandonnez pas. Pour la liberté.*

*Révolution est bien prononcée,
Même dans les campagnes, les paysans la défendent.
Ho ! Cher Congo, change de face, ho !
Terre bien-aimée, change de face.
Nous voyons l'avenir. Le résultat est immense mais magnifique aussi.*

*Quoique dans les campagnes,
La masse populaire est prête de périr
Pour cette indépendance.
Ouvriers, paysans, descendons dans les rues,
Combattre les impérialistes et tous leurs laquais.*

*Ho ! Lumumba, Héros national,
Nous te pleurons beaucoup, camarade de la lutte.
Ho ! Gizenga, continue la ligne de démarcation tracée par Emery.*

« *TOUJOURS EN AVANT* »

1. *Tous les partisans du Congo,
Allons toujours en avant.
Enfin nous ferons du Congo
Un pays de bonheur.*

Refrain :

*Allons toujours en avant !
Toujours en avant !
En avant allons toujours !
Les partisans avancent toujours en avant.*

2. *La victoire nous coûtera très cher.
Mettons hors les ennemis.
Ha ! Enfin, nous honorons les martyrs,
Libérateurs de la Patrie.*

Ceux des révolutions mortes

Nous n'avons eu de grand que de parler
Ou de vouloir parler, pour tous les hommes.
C'est pourquoi le silence où nous sommes enfermés
S'entend de façon si poignante. Qu'est ce que l'homme ?

L'homme est ce qu'il n'est pas
Et il est aussi tout le contraire,
Car il peut devenir ce qu'encor il n'est pas.
Nos corps entassés obsèdent la terre.

Au dessus du terrible sommeil des hommes,
Au-delà de l'inertie où on les plonge
Nous maintenions leur honneur comme
L'on refuse de quitter un indicible songe.

Fallait-il parmi les hommes éviter la discorde ?
Mais peut-on concevoir guerre plus révoltante
Que des pauvres, le cou déjà pris dans la corde,
Se défendant à peine contre des armes puissantes ?

Chez le riche, toute audace. Au pauvre, la lâcheté !
Nous avons voulu la fin de cet ordre barbare :
Le mal, à son comble, ne pouvait empirer.
Inégalités. Propriété. Il fallait agir ! Sans retard !

Nous avons remporté des victoires sans nombre.
Nous avons péri dans d'amères défaites.
Nous sommes la mémoire des îles sombres.
Nous sommes l'argent pur de la planète.

Que nous incarne la mer qui ne cesse jamais,
Dont les vagues useront le rocher jusqu'au Grand Soir.
Telles de hautes murailles bâties sur des sommets,
Nous sommes le rempart de l'espoir.

Nos défaites ne furent pas ce que les média beuglent.
Du chemin, parmi vous, nous reste à parcourir.
Une minute dans l'ombre ne nous rend pas aveugles
Et aucune agonie ne nous fera plus mourir.

Nous étions seuls à combattre, à perdre ou à gagner
Se rendre libre, disions-nous, ne se fait pas à genoux !
Nous ne laisserions nul Prophète penser
Qu'il puisse jamais mourir pour nous.

Il est toujours possible de tuer un homme
Mais ils ne tueront jamais la manière dont vibre
Son âme, comme quand elle se réjouit, comme
Quand il rêve d'être enfin libre....

Les Cahiers de Gamboma

Post-lecture¹

Le fait que les « Cahiers de Gamboma » ont été édités et présentés par le regretté Camarade Benoît Verhaegen m'a utilement dispensé d'introduire le sujet, le travail étant fait dans l'ouvrage lui-même avec plus de rigueur et de compétence que je ne pourrais en déployer. Par contre, il me paraît utile d'ajouter au document quelques remarques sur le contexte où il se situe et sur les discussions – pour ne pas dire les polémiques – auxquelles il a donné lieu.

Ces documents sont la trace d'une formation idéologique et militaire dispensée aux partisans congolais durant ce que l'on appelle les « Grandes Rébellions des années 60 » ou « le Soulèvement muléliste ». Ce dernier terme est un peu abusif, dans la mesure où l'unité d'action et de commandement entre les différents foyers de rébellion n'a jamais dépassé le stade du vœu pieux. Le CNL a bien existé, mais son rôle est demeuré surtout symbolique. Mulele a été présent en personne dans le maquis du Kwilu et il a certainement influencé les maquisards de l'Ouest. A l'Est, par contre, l'on a affaire à Gaston Soumialot, Laurent Désiré Kabila, etc... Il est vrai cependant que la mémoire populaire associe l'ensemble des rébellions à Mulele et qu'à la fin des années '60, aussi loin à l'Est que dans le district du Tanganyika, on désignait couramment les rebelles par le mot « *wamulele* ».

Ce mouvement de libération a laissé quelques traces écrites avant d'être définitivement écrasée. Comme l'on s'en doute, les archives n'ont été le principal souci, ni des rebelles en fuite qui songeaient d'abord à sauver leur peau, ni des vainqueurs qui pensaient d'abord à satisfaire des appétits plus substantiels. Les archives dont nous disposons dépendent donc des prises de guerre faites par l'armée gouvernementale et de la façon dont elle la a traitées. Inutile de dire que cette situation laisse place à beaucoup de hasards et d'aléas. Les documents des maquis de l'Ouest ont spécialement retenu l'attention, parce que cette rébellion, en particulier au Kwilu, a été particulièrement combative et difficile à réduire, alors que ses moyens étaient réduits et ses moyens de se ravitailler en armes et en munitions, extrêmement

¹ Expression dont la correction est contestable, mais qui m'a paru moins prétentieuse que « Postface ».

problématiques. Les documents de Gamboma proviennent d'un maquis de l'Ouest, qui n'était pas celui de Mulele. La comparaison avec des documents trouvés dans le Kwilu montre beaucoup de points communs entre la formation dispensée à Gamboma et celle dont nous avons trace chez Mulele. Par contre, il n'existe aucune preuve d'un lien organique entre eux².

Pour ce qui est du contenu précis des Cahiers, j'invite le lecteur à se reporter à ce Verhaegen en dit aux pages 4 et 5. Il saute aux yeux que l'enseignement reçu par les partisans était d'inspiration marxiste, et il en est de même dans les textes du Kwilu. C'est de là que découle ce qui fait problème au niveau de l'interprétation des faits. Par cet aspect, il se démarque de ce qui se passait à l'Est, où l'endoctrinement des « Simba » comportait des aspects irrationnels et magiques.

Pourquoi les partisans de l'Ouest ont-ils montré plus de ténacité et de combativité que ceux de l'Est dont le mouvement, après s'être répandu aussi vite qu'un feu de brousse, n'a pas été moins rapide à s'éteindre dès qu'il a subi le choc d'une contre-offensive ?

La réponse doit fatalement être cherchée dans les différences qui distinguaient les rébellions de l'Ouest de celles de l'Est, à savoir :

- un formation rationnelle et marxiste plutôt que le recours à la magie.
- un recrutement essentiellement paysan et une attention particulière donnée au contrôle des campagnes bien plus qu'à la prise des villes.
- une tradition locale – en particulier dans le Kwilu – de résistance à l'exploitation par la multinationale Unilever³.

Sur base de ces faits, l'on a élaboré plusieurs théories.

Les auteurs **marxistes-léninistes**, en particulier Ludo Martens, qui a consacré plusieurs ouvrages à Mulele et à la rébellion du Kwilu, les références marxistes-léninistes du mouvement expliquent sa longévité. Ils ont défendu cette position avec d'autant plus d'ardeur que ces événements se sont passés à la fin des années '60, au moment où de profonds affrontements idéologiques opposaient l'URSS et le Chine. C'était cette dernière qui avait leur préférence et l'attention particulière pour les paysans et la guerre révolutionnaire dans les campagnes sont des concepts repris à Mao Ze Dong. Cependant, si ces références purement militaires au leader chinois sont assez pertinentes, l'on reste beaucoup plus perplexe devant certains exposés doctrinaux, où le placage de concepts marxistes sur la réalité africaine se fait assez péniblement. On a ainsi découvert au Congo une classe « féodale » et établi entre les différentes couches de la paysannerie des distinctions typiquement... asiatiques.

L'emprunt le plus évident que les révolutionnaires congolais aient fait aux doctrines chinoises est la pratique de la guerre révolutionnaire. Mais c'est là un concept purement militaire. L'un des plus brillants disciples de Mao, sur le plan militaire exclusivement, fut Jonas Savimbi, le leader de l'UNITA angolaise, qui employa ces méthodes avec beaucoup d'efficacité pour combattre un régime d'inspiration marxiste. Il n'y a donc pas un lien

² Par contre, il y a une grande proximité géographique : le district du Kwilu et celui du Lac Léopold, où ont été retrouvés les « Cahiers », sont contigus (voir carte en fin de volume).

³ Episode datant des années '30 et qui a bien sûr reçu une appellation ethnique. Parler de "soulèvement des Bayaka et des Bapende" renvoyait au "passé obscur " quant aux motifs d'un mouvement supposé irrationnel. "Jacquerie des coupeurs de palme des plantations Unilever" aurait pu susciter la réflexion sur des analogies avec des événements européens... Présentée comme remontant à la nuit des temps, l'ethnie sert en fait de clé de lecture à des phénomènes récents et induits par la société moderne (coloniale ou post-coloniale)...

nécessaire entre ces méthodes militaires et le « corpus » de doctrines marxistes sur lequel elles sont censées s'appuyer.

Il faut toutefois se garder aussi de rejeter trop vite cette thèse dans son intégralité, car cela pourrait mener à « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Cela consisterait notamment à rejeter aussitôt et avec un haussement d'épaule, l'idée que le marxisme dans son ensemble puisse avoir eu une prégnance ou une influence quelconque en Afrique, car ce serait là une pensée bien trop radicalement occidentale et beaucoup trop élaborée pour les Congolais des années '60. (Les profonds penseurs de droite ou d'extrême-droite, qui émettent ce genre de niaiseries n'exposent pas comment ils expliquent que les « moujiks » de Lénine ou les « coolies » de Mao, au moins aussi exotiques et illettrés que les paysans congolais de 1963 ont pu y trouver du charme ou y comprendre quelque chose). Cela permettait, le marxisme une fois évacué en tant qu'idéologie, de le réintroduire uniquement comme étiquette distinctive d'une vaste opération mondiale de subversion. On ne niait la présence de Karl Marx en Afrique que pour pouvoir y trouver des agents cubains, chinois ou soviétiques derrière chaque bananier.

La grande faiblesse des communistes des années '70 et '80 a souvent été d'accorder plus d'importance à des positions passablement dogmatiques qui les opposaient entre eux qu'à la compréhension critique, aussi exacte que possible, du passé humain qu'ils s'efforçaient de reconstituer. La prétention de chacun à détenir la « seule juste ligne » les menait à poser aux aussi un « dogme », à savoir que la prise de conscience révolutionnaire ne peut mener qu'à assumer intégralement et en détail ladite « seule juste ligne », par exemple, celle du Grand Timonier de la Révolution Culturelle. Comme quoi, l'on n'est jamais aussi bien desservi que par soi-même !

Une autre théorie est celle du « **radicalisme rural** ». C'est précisément surtout à propos de la rébellion muléliste que l'on a vu cette expression utilisée, entre autres dans les travaux que leur a consacrés Herbert Weiss.

Cette façon de voir les choses est, elle aussi, est fortement marquée par un clivage qui opposait fortement, au milieu du XX^e siècle, les modes de pensée des Occidentaux, selon qu'ils se situaient à droite ou à gauche, à propos de faits comme la décolonisation, le désir d'émancipation des Africains exprimé par le panafricanisme, les luttes de libération du Tiers-monde ou encore son émergence politique avec le mouvement des non-alignés. Disons, en gros et en bref, qu'il s'agissait de ceci : Pour la Gauche (et cette fois ben au-delà des seuls communistes, en englobant beaucoup de sociaux démocrates et de démocrates chrétiens) ces mouvements pouvaient s'expliquer de façon **intrinsèque**, par les excès mêmes de la colonisation et de l'impérialisme. Ceux-ci avaient suscité une réaction spontanée d'autodéfense chez les peuples asservis et exploités. Il n'était pas besoin de chercher d'autres causes aux soulèvements que celles-là, qui étaient évidentes. Pour la Droite au contraire, l'Ordre, qu'il soit colonial ou simplement bourgeois, est en soi une chose « globalement positive ». Si l'on nie cette évidence, cela ne peut venir que de causes **externes**, à savoir, bien entendu, la fameuse « conspiration moscoute universelle ».

Herbert Weiss lui-même se définissait comme ce que l'on appelle aux Etats-Unis un « libéral », c'est-à-dire un homme aussi à gauche que possible, sans toutefois être marxiste. Les mots « radicalisme rural » étant en l'occurrence décalqués de l'anglais, « *rural radicalism* » il convient de donner au mot « radicalisme » un sens très fort. Pour un Américain, un « radical » est un extrémiste, un jusqu'au-boutiste, un ultra... Monsieur Weiss, donc, a défendu pendant quelques années l'hypothèse d'une génération spontanée du radicalisme rural en certains points du terroir congolais, et en particulier, bien sûr, dans le Kwilu, puisqu'il est parti de l'étude des mouvements insurrectionnels de '63-'65. Il n'y a

aucune raison de s'appesantir longtemps sur cette théorie, puisque Mr. Weiss lui-même l'a abandonnée.

La grosse surprise est venue à cet égard des masses rurales, dans plusieurs régions du Congo. On s'attendait à ce que la population de la brousse se montre beaucoup plus conservatrice que celle des villes. On eut au contraire souvent le spectacle de villageois s'enflammant d'emblée pour les idées les plus radicales. Une masse se défoula soudain et manifestait sa volonté de changement. Toute la controverse autour du « radicalisme rural » s'est concentrée sur le point de savoir si ce fut spontané (c'était au départ la thèse de H. Weiss) ou si au contraire ce fut l'œuvre de quelques « agitateurs » venus de l'extérieur. La police n'avait tort que dans le sens qu'elle donnait à « agitateurs » car, comme on le devine, elle aurait voulu trouver de véritables professionnels, formés et payés par Moscou. Mais il est exact que les villageois, largement mécontents, reçurent un appui extérieur (entendez : extérieur au milieu rural, non au Congo) qui les aida à donner forme à leur mécontentement et à le transformer en désir de changement radical, révolutionnaire. Assez proche de Kinshasa, le Kwilu voyait arriver beaucoup de « ratés » expulsés de la capitale, informateurs possibles sur la vie et la politique urbaines.

Le pouvoir avait largement contribué à cela car on retrouve ce qui s'est rencontré à propos de la diffusion du kimbanguisme, à savoir la manière dont la relégation des « indésirables » allait tourner en diffusion de leurs idées. La pratique héritée de la colonisation, d'envoyer les indésirables réfléchir en brousse, donnait au public rural l'occasion d'entendre des discours « subversifs ».

Une troisième approche du phénomène insiste sur le **rôle de l'histoire et de la mémoire populaire**. L'histoire coloniale abonde en opérations d'envergure contre des villages et des collectivités qui s'étaient rendus coupables de « désobéissance », laquelle consistait souvent en refus de l'impôt ou des travaux obligatoires. On distinguait, au Congo belge, trois types d'opérations qui étaient, par ordre de sévérité croissante : l'occupation, l'opération policière et l'opération militaire.⁴

Voici en quelles circonstances les habitants du Kwilu avaient « bénéficié » d'une opération militaire: Durant la crise de 1929-1930, les HCB et la Compagnie du Kasai avaient diminué le prix d'achat des noix de palme de 20 à 60%. Les impôts par contre, qui étaient déjà intolérables auparavant, avaient été augmentés. De plus en plus, les compagnies avaient recours à la force et à la violence pour recruter les travailleurs. Poussés à bout, les Pende de Kilamba assassinèrent un fonctionnaire régional dénommé Ballot. De Kandale à Kilamba, les Bapende avec à leur tête leur chef Yongo se révoltèrent. Leur révolte dura plusieurs mois⁵. L'opération militaire entreprise en 1931 contre les Bapende fit 550 morts parmi la population indigène. Un quotidien colonial avançait même le chiffre de 1.500 Bapende tués. La Force Publique quant à elle ne déplorait aucune victime...

On se rappelle peut-être qu'en 1908, on avait publié à son de trompe que les Congolais, jusque là victimes de l'absolutisme de Léopold II, seraient désormais protégés par

⁴ L'occupation: l'administrateur de région, secondé d'un détachement armé, venait s'installer à l'endroit même où était survenu l'incident. Les habitants étaient alors obligés d'offrir aux troupes d'occupation logement et nourriture, d'exécuter les travaux qui leur étaient imposés par ces mêmes troupes et d'obéir à leurs ordres. Cette mesure pouvait être prise à **titre préventif**, si l'on supposait que des incidents **pourraient** survenir !!!

L'opération policière: la 'Force Publique' était envoyée à un endroit déterminé dans le but d'intimider les habitants et de "*dissoudre toute concentration ou rassemblement d'indigènes*".

L'opération militaire était tout simplement la guerre, sous un autre nom. Elle consistait à "*envoyer des détachements armés chargés d'enrayer, si nécessaire à l'aide des armes, la rébellion ou l'émeute, en s'emparant des positions qui étaient occupées en vue d'un soulèvement, en désorganisant les groupes rebelles, en les obligeant à déposer les armes et en rétablissant l'obéissance vis-à-vis de l'autorité légale*" RUFAS p. 158-159

⁵ En 1964, cette région deviendra l'un des noyaux durs du mouvement dit 'muleliste'.

le régime parlementaire ? Voyez ce qu'en vaut l'aune : Le député Follien dit, à propos de ces événements, lors d'une séance du Parlement: "*Les conceptions idéalistes de civilisation, d'humanité ou de démocratie telles qu'on les conçoit en Europe ne sont pas des articles destinées à l'exportation coloniale. (Très bien ! Très bien ! à droite).*"⁶ Pourtant, la présence du colonisateur au Congo se justifiait, en principe, par le fait d'y apporter la civilisation ! Comprenez qui pourra !

Or, à côté d'éléments évidemment « marxistes » (pas seulement au niveau de la rhétorique des « Cahiers », mais aussi dans l'emploi de certaines tactiques guerrières, etc...), on retrouve chez les maquisards de l'Ouest des traits qu'ils ont en commun avec les protestations puis les révoltes des années '30 ! Il faut citer en particulier le fait que les autorités coutumières y ont joué un rôle en appuyant les rébellions, alors que ce n'était pas vraiment là l'habitude la plus répandue chez ces dignitaires, souvent timorés et portés plutôt à la « collaboration ».

Il me semble que si l'on prend cette dernière option comme base (et comment ne pas le faire puisqu'il s'agit tout de même d'expliquer faits ruraux africains ?), on arrive à une vue d'ensemble qui permet d'intégrer aussi ce qu'il y avait de vrai dans le « radicalisme rural » de Weiss et d'expliquer pourquoi le recours à des enseignements marxistes en découlait de manière logique et naturelle.

Il faut préciser que le motif de ces révoltes des années '30, dite « des Yaka et des Pende » était tout sauf lié à l'irrationnel, à la superstition ou à la « sauvagerie ». Les travailleurs recrutés pour les huileries HCB⁷ menaient une vie difficile dont le souvenir ne pouvait que subsister, surtout si l'on tient compte de ce que 40 ans seulement séparent les révoltes survenues sous la colonie de la « Grande Rébellion ».

Ces difficultés étaient essentiellement liées à la nourriture, au logement, au surcroît et au système de travail salarié auxquels ils n'étaient pas habitués. Dans le Kwilu, les travailleurs étaient contraints de consommer du riz et du poisson salé en lieu et place du fufu⁸, des légumes et du poisson frais préparés à leur goût. Les recrutés devaient travailler jusqu'à des heures tardives et à Leverville (Lusanga), ils étaient exploités jusqu'à leur épuisement. Quand un travailleur manifestait des signes de fatigue et qu'il n'était plus utile à l'entreprise, on le renvoyait au village. Par les nouvelles qu'il leur rapportait, ce rescapé effrayait les villageois au point que ceux-ci refusaient de se faire recruter⁹.

Alors, l'administration coloniale procédait au recrutement forcé. Des salaires très bas étaient octroyés aux travailleurs, ils étaient irréguliers et quelquefois payés en pacotille ou impayés. Dans le Kwilu, le coupeur recevait pour salaire, quelques bouteilles vides, des boîtes de conserves également vides, ou un morceau d'étoffe et un peu d'argent qui du reste servait au paiement de l'impôt. L'absence de syndicats, la complicité du gouvernement colonial ainsi que l'indifférence des puissances de l'époque à l'endroit des travailleurs noirs ont encouragé les entreprises à payer ces salaires de misère. Cette insuffisance des salaires a été à la base des désertions observées dans beaucoup de chantiers.

⁶ Débats Parlementaires 1931-1932, p.2150

⁷ Huileries du Congo Belge, filiale locale de la multinationale britannique Unilever. L'interprétation humoristique du sigle : « HCB = Huileux, Crasseux, Boueux », montre assez bien « l'agrément » de ce travail

⁸ Bouillie de manioc

⁹ On trouve donc là, dès les années '30, l'un des éléments qui ont poussé Weiss à abandonner son « radicalisme rural » : le rôle d'informateur des « retournés ». C'est cependant un élément *intrinsèque*, puisque l'information ne vient pas de l'extérieur, mais d'un membre de la communauté villageoise, revenu avec une triste expérience.

Les témoignages des administrateurs territoriaux sur les conditions de vie des indigènes et sur les atrocités commises sur eux rapportés dans les sont éloquentes¹⁰. Plusieurs textes officiels ont reconnu que les rémunérations des Africains étaient insuffisantes¹¹.

Un administrateur de la Lukula adressant son rapport au Commissaire District à Kikwit en 1923 admet : « *En novembre, j'ai cependant constaté qu'à Tango les enfants travaillent de 7 heures du matin à 10 heures du soir sans interruption faute du personnel nécessaire pour deux équipes; je le savais parce que j'avais résidé à Tango en septembre parce que cela eût constitué de ma part une infraction aux lois de la bonne hospitalité qui avait été forte à Tango* »...

Parlant toujours de la dure vie que menaient les enfants recrutés Van Wing fit en 1928 la remarque suivante : « *Malheureusement dans certaines régions, le recrutement de la main-d'œuvre infantile pour le travail des cochonnets entrave fortement la marche des écoles rurales* ».

Quant aux difficultés que rencontraient les travailleurs, voici l'extrait du rapport d'un administrateur de territoire :

" A cause de la nourriture, à cause du logement, du surcroît de travail auquel nos indigènes ne sont pas habitués ... Mon adjoint Monsieur STERVENS me dit qu'il entendu dire par le chef KASAMADUWA de Kasandji à Monsieur VAN PELT recruteur des H.C.B. qu'il ne devait plus compter sur des hommes de la région que pour :

40 hommes de Kasandji

20 hommes de Lumbi

10 hommes de Kulungu-Malingumba qu'il avait recrutés.

Aucun n'est revenu au village qu'il (chef Kasamaduwa) est allé voir lui-même les tombes de ses hommes partout où on lui a signalé les décès. Ces dires ont été confirmés par les chefs de Lumbi et de Kulungu, les nommés Ngomandeke et Mudikongo ... "

Kikwit, le 28 juin 1923

L'Administrateur Territorial Sé / VAN WAYEMBERGHE.

Un autre administrateur parle des décès parmi les noirs recrutés, tout en précisant des endroits où les faits se passèrent :

« Trois morts pour trois mois par 40 hommes.

« Douze morts pour 12 mois pour 40 hommes soit 30 % On choisit la fleur de la jeunesse pour aller travailler. Tous ces morts aux usines de Kwenge ...

« A Tango peu de morts.

« A Leverville mort un peu au-dessus de la normale

« A Kwenge : grande mortalité ...

« Kingungi, le 31 mai 1923

« L'Administrateur Territorial,

« Sé / L. PIRET

Notons en passant que d'après l'ouvrage du chercheur congolais SUNKEYI- DA Yekama-Yeyu (« *La Main d'œuvre indigène au Congo Belge. Le cas du Kwilu et de Kalima (Maniema)* »), Institut Supérieur Pédagogique de Kindu, 2005¹²), les conditions de travail étaient très comparable entre ces sites agricoles pour l'un, industriel (minier) pour l'autre. Si l'on y ajoute les travaux de Marchal sur Kilo Moto et le Katanga, et les miens (*Les Héritiers*

¹⁰ Tableaux dans CHABANGUA, B., 1979. Cfr aussi PIRET et VAN YEMBERGHE, cité par NGAMAYANU, D.M., 1982 : 92-94

¹¹ RA1921 : 145; 1922 : 106; RYCKMANS, P. 1948

¹² Il n'est pas nécessaire de courir dans le Maniema pour se le procurer. Il est téléchargeable en ligne sur CongoForum.

de Léopold II, vol II *Le Temps de la reprise*, tous les chapitres dont l'intitulé commence par *AIMO*), on en arrive à la conclusion que la situation était alors dramatique dans tout le Congo.

Cependant, dans le cas du Kwilu, il ne s'agissait pas de travail industriel ou minier. Les travailleurs étaient un prolétariat servant de main d'oeuvre agricole dans les palmeraies qui avaient été accaparées par HCB à la faveur de la colonisation. Il est infiniment plus facile à un agriculteur de faire la comparaison entre le sort d'un paysan libre et celui d'un travailleur agricole asservi qu'à un villageois soudain jeté dans une usine d'en comprendre les tenants et aboutissants.

HCB avait désormais la mainmise sur les palmeraies (spontanées, donc supposées n'être à personne par le droit colonial) que ces populations considéraient comme léguées à leur communauté par leurs Ancêtre et par l'Être Suprême. Organiser les soins et les récoltes dans ces propriétés collectives et en répartir le produit était une tâche dévolue à l'autorité coutumière qui devait à cela une partie de son prestige, s'agissant d'une denrée essentielle à la subsistance. Les Chefs, ainsi dépossédés, avaient bien sûr petite mine !

D'autre part, ce qui était bien pire encore, ces Chefs voyaient leurs villages dépérir sous leurs yeux à cause tant des morts que des réquisitions de main d'œuvre. Un jour, il n'y aurait plus de village du tout, et le Chef aurait vraiment très petite mine puisque c'est son village qui est censé le nourrir. (Dans les langues locales, « régner » se dit souvent « manger l'autorité ». Cela dit bien ce que cela veut dire !). Ils avaient donc toutes les raisons de partager le mécontentement de leurs administrés et, quand ceux-ci entrèrent en révolte, de favoriser le mouvement, voire d'en prendre la tête. (Ils n'avaient rien à perdre, sachant qu'aux yeux de l'administration coloniale ils passeraient de toute façon pour responsables de ce qui se passerait dans leur localité).

Il est bien évident que, surtout dans les années '30 et dans une colonie aussi soigneusement imperméable aux influences extérieures que le Congo belge, ni les chefs ni les villageois n'avaient entendu le mot « capitalisme ». Mais il ne leur était pas difficile de se rendre compte que tous leurs malheurs étaient attribuables à une société accapareuse et que, si HCB était aussi puissante, c'était parce qu'elle était fort riche. Point n'était besoin de connaître le mot pour comprendre la chose.

Dans les années '60, les lampions de 'Indépendance étaient éteints et l'on devait constater que « Après 'Indépendance = Avant l'Indépendance », suivant la brillante formule de Janssens. L'on n'avait pas assisté à une libération mais au transfert à quelques Africains privilégiés des passe-droits hérités de la colonisation. S'y ajoutait le fait que « la fin de la récréation » avait été sonnée notamment par le meurtre de Lumumba, pour lequel les habitants des régions concernées avaient majoritairement voté. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'ancienne révolte reprit et emprunta les mêmes voies et moyens que par le passé, y compris le recours aux structures coutumières.

Il s'agit donc bien, comme le pensaient les tenants du « radicalisme rural », d'un mouvement **endogène** engendré par les souffrances et les frustrations de l'heure, mais aussi enraciné dans la **mémoire collective**, y compris au niveau des moyens d'action. Mais, pendant les trente années qui s'étaient écoulées et avec l'avènement de l'indépendance, les possibilités de se former et de s'informer s'étaient notablement accrues et l'on pouvait savoir que les ravages dont on avait à se plaindre, qu'il s'agisse de la mainmise d'une grande société étrangère ou de celle de ses auxiliaires de la bourgeoisie africaine, étaient liés au capitalisme qui, soit dit en passant, n'est pas moins exotique et occidental dans son origine que le marxisme !

Lorsque l'on est frappé par une maladie dont on connaît la provenance, il est assez naturel de se dire que, dans ces mêmes lieux, l'on a peut-être une chance de trouver le remède

qui la guérira. Ce qui devait tout naturellement pousser les leaders africains en quête d'une doctrine d'action à se tourner vers le **marxisme**, même si pour beaucoup cela ne dépassa pas un assez brossier placage consistant surtout en emprunts rhétoriques.

Il est quand même intéressant de noter que le recours aux mêmes moyens mémoire populaire et utilisation de la coutume, se retrouve en Guinée-Bissau chez Amilcar Cabral, avant tout un homme d'action, mais d'une action cohérente avec la pensée, chez qui il y a une très grande richesse que seules des études et des enquêtes approfondies pourraient mettre en relief.

Voici l'histoire : Le PAIGC devait résoudre un problème difficile : apprendre le maniement des armes aux jeunes gens qui voulaient rejoindre ses rangs, sans que cela attire l'attention des Portugais. Le but, en effet, n'était pas de regrouper ailleurs de vastes masses humaines, mais de les laisser dans leur village, comme le levain dans la pâte. Toutefois, comment ne pas attirer l'attention des patrouilles portugaises, alors que les jeunes gens devraient forcément s'absenter des villages et que l'apprentissage du maniement des armes à feu ne pas sans un certain bruit ?

Traditionnellement, les jeunes gens en âge de devenir des hommes – donc des guerriers – doivent quitter le village et séjourner quelques temps dans un camp avant l'initiation. C'était un temps d'apprentissage et d'épreuves, axé en grande partie sur la guerre, dont ils reviendraient prêts à combattre. Le programme traditionnel, comme on peut le voir, ne contredisait en rien celui du PAIGC, qui en était plutôt le prolongement.

Mais cela supposait que l'on accepte de respecter le calendrier traditionnel des cérémonies d'initiation, ce qui compliquerait sans doute le travail et les déplacements des guérilleros, et que l'on s'assure de la complicité des Chefs et des Anciens des villages, ordonnateurs de ces cérémonies. Cela supposait un temps considérable employé en déplacements et en palabres. Mais on décida de s'y plier.

Les Portugais remarquèrent donc bien que dans certains villages, les jeunes hommes manquaient, mais on fit à leurs questions les énigmatiques réponses traditionnelles qui indiquaient qu'ils étaient au camp d'initiation. S'ils étaient curieux au point de vérifier cela, ils durent bien constater que c'était, en effet, le moment où cela devait se passer. Ils ne furent pas inquiétés non plus par le fait que, comme toute cérémonie africaine qui se respecte, celle-là s'accompagnait d'un vacarme assourdissant de tambours de tous calibres. On n'aurait pas entendu tirer une mitrailleuse...

Amilcar Cabral n'a développé son analyse théorique que pour déterminer les voies, les moyens du combat qu'il entend mener pour la libération de la Guinée ; plus exactement c'est dans le combat qu'il a défini sa ligne théorique et c'est pour le combat que celle-ci a été élaborée. Cette praxis est déjà par elle-même marxiste, mais elle l'est davantage encore par ses modalités, dans son contexte. C'est en effet une méthode d'action révolutionnaire que Cabral a dessinée, à la fois par ses écrits et sa pratique. Il contraste ainsi avec les autres hommes politiques africains, fort peu révolutionnaires en ce sens dans l'ensemble, comme avec les autres marxistes africains dont l'action ne fut jamais aussi déterminante ou cohérente avec la pensée.

Note sur l' Invulnérabilité par la Magie.

De manière récurrente, dans l'histoire récente du Congo (c'est-à-dire coloniale et post-coloniale), il est fait état, à l'occasion de révoltes ou de mouvements violents, de la croyance des Africains en l'invulnérabilité que leur confèreraient des pratiques magiques.

Le cas le plus célèbre est celui des Grandes Révoltes de 63-64, dites collectivement - et, pour l'Est, improprement - "muleliste", où la formule "Mayi Mulele"(De l'eau, Mulele) était censée changer les balles en eau. On avait eu de plus la prudence de recourir autant que possible à des initiateurs Songe, ethnie qui jouit d'une réputation flatteuse en matière de divination et de magie.

Le mécanisme psychologique n'est pas difficile à comprendre: il sort du même tonneau que diverses "armes secrètes" dans lesquelles les soldats de divers lieux et diverses époques ont régulièrement puisé un espoir fallacieux. Puisqu'on sait que la situation est désespérée, on se donne un espoir trompeur pour y puiser le courage de monter à l'assaut quand même.

La persistance et la récurrence de ces pratiques fait toutefois problème, et donne à penser qu' il devrait y avoir à la base quelque fait matériel. En d'autres mots, tout se passe comme s'il y avait, dans la mémoire collective, le souvenir de "*la fois où ça avait vraiment marché*".

Les archives de la Force Publique, entre autres l'ouvrage qu'elle a publié sur sa propre histoire, font mention d'un fait qui donne à penser. Après la reprise de 1908, les Belges se montrèrent très soucieux de supprimer toutes les brutalités excessives qui avaient fait la réputation sinistre de l'EIC. La FP recevra des instructions lui intimant d'avoir la gâchette moins facile que par le passé, et certains se donneront de ces instructions une interprétation excessivement "pacifiste". Nous avons trace de rapports à la suite desquels de jeunes officiers ont été réprimandés parce que, même dans des circonstances justifiant pleinement le recours aux armes, ils n'avaient fait tirer qu'à blanc. N'est-ce pas là qu'il faudrait chercher l'origine de cette récurrence?

D'autre part, il n'est pas impossible qu'un jeu de mot soit intervenu, au moins dans les rébellions de l'Est. En effet, en swahili, l'éternité, l'immortalité se dit « milele » qui peut passer pour le pluriel de « Mulele », si on interprète le mot comme appartenant à la classe 3, celle des forces naturelles. Les Bantous auraient donc identifié l'enthousiasme révolutionnaire comme une force naturelle, une des expression de l'énergie vitale. Faut pas rêver...mais c'est quand même joli...

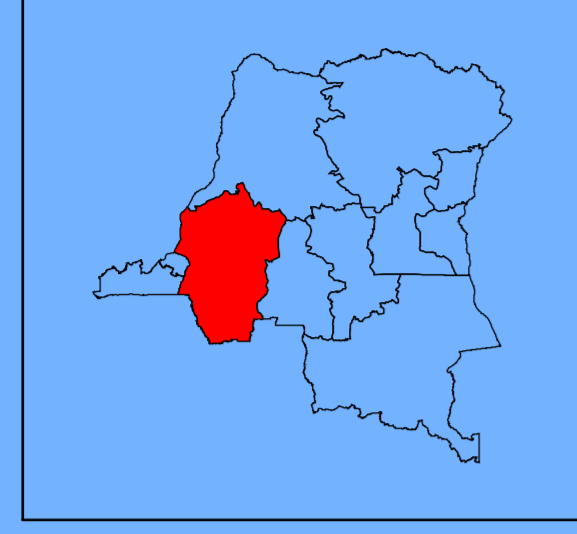
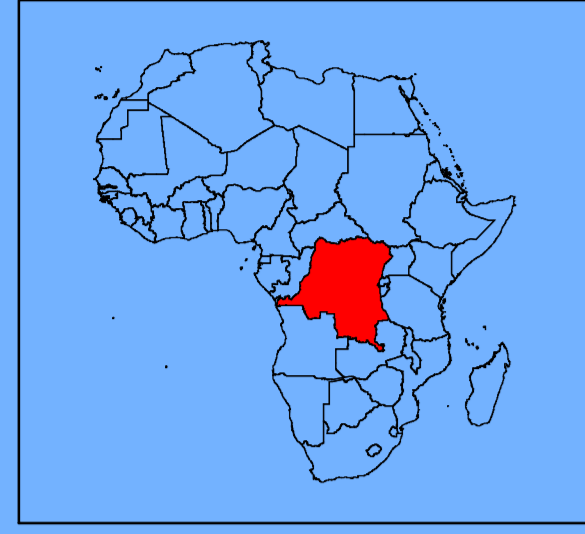
@ Guy De Boeck, 1995



République Démocratique du Congo

Carte du Bandundu

Echelle : 1 / 1 200 000

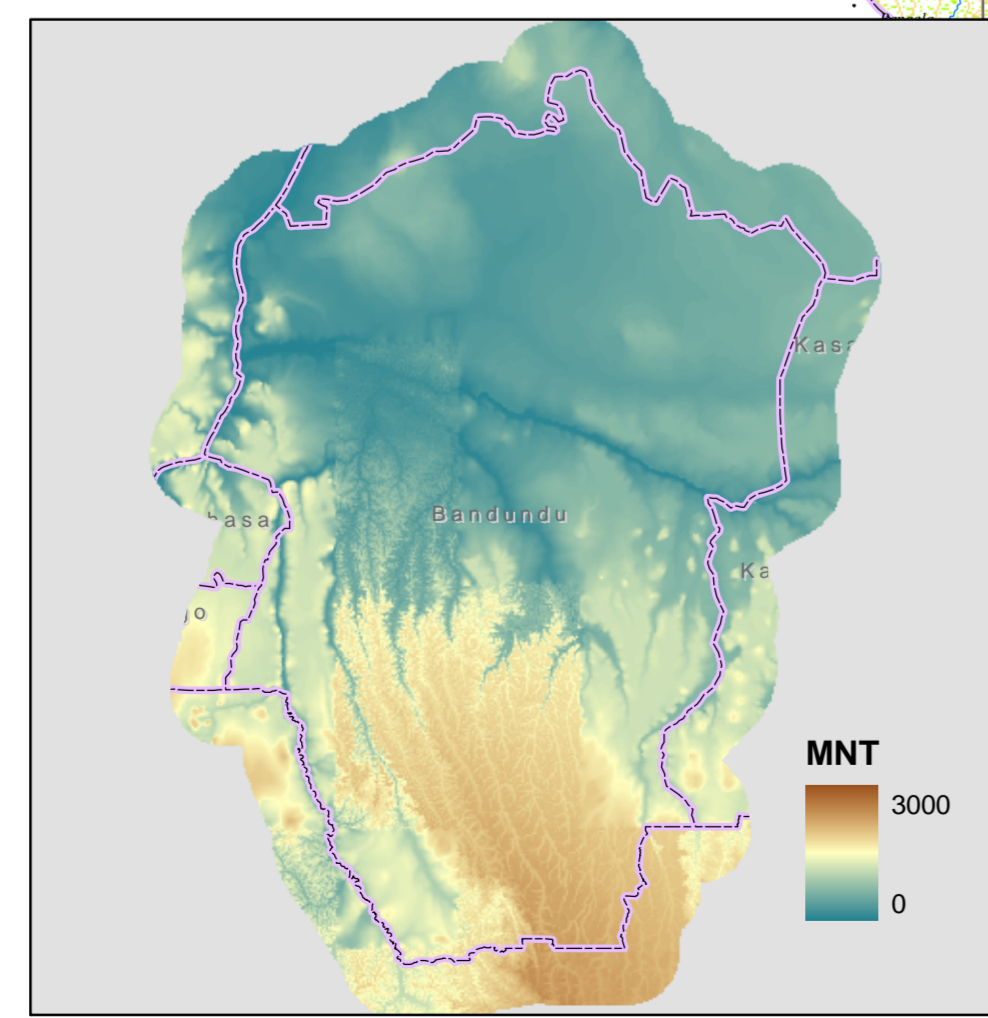
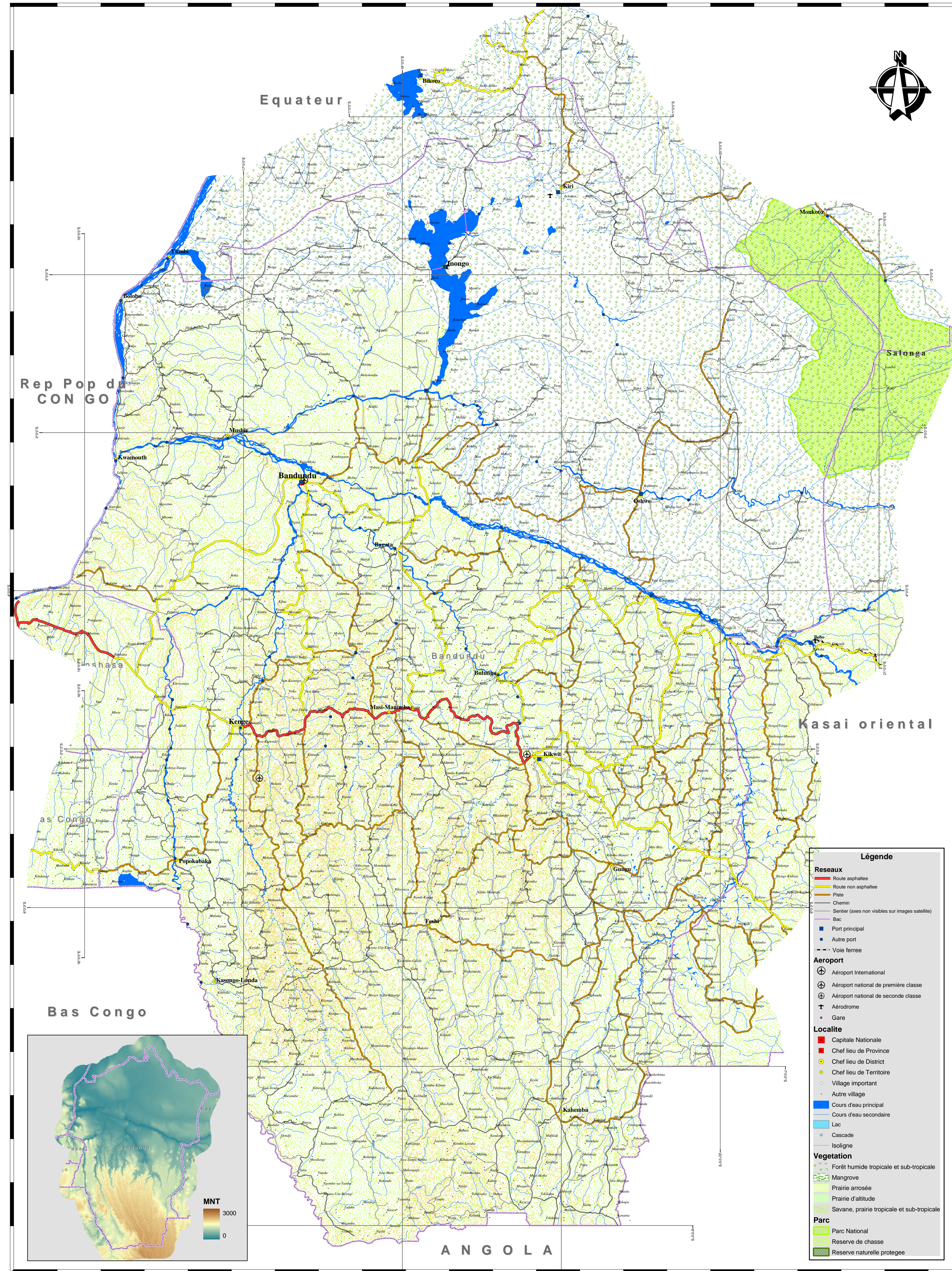


Carte UNJLC_RDC_021
JUILLET 2006

Les Nations Unies, Les ONG, les OI et les Institutions (nationales et internationales), partenaires du GIS Working Group, ne peuvent être tenues pour responsables de la qualité et de la fiabilité des données présentées sur cette carte.

Datum : WGS84
Ellipsoïde : GRS 80
Projection de Mercator tangente à l'équateur

Format d'impression : A0
Source des données :
Partenaires du GIS Working Group



Equateur

Bas Congo

ANGOLA

0 45 90 180 270 360
Kilomètres



Produit par :
UN Joint Logistic Center dans le cadre du GIS Working Group
Compilation des données - Réalisation de la carte : Gilles Martin, GIS Officer - UNILC

UN Joint Logistic - Boulevard du 30 juin, Immeuble Lomax - BP 7248 - Kinshasa - République Démocratique du Congo
Email : gilles.martin@wfp.org - Site Web : www.unjlc.org